

**UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE
BEJAIA**



**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES,
COMMERCIALES ETDES SCIENCES DE GESTION**

Département des Sciences Economiques

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en

Sciences économiques

Option : Economie quantitative

**Intitulé du Mémoire : L'analyse
économétrique de l'inflation en Algérie : période
1980 à 2022.**

Réalisé par :
TAMINDJOUTE Juba

Encadré par :
Mme BERRAH Kafia

Année universitaire : 2023/2024

Remerciements :

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à ma promotrice, Madame BERRAH KAFIA, pour sa direction, son aide précieuse et son orientation dans mon travail. Également, nous remercions tout le corps enseignant, le personnel administratif, le chef de département et toute la spécialité SEGC. Enfin, nous remercions tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à l'accomplissement de ce mémoire.

Dédicaces :

À la personne devant laquelle tous les mots du monde sont incapables d'exprimer mon amour et mon affection, à l'être qui m'est le plus cher, à ma douce et belle-mère et à mon père, à mes chers frères et sœurs, que Dieu vous protège ; à toute ma famille, petite et grande ; à ma promotrice, Madame BERRAH KAFIA ; à mes chers amis et à toutes les personnes que je porte dans mon cœur, qui m'ont soutenu(e), de loin ou de près.

Tamindjoute Juba

Sommaire

Plan de travail

Listes des abréviations

Listes des tableaux

Listes des figures

Introduction générale	1
Chapitre 1 : Aspects conceptuels et théoriques sur l'inflation	6
Section 01 : Fondements et Impacts de l'Inflation	6
Section 02 : Mesure et Gestion de l'Inflation	22
Section 03 : Théories économiques de l'inflation	30
Chapitre 02 : Etude de l'inflation dans le contexte algérien	38
Section 01 : Analyse de l'Évolution et des Facteurs Influençant l'Inflation en Algérie	38
Section 02 : Études antérieures sur l'inflation	54
Chapitre 03 : Analyse économétrique de l'inflation en Algérie	59
Section 01 : Méthodologie de la régression	59
Section 02 : Présentation des données	68
Section 03 : Analyse et interprétation des résultats	74
Conclusion générale	87
Bibliographie	90
Annexe 1 base de données	95
Annexe 2 résultats du test de stationnarité	97

Liste des abréviations

FMI: Fonds Monétaire International
ONS: Office National des Statistiques
PIB: Produit Intérieur Brut représente une mesure économique qui représente la valeur totale de tous les biens et services produits par une économie
Y: Revenu total de l'économie
C: La consommation des ménages pour des biens et des services
M: Les importations de biens et services achetés par les ménages mais produits à l'étranger
I: Investissement, dépenses des entreprises pour des biens d'équipement
G: Dépenses des gouvernements pour des biens et des services
X: Exportations, valeur des biens et services produits dans un pays mais vendus à l'étranger
M: La quantité de monnaie en circulation
V: Vitesse de circulation de la monnaie
P: Niveau des prix
T: Volume des transactions
IPC: Indice des prix à la consommation
K: Proportion du revenu que les agents préfèrent garder en liquidité
PME: Les petites et moyennes entreprises
UEMOA: L'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
NARDL: Nonlinear Autoregressive Distributed Lag
MVCE: Modèle vectoriel à correction d'erreur
M2: La masse monétaire
VAR: Vector Autoregression
ARDL: AutoRegressive Distributed Lag
LM: Lagrange multiplicateur
ADF: Dickey Fuller Augmentée

AIC: Akaike Information Criterion
BIC: Bayesian Information Criterion
PAS: Programme d'ajustement structurel
CUSUM: Somme Cumulative
VECM: Vecteur à Correction d'erreur
Y_t: Variable dépendante au temps t
Y(t-1) : Valeur retardée de Y_t
X (j, t) : Variable explicative au temps t
X (j, t-1) : Valeur retardée de la variable explicative X_j
ΔY_t: Différence première de la variable dépendent Y_t
ΔX_t: Différence première de la variable explicative X_t
β_k : Coefficients de régression à long terme
α(k,i) : Coefficients d'ajustement à court terme
F*: La statistique de test de Fisher
C: Nombre de coefficients testés
SCRc: Sommes des carrés des résidus du modèle contraint (H0)
SCRf: Sommes des carrés des résidus du modèle complet (H1)
DS: Differency stationary
LPIBh: Logarithme du PIB par habitant. Série temporelle représente les variations logarithmiques du produit intérieur brut par habitant
LTXINF: Logarithme du taux d'inflation. Série temporelle mesurent les variations logarithmiques des taux d'inflation
LTXCH: Logarithme du taux de change. Série temporelle mesurent les variations logarithmiques du taux change
CV_I(.): Borne supérieure/ Borne inferieure
C: Nombre de coefficients testés
T: Taille de l'échantillon
K: Nombre total de variables dans le modèle

La liste des Tableaux :

Tableau N°01 : Évolution du taux d'inflation en Algérie de 1980 à 1990
Tableau N°02 : Évolution du taux d'inflation en Algérie de 1990 à 2000
Tableau N°03 : Évolution du taux d'inflation en Algérie de 2000 à 2012
Tableau N°04 : Évolution du taux d'inflation en Algérie de 2013 à 2018
Tableau N°05 : Test de stationnarité

La liste des figures :

Figure N°01 : L'inflation par la demande.
Figure N°02 : La courbe de Phillips.
Figure N°03 : Évolution de l'inflation en Algérie de 1962 à 1980.
Figure N°04 : Évolution de l'inflation en Algérie de 1990 à 2000.
Figure N°05 : Évolution du PIB par habitant en Algérie de 1980 à 2022
Figure N°06 : Évolution du taux d'inflation en Algérie de 1980 à 2022
Figure N°07 : Évolution du taux de change en Algérie de 1980 à 2022

Introduction générale

L'inflation, définie comme un accroissement général, durable et structurel du niveau des prix, constitue un phénomène économique complexe aux implications profondes pour les économies nationales à travers le monde. Elle représente l'un des défis les plus préoccupants du siècle en raison de ses effets sur les fonctions essentielles de la monnaie, telles que l'unité de compte et la réserve de valeur. Cette introduction explore l'évolution historique de l'inflation, ainsi que son impact spécifique sur l'économie de l'Algérie.

Historiquement, l'inflation a marqué différentes périodes et contextes économiques à travers le monde. Dès le III^e siècle, l'Empire romain occidental, sous l'empereur Dioclétien, a fait face à une crise majeure accompagnée d'une inflation significative, attribuable à des troubles politiques et à une augmentation des coûts alimentaires¹. Au XVI^e siècle, l'Espagne et le Portugal ont découvert des quantités massives d'or, devenant les plus importants détenteurs en Europe. Cette période, connue sous le nom de bullionisme, a vu l'abondance de l'or influencer la monnaie qui reposait alors sur un système de parité avec l'or, chaque pièce contenant une quantité d'or correspondant à sa valeur². Lorsque la quantité d'or augmentait, son prix diminuait, entraînant une baisse de la valeur des pièces d'or. Cela indique les premiers signes d'inflation, car l'augmentation de la masse monétaire conduisait à une dévaluation de la monnaie.

Au XX^e siècle, deux périodes d'inflation distinctes se démarquent. La première s'étend de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la crise de 1929, caractérisée par une croissance industrielle rapide soutenue par de nouvelles sources d'énergie et de matières premières³. La deuxième période, souvent qualifiée de "Trente Glorieuses", couvre les années 1950 à 1973 et est marquée par une expansion économique soutenue dans de nombreux pays industrialisés, mais aussi par des défis inflationnistes croissants⁴.

L'inflation a constitué une préoccupation économique constante pour l'Algérie, un pays en voie de développement. L'indice des prix à la consommation a connu des fluctuations significatives au cours des dernières décennies. En 1970, le taux d'inflation était de 6,6 %, atteignant 17,52 % en 1978, reflétant ainsi les défis économiques postindépendance et durant la période de reconstruction nationale. Les années 1980 ont vu une accélération de l'inflation,

¹The Roman Economy Studies in Ancient Economic and Administrative History par Richard Duncan-Jones pages 123-128.

²The Price Revolution in Sixteenth-Century Europe par Peter H. Lindert et Jeffrey G. Williamson pages 65-78.

³The Economic History of the Twentieth Century" par Giovanni Federico pages 78-95.

⁴The Age of Keynes par Robert Lekachman pages 110-125.

accentuée par la transition vers une économie de marché en 1991⁵. Cette transition a entraîné une augmentation des prix suite à la libéralisation des prix et à la dévaluation de la monnaie nationale.

En 1992, l'Algérie a atteint un pic d'inflation à 31,67 %. Cette hausse peut être expliquée par deux facteurs majeurs : premièrement, l'accélération du processus de libéralisation des prix entamé en 1989, qui a conduit à la libération de 85 % des prix ; deuxièmement, une forte dévaluation du dinar algérien visant à contrer la détérioration des termes de l'échange, entraînant une augmentation des prix des produits importés.

La situation économique de l'Algérie s'est gravement détériorée en 1994, exacerbant les déséquilibres macroéconomiques en raison de la chute drastique des prix du pétrole. En réponse, les autorités algériennes ont mis en œuvre un programme d'ajustement structurel recommandé et soutenu par le Fonds monétaire international (FMI), ce qui a contribué à stabiliser les prix. Cette stabilité a été favorisée par une politique monétaire prudente de la Banque d'Algérie, combinée à l'adoption des principes de l'économie de marché et à la pratique de la subvention des produits de première nécessité.

Au tournant du millénaire, l'Algérie a amorcé une période de stabilisation économique relative, marquée par une décroissance progressive de l'inflation. Toutefois, à partir de 2004, une nouvelle phase d'instabilité inflationniste a émergé, largement influencée par la volatilité des prix du pétrole, qui ont commencé à décliner dès 2014. Cette instabilité s'est intensifiée, culminant en une inflation de 6,40 % en 2016, avant de régresser à 1,95 % en 2019. Malgré des taux annuels de 3,68 % en 2007, 4,86 % en 2008 et 5,74 % en 2009, l'inflation a finalement chuté à 2,42 % en 2020.

Cette évolution montre les défis persistants auxquels l'Algérie doit faire face pour maintenir la stabilité économique et contenir l'inflation dans un contexte mondial de fluctuations économiques et de volatilité des prix des matières premières.

L'objectif de cette étude est d'analyser les déterminants spécifiques de l'inflation en Algérie sur la période allant de 1980 à 2022. Cette recherche se formule autour de la question suivante : **quels sont les principaux déterminants de l'inflation en Algérie entre 1980 et 2022 ?**

⁵ <https://www.ons.dz/>.

Pour atteindre cet objectif, plusieurs questions de recherche seront abordées :

- Quelle est l'évolution historique de l'inflation en Algérie, et comment peut-on la caractériser à travers différentes périodes économiques et politiques ?
- Quels sont les principaux facteurs structurels (comme la dépendance aux hydrocarbures, la politique monétaire) et conjoncturels (chocs externes, conditions climatiques) influençant l'inflation en Algérie ?
- Quelles sont les relations de long terme et les dynamiques de court terme entre l'inflation en Algérie et des variables économiques clés telles que le taux de change, le PIB par habitant ?

Pour mener à bien ce travail, notre réflexion se base sur les hypothèses suivantes :

- **Hypothèse 1** : Les fluctuations du taux de change affectent l'inflation en modifiant les coûts des importations et en impactant les prix des biens et services sur le marché intérieur.
- **Hypothèse 2** : Le développement économique global, mesuré par des indicateurs tels que le PIB par habitant influence l'inflation en modulant la demande agrégée et la stabilité économique générale.

Cette étude adoptera une approche méthodologique mixte. D'une part, une revue approfondie de la littérature permettra de clarifier les théories existantes sur l'inflation et d'identifier les facteurs explicatifs pertinents. D'autre part, une analyse empirique sera menée en utilisant des données statistiques provenant de sources telles que l'Office National des Statistiques (ONS), la Banque d'Algérie et la Banque mondiale, afin d'évaluer l'impact des déterminants identifiés sur l'évolution de l'inflation en Algérie.

Le plan de ce travail se décompose en trois chapitres principaux :

- Le premier chapitre explore les fondements théoriques et conceptuels de l'inflation. Il examine les différentes définitions et perspectives théoriques sur ce phénomène économique majeur. En outre, il analyse les théories économiques classiques et contemporaines.
- Le deuxième chapitre examine l'expérience spécifique de l'inflation en Algérie. Il analyse l'évolution historique de l'inflation depuis l'indépendance, en mettant en

lumière les facteurs structurels et conjoncturels qui ont influencé les tendances inflationnistes du pays. De plus, il évalue la pertinence des théories économiques dans le contexte algérien et passe en revue les études antérieures menées sur le sujet.

- Le troisième chapitre analysera empiriquement les principaux déterminants de l'inflation en Algérie au cours de la période étudiée. À l'aide de méthodes économétriques appropriées, cette analyse permettra d'évaluer comment les variables telles que le Taux de change, le PIB par habitant, ont contribué à façonner les tendances inflationnistes en Algérie.

Chapitre 1

Aspects conceptuels et
théoriques sur
l'inflation

Introduction de chapitre :

L'inflation est un phénomène économique central qui influence divers aspects de la vie quotidienne, de la prise de décisions politiques aux stratégies économiques des entreprises et des ménages. Comprendre l'inflation est essentiel pour analyser les dynamiques économiques et formuler des politiques efficaces. Ce chapitre explore les aspects conceptuels et théoriques de l'inflation, offrant un cadre pour appréhender ses origines, ses manifestations et ses implications.

Dans une première section, nous examinerons les fondements et impacts de l'inflation, en détaillant sa définition, ses différentes formes, ses causes et ses conséquences ainsi que les types d'inflations. Cette exploration permettra de mieux saisir la complexité de ce phénomène et les défis qu'il pose.

La deuxième section sera dédiée aux méthodes de mesure et aux stratégies de gestion de l'inflation. Nous passerons en revue les différentes techniques utilisées pour mesurer l'inflation ainsi que les politiques économiques mises en place pour la contrôler.

Enfin, la troisième section se concentrera sur les théories économiques de l'inflation. Nous analyserons les contributions des différents courants de pensée économique, de la théorie monétariste aux approches plus contemporaines, afin de fournir une compréhension approfondie de l'inflation et des divers facteurs qui la déclenchent.

Section 01 : Fondements et Impacts de l'Inflation

Cette section explore les principes fondamentaux de l'inflation fournissant une base essentielle pour comprendre ce phénomène

1. Définition de l'inflation :

L'inflation, un concept central en économie, peut être définie de diverses manières, mais nous nous concentrerons sur une définition approfondie :

Le terme "inflation" trouve ses origines dans le latin "inflatio", signifiant littéralement "enflure". À l'origine, il désignait une augmentation excessive de la quantité de papier-monnaie en circulation. Cependant, dans le contexte économique moderne, l'inflation représente un phénomène plus complexe et plus vaste.

Lorsque l'on parle d'inflation, on se réfère généralement à une augmentation généralisée et soutenue des prix des biens et des services dans une économie donnée. Cette augmentation touche l'ensemble des biens et services disponibles sur le marché. Il est important de noter que

des hausses de prix temporaires, telles que celles observées pendant les périodes saisonnières, ne sont pas considérées comme de l'inflation, qui se distingue par sa durabilité dans le temps. De plus, l'inflation est un phénomène auto-entretenu, ce qui signifie que les hausses de prix dans un secteur de l'économie ont tendance à se propager à d'autres secteurs et à affecter l'ensemble des prix et des revenus. Cette propagation peut se produire par le biais de divers mécanismes, tels que les hausses des coûts de production, les pressions salariales ou encore les anticipations inflationnistes des agents économiques⁶.

En fin de compte, l'inflation peut être perçue comme une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie. Lorsque les prix augmentent de manière constante, la même quantité d'argent permet d'acheter moins de biens et de services au fil du temps, ce qui réduit la valeur réelle de la monnaie.

2. Différentes formes connexes à l'inflation :

On peut distinguer trois processus qui affectent le niveau général des prix : la déflation, la désinflation et la stagflation.

2.1 La Déflation :

La déflation se définit comme le « freinage ou résorption totale de l'inflation par des mesures visant à la diminution de la masse monétaire, à la réduction de la demande par rapport à l'offre, etc. »⁷.

2.1.1 Types de déflation :

Ils existent trois types de déflations :

- **Déflation monétaire :**

Caractérisée par une diminution des moyens de paiement en circulation, autrement dit, une réduction de la quantité de monnaie à la disposition des agents économiques. Cela peut être dû à des politiques monétaires restrictives où les banques centrales réduisent l'offre de monnaie.

⁶ Macroeconomics par N. Gregory Mankiw, pages 157-175.

⁷ <https://www.vie-publique.fr/eclairage/291422-inflation-role-de-la-masse-monetaire-et-du-contexte-economique>.

- Déflation financière :

Correspond à la contraction du crédit disponible accordé par le système bancaire. Les banques deviennent plus strictes dans leurs critères de prêt, réduisant ainsi le nombre de prêts accordés. Cela limite l'accès des entreprises et des consommateurs au crédit, ce qui peut réduire les dépenses et les investissements.

- Déflation réelle :

Synonyme de réduction de l'activité économique. Cela se traduit par une baisse de la demande globale dans l'économie, ce qui entraîne une diminution de la production, des revenus et de l'emploi. Cette forme de déflation est souvent associée à une récession économique prolongée.

2.1.2 Conséquences de la déflation :

La déflation peut avoir plusieurs effets néfastes sur l'économie. En période de déflation, la valeur réelle de la dette augmente, rendant le remboursement plus difficile pour les emprunteurs. Les consommateurs et les entreprises reportent leurs achats et investissements en anticipant une baisse continue des prix⁸, ce qui entraîne une réduction de la consommation et de l'investissement. Cette diminution de la demande globale conduit souvent à une baisse de la production, ce qui entraîne des licenciements et une hausse du chômage. Le chômage accru réduit encore davantage la demande, exacerbant ainsi les effets négatifs de la déflation et prolongeant les périodes de récession économique.

2.2 La Désinflation :

La désinflation décrit un ralentissement durable du rythme de hausse des prix, tout en restant positif. En d'autres termes, il s'agit d'une diminution du taux de croissance des prix. L'inflation continue d'augmenter, mais à un rythme de plus en plus lent d'année en année.

⁸ Friedman, Milton. "Le rôle de la politique monétaire." *Revue économique américaine*, vol. 58, no. 1, 1968, pp. 1-17.

2.2.1 Caractéristiques de la désinflation :

La désinflation se caractérise par un ralentissement de l'inflation, où les prix continuent d'augmenter mais à un taux de plus en plus faible, contrairement à la déflation où les prix baissent. Les banques centrales et les gouvernements peuvent adopter des politiques monétaires et budgétaires restrictives pour ralentir l'inflation. Cela inclut la hausse des taux d'intérêt, la réduction des dépenses publiques ou l'augmentation des impôts⁹, visant à freiner la croissance des prix tout en maintenant une certaine stabilité économique.

2.2.2 Exemple historique :

Durant la période de 1985 à 1999, la France a connu une désinflation, caractérisée par une réduction progressive du taux d'inflation grâce à des politiques monétaires rigoureuses. Les autorités monétaires françaises ont mis en œuvre des mesures telles que la hausse des taux d'intérêt et le contrôle strict de la masse monétaire, ce qui a permis de ralentir l'augmentation des prix et de stabiliser l'économie sur le long terme.

2.2.3 Conséquences de la désinflation :

La désinflation peut avoir plusieurs conséquences significatives sur l'économie. Une réduction de l'inflation contribue généralement à stabiliser les prix, ce qui renforce la confiance des consommateurs et des investisseurs en offrant un environnement économique plus prévisible et stable. Cependant, à court terme, les politiques de désinflation peuvent entraîner une hausse du chômage, car des mesures telles que la hausse des taux d'intérêt ou la réduction des dépenses publiques peuvent ralentir la croissance économique. Ces ajustements peuvent être nécessaires pour maintenir la stabilité à long terme, mais ils peuvent également poser des défis immédiats en matière d'emploi et de croissance économique.

2.3 La stagflation :

La stagflation est une situation où une économie subit simultanément un niveau élevé d'inflation, un chômage élevé et une stagnation de la production, voire une récession.

⁹ Cukierman, Alex. "Central Bank Strategy, Crédibilité, and Independence: Theory and Evidence." MIT Press Books, 1992 pp. 100-125.

2.3.1 Les causes de la stagflation :

La stagflation peut être causée par plusieurs facteurs. Les chocs d'offre négatifs, tels que les crises pétrolières, peuvent entraîner une augmentation rapide des coûts de production et des prix (inflation), tout en réduisant simultanément la production et en augmentant le chômage. De plus, des politiques économiques inappropriées, notamment des politiques monétaires et budgétaires qui ne parviennent pas à stabiliser les prix tout en soutenant la croissance économique, peuvent aggraver la stagflation en créant des déséquilibres économiques et en exacerbant les pressions inflationnistes.

2.3.2 Exemple historique :

Le choc pétrolier de 1973 a marqué une période significative de stagflation pour les économies occidentales. Ce choc a été déclenché par une augmentation drastique des prix du pétrole, suite aux restrictions de production imposées par les pays exportateurs de pétrole de l'OPEP. Cette hausse des coûts énergétiques a conduit à une forte inflation, alors que simultanément, la croissance économique stagnait. La stagflation de cette période était caractérisée par une augmentation des prix de l'énergie, une augmentation du chômage et une faible croissance économique, mettant à rude épreuve les politiques économiques et monétaires des pays affectés.

2.3.3 Conséquences de la Stagflation :

La stagflation entraîne un dilemme politique complexe où les gouvernements et les banques centrales doivent trouver un équilibre délicat. Les politiques visant à réduire l'inflation peuvent souvent aggraver le chômage et la récession, tandis que les mesures pour stimuler la croissance économique peuvent intensifier l'inflation. Ce dilemme rend difficile l'élaboration de politiques économiques efficaces pour restaurer la stabilité économique. De plus, la stagflation réduit le pouvoir d'achat des consommateurs de manière significative, car l'inflation érode rapidement la valeur de la monnaie, tandis que le chômage diminue les revenus disponibles. Ces conditions économiques combinées exacerbent les défis sociaux et

économiques¹⁰, nécessitant des réponses politiques ciblées pour atténuer les effets négatifs sur l'économie et promouvoir une croissance durable.

3. Types et causes de l'inflation :

Cette partie du chapitre examine les différentes formes d'inflation ainsi que ses causes.

3.1 Les types d'inflations :

L'inflation fait l'objet de plusieurs typologies, parmi celles-ci, on retient les suivantes :

3.1.1 L'inflation latente ou rampante :

L'inflation latente, ou parfois appelée inflation rampante, est un phénomène économique caractérisé par une augmentation modérée et continue des prix sur le long terme. Contrairement à l'inflation galopante qui est rapide et incontrôlée, l'inflation latente évolue à un rythme relativement faible, généralement entre 3% et 4% par an. Elle est souvent associée à des facteurs tels que l'augmentation de la population, une relance de la consommation après des périodes de tensions sociopolitiques, et des déséquilibres monétaires internationaux.

Ce type d'inflation est généralement considéré comme maîtrisable par les autorités économiques et n'est pas perçu comme une menace grave pour l'économie. En fait, dans certaines circonstances, une inflation latente peut même stimuler l'activité économique en encourageant la consommation et l'investissement.

Les principales raisons de l'inflation latente sont souvent liées à des déséquilibres entre l'offre et la demande, ainsi qu'à des facteurs monétaires tels que la croissance des moyens de paiement internationaux et l'excès de liquidités détenues par les consommateurs et les entreprises¹¹.

3.1.2 L'inflation stable :

Souvent liée à la stabilité des prix, est caractérisée par un taux d'inflation modéré et constant sur le long terme. Contrairement à des périodes où l'inflation est très élevée ou fluctue

¹⁰ Mankiw, N. Gregory. "The Small Menu of Monetary Policy Options." *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 2000, no. 1, 2000, pp. 109-164.

¹¹ Paul R. Krugman et Robin Wells. *Macroeconomics*. 5th Edition, Worth Publishers, 2018, pp. 612-620.

Considérablement, l'inflation stable vise à maintenir des niveaux de prix relativement constants dans l'économie.

Il y a un consensus parmi de nombreux experts selon lequel la stabilité des prix ne signifie pas nécessairement un taux d'inflation strictement égal à zéro. Au contraire, un faible taux d'inflation, généralement compris entre 1% et 2% par an, est souvent considéré comme compatible avec une économie stable. Ce faible niveau d'inflation permet aux entreprises de planifier à long terme, évite les distorsions dans les prix relatifs, et offre une certaine marge de manœuvre à la politique monétaire pour stabiliser l'économie en cas de chocs externes ou de fluctuations imprévues.

En maintenant l'inflation à des niveaux bas et stables, les autorités économiques cherchent à promouvoir la confiance des consommateurs, à maintenir le pouvoir d'achat de la monnaie et à favoriser un environnement économique propice à la croissance durable et à l'investissement. Cependant, il convient de noter que les politiques visant à maintenir une inflation stable doivent être équilibrées avec d'autres objectifs économiques, tels que le plein emploi et la stabilité financière.

3.1.3 Inflation galopante ou hyperinflation :

L'inflation galopante est un phénomène économique grave caractérisé par une hausse rapide et incontrôlée des prix. Elle se manifeste par des taux d'inflation à deux chiffres, souvent supérieurs à 30%, et témoigne de dysfonctionnements importants dans l'économie. Lorsque l'inflation galopante survient, les mobiles psychologiques peuvent prendre le dessus sur l'équilibre entre l'offre et la demande, conduisant à une spirale inflationniste difficile à maîtriser.

Les conséquences de l'inflation galopante sont sévères. Elle peut entraîner une perte totale de confiance dans la monnaie nationale en raison de sa dépréciation rapide. Dans certains cas extrêmes, cela peut conduire à l'effondrement complet du système économique et monétaire, voire à la disparition de la monnaie nationale et à son remplacement par une nouvelle monnaie.

Philip Cagan a défini l'hyperinflation comme une période où le niveau d'inflation se maintient au-dessus de 50% par mois. Les conséquences économiques et sociales de l'hyperinflation sont désastreuses, entraînant une augmentation de l'incertitude concernant l'inflation future, une baisse de la confiance dans la monnaie nationale, et une récession économique sévère. En

outre, une hyperinflation peut conduire à une désorganisation généralisée de l'économie, affectant la production et les échanges¹².

L'hyperinflation est généralement causée par un excès de monnaie dans l'économie par rapport à ses besoins réels. Cette situation peut résulter d'une incapacité de l'État à financer ses dépenses avec ses recettes, ce qui le pousse à recourir à l'émission monétaire pour couvrir ses besoins budgétaires. La croissance rapide de la masse monétaire alimente alors l'inflation, créant un cercle vicieux difficile à rompre.

3.1.4 Inflation ouverte ou déclarée :

L'inflation ouverte ou déclarée se produit lorsqu'il y a une augmentation rapide, générale, permanente et cumulative des prix. Cette augmentation peut être attribuée à plusieurs facteurs. Tout d'abord, elle peut résulter d'une rareté dans certaines branches de l'économie, ce qui entraîne une augmentation des coûts de production et, par conséquent, une hausse des prix des biens utilisant ces ressources rares. En réponse à cette hausse des prix, il peut y avoir des pressions sociales pour augmenter les salaires, mais si ces augmentations salariales dépassent la valeur des produits disponibles sur le marché, cela peut entraîner une nouvelle augmentation des prix.

Deuxièmement, l'inflation ouverte peut également être alimentée par des anticipations de hausses de prix de la part des acteurs économiques, même si ces anticipations ne sont pas toujours fondées. Cette perception de hausses de prix futures peut entraîner une augmentation de la demande actuelle, ce qui contribue à une augmentation des prix.

Ce type d'inflation est généralement caractérisé par un taux d'inflation variant entre 5% et 10% par an, avec des pointes possibles jusqu'à 20%. L'inflation ouverte commence dès que ces anticipations de hausses de prix deviennent généralisées parmi les acteurs économiques.

Sous une inflation ouverte, le système des prix à la liberté de s'ajuster pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande. Cependant, cette flexibilité peut également conduire à des fluctuations excessives des prix et à des pressions inflationnistes continues. En fin de compte, l'inflation ouverte peut avoir des conséquences néfastes sur l'environnement économique en sapant la confiance des consommateurs, en réduisant le pouvoir d'achat et en introduisant de l'incertitude dans les décisions économiques¹³.

¹² Samuelson, Robert J. *The Great Inflation and Its Aftermath : The Past and Future of American Affluence*. Random House, 2008. Pages 23-28

¹³ Septième congrès des Relations industrielles de Laval, 1952, « salaires et prix » Ed presses université Laval, p 18.

3.1.5 Inflation importée :

L'inflation importée se produit lorsque le niveau général des prix augmente en raison d'une hausse des coûts des produits importés. Cette augmentation des prix des importations peut être attribuée à plusieurs facteurs.

Tout d'abord, lorsque les prix des matières premières, des semi-produits, des biens d'équipement ou des biens de consommation importés augmentent, cela entraîne mécaniquement une augmentation des coûts de production pour les entreprises. Ces coûts supplémentaires sont souvent répercutés sur les prix de vente intérieurs, ce qui contribue à une augmentation générale des prix dans l'économie.

Ensuite, l'augmentation de la liquidité de l'économie peut également jouer un rôle dans l'inflation importée. Lorsqu'il y a un afflux de devises étrangères dans l'économie, cela accroît la liquidité, ce qui peut provoquer des variations similaires dans le niveau des prix. Cet afflux de devises peut provenir d'un excédent de la balance des paiements courants ou de mouvements de capitaux autonomes.

Enfin, une croissance de la demande étrangère et un excédent de la balance des paiements courants peuvent également contribuer à l'inflation importée. Lorsque les exportations d'un pays augmentent, cela peut accroître le revenu national et la demande globale, ce qui peut à son tour exercer des pressions à la hausse sur les prix intérieurs¹⁴.

3.1.6 L'inflation réprimée ou freinée :

L'inflation réprimée est un phénomène où l'État intervient pour limiter une augmentation des prix en contrôlant le pouvoir d'achat excédentaire dans les mains du public. Concrètement, cela se traduit souvent par des mesures de contrôle des prix imposées par le gouvernement, visant à empêcher une hausse incontrôlée des prix.

Dans ce contexte, l'État peut réglementer les prix de certains biens et services, fixant des limites ou des plafonds pour empêcher leur augmentation excessive. Cette intervention peut être motivée par diverses raisons, telles que la volonté de maintenir la stabilité sociale en évitant des niveaux de prix insoutenables pour les consommateurs, ou encore pour lutter contre l'inflation en freinant la demande excessive.

¹⁴ Zain Hayat, Zaidi Saloua, 2015, « Essai de modalisation des causes de l'inflation en Algérie de 1970- 2013 ; Approche économétrique » mémoire de master économique : économie appliquée et ingénierie financière ; université de Bejaia.

Les manifestations courantes de l'inflation réprimée comprennent les pénuries de produits, les files d'attente pour accéder à certains biens, ainsi que le développement de marchés informels où les prix peuvent échapper au contrôle réglementaire. Ces signes témoignent souvent des déséquilibres entre l'offre et la demande, exacerbés par les interventions gouvernementales dans l'économie. Bien que les mesures de contrôle des prix puissent temporairement atténuer l'inflation, elles peuvent également entraîner des distorsions dans l'économie, telles que la réduction de l'offre de biens et services, la baisse de la qualité des produits disponibles, ou encore le développement de marchés parallèles informels. En fin de compte, l'inflation réprimée peut devenir un défi économique à long terme si elle n'est pas gérée de manière adéquate.

3.2 Causes de l'inflation :

Les causes de l'inflation sont encore sujets de nombreuses controverses. Plusieurs causes sont à l'origine de l'inflation et en voici celles qui sont souvent admises :

3.2.1 L'inflation par la demande :

L'inflation par la demande désigne l'augmentation générale des prix résultant d'une demande globale supérieure à l'offre globale (l'ensemble des biens disponibles, évalués aux prix courants). L'égalité entre la valeur des ventes et la valeur des achats est une contrainte dans les échanges. Seules les modifications des prix peuvent assurer la réalisation de cette contrainte Offre = Demande.

Ainsi, l'inflation par la demande peut également provenir d'un surcroît de dépenses des ménages qui préfèrent consommer plutôt qu'épargner. Lorsqu'ils déséparent, la demande accrue de biens et services peut alimenter l'inflation. De plus, la plus ou moins forte élasticité de l'offre ainsi que l'élasticité des importations peuvent accroître les tensions inflationnistes. Si la demande augmente plus vite que l'offre des biens, les prix augmentent en raison de la rareté des produits¹⁵.

$$\text{Offre globale} = \text{Demande globale } Y + M = C + I + G + X.$$

Où :

Y : revenu

C : consommation

M : importations

I : investissement

G : dépenses publiques

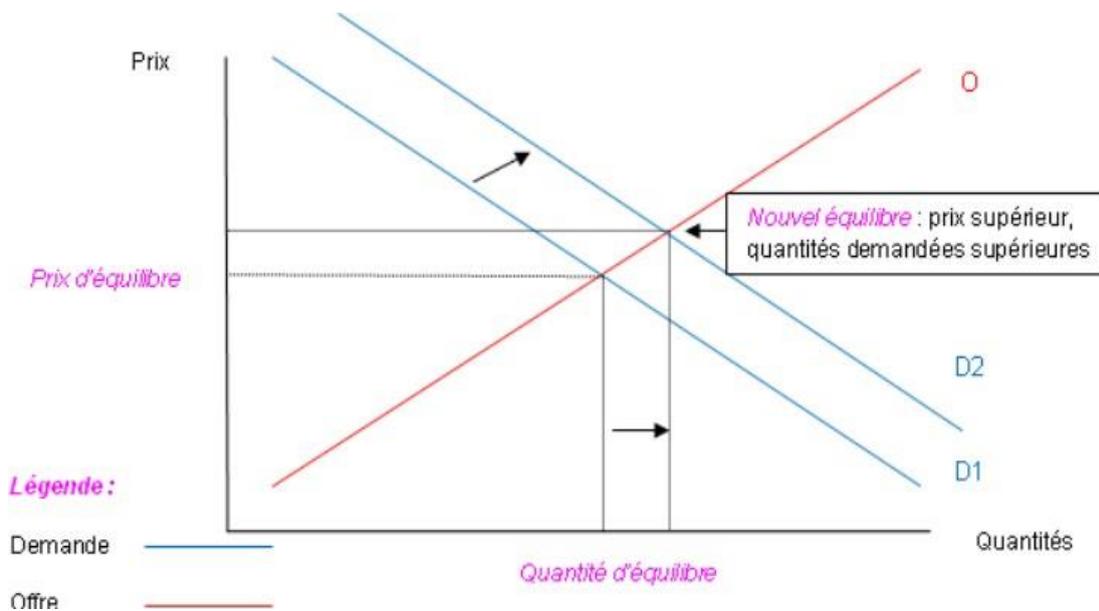
X : exportations

¹⁵ Gregory MANKIW, (2003), « macroéconomie » traduction de la 5^{ème} édition américaine par Jean. HOUARD 3^{ème} édition.

Ainsi, l'inflation de la demande peut trouver sa source dans l'augmentation d'une des composantes de la demande globale. Selon Jean François-Goux (1998) ¹⁶, il est question d'inflation par la demande lorsque la demande globale de produits dépasse durablement l'offre sur les marchés.

L'excès de demande peut avoir plusieurs origines : l'accroissement des dépenses publiques avec déficit budgétaire, l'augmentation des dépenses de consommation des ménages due à une hausse des salaires ou à un développement excessif du crédit, ainsi que l'augmentation des dépenses d'investissement des entreprises financées par le crédit bancaire. Parallèlement, l'insuffisance de l'offre peut résulter de divers facteurs tels que le plein emploi, l'absence de capitaux, l'insuffisance des stocks et les blocages dans les importations.

Figure N°01 : L'inflation par la demande



Source : Michel De Vorey « KEYNES, LUKAS d'une macroéconomie à l'autre » Ed DALLOZ-2009 paris, P102.

¹⁶ François-Goux, Jean. "Inflation, Désinflation, Déflation." Paris : Éditions Économiques, 1998. Page 41.

3.2.2 Inflation par les coûts :

L'inflation par les coûts est expliquée par l'augmentation des coûts des facteurs de production, notamment le travail et le capital. On distingue deux types d'inflation par les coûts : l'inflation par les salaires et l'inflation par les profits.

Selon Samuelson et Norhaus, l'inflation par les coûts se produit lorsque les coûts augmentent pendant des périodes de chômage élevé ou d'utilisation ralentie des ressources. Cela peut être causé par une augmentation des salaires ou par une hausse des prix d'autres intrants, notamment en raison de l'augmentation des droits de douane sur les intrants importés.

Traditionnellement, l'analyse de l'inflation par les coûts se concentre sur les augmentations des salaires, considérées comme un moteur majeur de l'inflation. Cependant, l'inflation peut également être le résultat d'une augmentation des profits. Cette augmentation des profits peut être délibérée de la part des entreprises, indépendamment de toute pression exercée par la croissance des salaires ou de la demande¹⁷.

- Inflation par les salaires :

Lorsqu'il y a une hausse des salaires, cela entraîne une augmentation des coûts pour les entreprises, notamment lorsque les salaires augmentent plus rapidement que les gains de productivité. Face à cette situation, les chefs d'entreprises ont plusieurs options. Ils peuvent absorber cette augmentation des coûts en améliorant la productivité, c'est-à-dire en augmentant la production avec les mêmes facteurs de production, ou en réduisant leurs profits. Cependant, dans la plupart des cas, ils optent pour une troisième solution, la plus facile, qui consiste à répercuter la hausse des salaires sur leurs prix.

Cette croissance des salaires et des prix est la caractéristique de l'inflation salariale. Du fait de cette hausse des salaires, les ménages bénéficient d'une augmentation de leurs revenus, ce qui leur permet d'accroître leur demande de biens de consommation.

En résumé, lorsque les salaires augmentent plus rapidement que la productivité, cela entraîne une hausse des coûts pour les entreprises, qui répercutent souvent cette hausse sur les prix.

¹⁷ Théodore Nielsen WITANENE MUSOMBWA, « Impact du déficit budgétaire sur l'inflation en RCD », mémoire de licence, Université Libre des Pays des Grands Lacs "ULPGL", 2007.

Cette dynamique, appelée inflation salariale, se traduit par une augmentation des revenus des ménages, ce qui stimule leur demande de biens de consommation¹⁸.

- **Inflation par les profits :**

L'inflation par les profits se produit lorsque les entreprises augmentent leurs marges bénéficiaires sans qu'il y ait une croissance correspondante de la demande globale. Cela se produit généralement dans des situations où les entreprises ont un pouvoir de marché significatif, telles que les monopoles ou les oligopoles, qui leur permet de hausser leurs prix de vente.

Pour contrer cette inflation, les chefs d'entreprise ont plusieurs options. Ils peuvent absorber cette augmentation en améliorant la productivité de leur entreprise, c'est-à-dire produire davantage avec les mêmes ressources, ou en réduisant leurs propres profits. Cependant, dans de nombreux cas, la solution la plus simple et la plus courante est de répercuter l'augmentation des coûts, comme les salaires, sur les prix de vente. Cela entraîne ce qu'on appelle l'inflation salariale, où la hausse des salaires conduit à une augmentation des prix.

L'augmentation des salaires et des prix est caractéristique de l'inflation salariale. Cependant, elle peut également stimuler la demande des ménages en leur permettant d'augmenter leurs revenus, ce qui peut conduire à une augmentation de la demande de biens de consommation¹⁹.

3.2.5 L'inflation importée :

L'inflation importée se réfère à l'augmentation des prix dans un pays qui est causée par des facteurs extérieurs, tels que des hausses de prix des produits importés. Un exemple classique est la hausse des prix du pétrole, qui peut entraîner une augmentation des coûts de production et des prix des biens importés. Cette augmentation des prix des biens importés peut ensuite se propager à l'économie nationale, entraînant une augmentation des prix intérieurs, ce qui est souvent désigné comme une inflation importée.

Il est important de noter que même si l'inflation importée peut être initiée par des événements extérieurs, elle peut rapidement devenir endogène, c'est-à-dire qu'elle peut être amplifiée par des mécanismes internes de l'économie du pays importateur. Par exemple, une dépréciation de

¹⁸ Case, Karl E., Ray C. Fair, and Sharon M. Oster. Principles of Economics. 9th ed., Prentice Hall, 2009. Pages 340-345 (Chapitre sur l'inflation et la politique économique).

¹⁹ Bernier Bernard, S Y, (1986), « initiation à la macroéconomie : manuel concret de 1er cycle » 2ème édition, Bordas, Paris, p272.

la monnaie nationale peut entraîner une augmentation des prix des produits importés, ce qui à son tour peut alimenter l'inflation interne en augmentant les coûts de production²⁰.

En outre, l'inflation importée peut être exacerbée par des pressions extérieures telles qu'une augmentation de la demande d'exportation, ce qui peut entraîner une hausse des prix des produits destinés à l'exportation, réduisant ainsi l'offre intérieure et augmentant les prix sur le marché national.

3.2.6 Inflation par la monnaie :

L'inflation monétaire se réfère à l'augmentation du niveau général des prix dans une économie, principalement due à une croissance excessive de la masse monétaire par rapport à la croissance réelle de l'économie. Selon les théories monétaristes, comme celle soutenue par Milton Friedman, l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation par rapport à la production réelle de biens et services est la principale cause de l'inflation.

La théorie quantitative de la monnaie, représentée par l'équation $MV=PT$, stipule que la quantité de monnaie en circulation (**M**) multipliée par la vitesse de circulation de la monnaie (**V**) est égale au niveau des prix (**P**) multiplié par le volume des transactions (**T**). Selon cette théorie, si la quantité de monnaie en circulation augmente plus rapidement que le volume des transactions réelles dans l'économie, cela entraînera mécaniquement une hausse du niveau général des prix.

En pratique, lorsque les autorités monétaires d'un pays, comme le gouvernement ou la banque centrale, augmentent la masse monétaire en émettant de la monnaie (par exemple, en utilisant la planche à billets pour financer des déficits budgétaires), cela peut stimuler la demande globale dans l'économie. Cependant, si cette augmentation de la masse monétaire n'est pas soutenue par une augmentation correspondante de la production réelle de biens et services, cela peut entraîner une inflation. Cette inflation peut finalement conduire à une perte de valeur de la monnaie et à une diminution du pouvoir d'achat des consommateurs²¹.

²⁰ Auerbach, A. J., & Obstfeld, M. (2005). The Case for Open-Market Purchases in a Liquidity Trap. Pages 110-137.

²¹ Beaudu A. (2005), « les déterminants de l'inflation en France », Problèmes économiques n° 2871, P33.

4. Les conséquences de l'inflation :

Si l'inflation a toujours, à long terme des effets négatifs, elle peut avoir à court terme des effets positifs.

4.1. Les effets négatifs de l'inflation :

Lorsque l'inflation se pérennise dans la société, elle peut aussi entraîner des effets néfastes : elle perturbe la répartition macroéconomique des revenus et accroît l'incertitude globale.

Une forte inflation peut conduire à un ralentissement de la croissance économique, du produit global, et à une détérioration de l'emploi. D'autre part, lorsque l'inflation nationale est plus forte qu'à l'étranger, elle réduit la compétitivité de l'économie et conduit à procéder à des réajustements monétaires. L'inflation chronique entraîne de nombreux effets néfastes :

-Elle perturbe la répartition macroéconomique des revenus. Tous les agents économiques ne peuvent pas faire évoluer leurs revenus à la même vitesse que l'inflation. Celle-ci est favorable aux emprunteurs et aux titulaires de revenus flexibles, mais elle pénalise les épargnants, les créanciers et les titulaires de revenus indexés.

-Elle contribue à rendre l'avenir plus incertain. En rendant incertaine l'évolution des valeurs nominales des revenus et des prix, l'inflation complique les prévisions économiques et rend la croissance économique plus chaotique.

-Une inflation nationale plus forte qu'à l'étranger, réduit la compétitivité de l'économie et conduit à procéder à des réajustements monétaires.

-L'inflation rend la croissance économique déséquilibrée et provoque la stagflation.

4.2 Les effets positifs de l'inflation :

-Le renforcement des exportations, la libération des débiteurs et la reprise de l'économie sont trois facteurs explicatifs des effets positifs de l'inflation.

-Renforcement des exportations : Sous certaines conditions, l'inflation stimule les exportations. En effet, la monnaie nationale étant devenue faible par rapport aux devises, les

exportateurs renforcent leur capacité d'exporter, soit pour sauvegarder le niveau de devises, soit pour disposer d'une quantité plus importante de monnaie nationale aux fins de transactions et de spéculation.

-Libération des débiteurs : L'inflation libère les débiteurs dans le cas où les dettes ont été contractées et libellées en monnaie nationale. Les créiteurs et financiers seront remboursés dans une monnaie dont la valeur a diminué. Si, par contre, les emprunts sont en devises, leur poids pèse plus lourd sur les budgets des débiteurs.

-Reprise de l'économie : L'inflation peut provoquer la reprise d'une économie stagnante. Cela est possible lorsque les agents économiques, notamment l'Etat, s'attèlent à lutter contre elle par des mesures appropriées :

Mesures visant à augmenter la quantité des biens réels pour contre balancer l'expansion monétaire ou l'accélération de la vitesse de sa circulation.

- Renforcement de l'offre des facteurs de production à meilleur marché ou remplacement des facteurs traditionnels par des nouveaux.

-Accroissement des exportations et rapatriement des devises²².

Section 02 : Mesure et Gestion de l'Inflation

Cette section explore comment l'inflation est mesurée et les politiques mises en place pour la contrôler.

1. Calculs de l'inflation :

La mesure de l'inflation est cruciale pour comprendre l'économie d'un pays. Deux instruments principaux sont utilisés à cette fin : l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) et le Déflateur du Produit Intérieur Brut (PIB).

L'inflation est quantifiable grâce à l'utilisation du taux d'inflation, qui nécessite un indice des prix. Habituellement, pour analyser l'évolution de l'inflation, on se base sur l'IPC, qui mesure la variation moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux

²² Azil, Nassim. "Les déterminants de l'inflation en Algérie (1990-2020)." Mémoire de Master en Sciences Économiques, Option : Économie quantitative, dirigé par Mizi Allaoua Lynda.

Périodes données. En outre, le déflateur du PIB est également utilisé pour mesurer l'inflation. Il compare le PIB nominal au PIB réel, fournissant ainsi une indication du niveau général des prix dans une économie.

Il est important de noter que la mesure de l'inflation suppose une année de référence, qui est souvent utilisée comme base de comparaison pour évaluer les variations ultérieures des prix. Cette année de référence fournit un point de départ pour calculer l'évolution des prix au fil du temps.

1.1 Indice des prix à la consommation (IPC) :

Indice des Prix à la Consommation (IPC) est effectivement l'instrument principal utilisé pour mesurer l'inflation. Il permet d'estimer la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages entre deux périodes données.

1.1.1 Caractéristiques de l'IPC :

L'IPC est conçu comme une mesure objective de l'évolution "pure" du prix des produits consommés par les ménages. Cela signifie qu'il vise à mesurer uniquement les variations des prix, en tenant compte de la qualité constante des produits.

L'objectif fondamental de l'IPC est de mesurer les variations au cours du temps du niveau général des prix des biens et services acquis, utilisés ou payés par la population de référence pour sa consommation.

Il est estimé à partir d'une série de mesures synthétiques des variations relatives des prix d'un ensemble fixe de biens et de services de consommation, maintenus constants en termes de quantités et de caractéristiques.

1.1.2 Formule de Calcul de l'IPC :

Les étapes du calcul de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) avec la formule correspondante :

-Composition du Panier : Sélection des biens et services consommés par un ménage moyen, avec une pondération appropriée pour chaque élément du panier.

Recherche des Prix : Collecte des prix de chaque bien et service du panier pour chaque période donnée.

-**Calcul du Coût du Panier** : Addition des produits des prix et des quantités pour obtenir le coût total du panier pour chaque période.

-**Choix de l'Année de Base et Calcul de l'Indice** : Comparaison des coûts du panier pour chaque période par rapport à l'année de base, suivie du calcul de l'IPC à l'aide de la formule suivante :

$$\text{IPC} = \left(\frac{\text{Coût du panier de l'IPC aux prix de la période courante}}{\text{Coût du panier de l'IPC aux prix de la période de base}} \right) \times 100$$

1.1.3 Formule de Calculs du taux d'inflation :

Voici la méthode de calcul du taux d'inflation, accompagnée de la formule correspondante :

Pour calculer le taux d'inflation, vous pouvez suivre les étapes suivantes :

-Calculer l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) pour deux périodes consécutives, généralement d'une année à l'autre.

-Soustraire l'IPC de l'année précédente de l'IPC de l'année actuelle.

-Diviser cette différence par l'IPC de l'année précédente.

-Multiplier le résultat par 100 pour obtenir le taux d'inflation en pourcentage.

$$\text{Taux d'inflation} = \left(\frac{\text{IPC année (n)} - \text{IPC année (n-1)}}{\text{IPC année (n-1)}} \right) \times 100$$

Cette formule vous permet de mesurer la variation du niveau général des prix entre deux périodes, exprimée en pourcentage par rapport à l'IPC de l'année précédente.

1.1.4 Les Problèmes Liés au Calcul de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) :

L'indice des prix à la consommation (IPC) a pour objectif de mesurer l'évolution du coût de la vie, permettant ainsi d'estimer l'augmentation des revenus nécessaire pour maintenir un niveau

de vie constant. Cependant, cet indice présente plusieurs limitations, bien reconnues mais difficiles à résoudre. Voici quatre principaux problèmes :

- **Le biais de substitution** : Les prix des différents biens et services ne varient pas de manière proportionnelle d'une année à l'autre. Certains augmentent plus que d'autres, et les consommateurs réagissent à ces variations en substituant les biens plus chers par des biens dont les prix relatifs diminuent. Toutefois, comme l'IPC se base sur un panier fixe de biens et services, il ne prend pas en compte ces substitutions, ce qui tend à surestimer l'augmentation du coût de la vie.
- **L'introduction de nouveaux produits** : Lorsqu'un nouveau produit apparaît sur le marché, le pouvoir d'achat d'un dollar augmente puisqu'il permet d'acheter une plus grande variété de produits. Le panier fixe utilisé pour le calcul de l'IPC ne reflète pas ces changements dans le pouvoir d'achat.
- **La variation non mesurée de la qualité** : Si la qualité d'un produit se détériore au fil des ans, cela diminue la valeur des dollars, même si le prix du produit reste le même. Inversement, si la qualité augmente, la valeur des dollars augmente également, à prix égal. Ces variations de qualité ne sont pas prises en compte de manière adéquate dans l'IPC.
- **Le biais de substitution des lieux** : Lorsque les prix des biens et services augmentent, les consommateurs ont tendance à se tourner vers des magasins à grande surface, où les prix sont plus bas, délaissant les dépanneurs plus chers. L'IPC ne prend pas en compte cette substitution, car les enquêteurs vérifient toujours les prix aux mêmes endroits.²³.

1.2 Le Déflateur du PIB :

Le déflateur du PIB est défini comme le rapport du PIB nominal sur le PIB réel, aussi appelé déflateur implicite des prix du PIB²⁴.

Il est calculé de la manière suivante :

$$\text{Déflateur du PIB} = \text{PIB nominal} / \text{PIB réel}$$

²³ Organisation de coopération et de développement économique, « Principaux indicateurs économiques : Sources et définitions », OECD Publishing 2000, p. 176.

²⁴ Introduction à la macroéconomie moderne, Michel parkin, Robin et Benoit Carmichael.

1.2.1 définitions et Calculs :

PIB nominal (à prix courants) : Il s'agit de la valeur des biens et services finaux produits au cours d'une année donnée, évaluée aux prix de cette année-là (prix de marché). Le PIB nominal mesure donc la valeur de la production économique à des prix courants. Une augmentation du PIB nominal peut être due soit à une augmentation des prix, soit à une Augmentation de la production. Formellement, il se représente ainsi :

$$\text{PIB nominal} = \text{PIB réel} \times \text{déflateur du PIB}$$

PIB réel (à prix constants) : Il représente la valeur des biens et services finaux produits au cours d'une année, calculée aux prix constants d'une année de base. Le PIB réel mesure donc la quantité produite en évaluant la production aux prix constants. Formellement, il se représente ainsi :

$$\text{PIB réel} = \text{PIB nominal} / \text{déflateur du PIB}$$

Le déflateur du PIB reflète le niveau général des prix dans une économie donnée²⁵.

1.2.2 Différences entre le Déflateur du PIB / l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) :

Le déflateur du PIB et l'IPC fournissent parfois des informations légèrement différentes sur le niveau général des prix en raison de trois différences fondamentales :

- **Couverture des biens et services :**

Le déflateur du PIB mesure les prix de tous les biens et services produits dans une économie, tandis que l'IPC ne mesure que les prix des biens et services achetés par les consommateurs²⁶. Ainsi, toute augmentation des prix des biens et services achetés par les entreprises ou les pouvoirs publics se reflète dans le déflateur du PIB, mais pas dans l'IPC.

²⁵ DION. G, « Dictionnaire canadien des relations du travail », Edition : Presses Université Laval, 1986, p. 258.

²⁶ International Monetary Fund Statistic Dept, « Système de statistiques des comptes macroéconomiques : vue d'ensemble », Edition : International Monetary Fund, 2007, p. 35.

- Origine des produits :

Le déflateur du PIB prend en compte uniquement les prix des biens et services produits sur le territoire national. En revanche, l'IPC inclut les prix des biens et services indépendamment de leur origine.

- Pondération des biens et services :

L'IPC utilise des poids fixes pour les différents biens et services, basés sur un panier constant. Le déflateur du PIB, quant à lui, utilise des pondérations évolutives qui changent en fonction de la composition du PIB. Ainsi, le panier de biens et services pris en compte par le déflateur du PIB évolue avec le temps.

En général, bien que les deux indices (l'IPC et le déflateur du PIB) puissent montrer des écarts, ils donnent généralement des indications similaires sur la direction des variations de prix.

2. Les politiques de lutttes contre l'inflation :

Dans cette partie, nous explorerons les différentes politiques utilisées par les gouvernements et les institutions financières pour lutter contre l'inflation. Face à ce défi économique majeur, diverses stratégies ont été élaborées et mises en œuvre à travers le temps et dans différents contextes économiques.

2.1 La politique budgétaire :

La politique budgétaire consiste à utiliser le budget de l'État comme un instrument de régulation conjoncturelle. Elle peut servir à freiner l'activité en cas de déséquilibre des échanges extérieurs et d'inflation, mais elle a surtout été pratiquée, selon les prescriptions de Keynes, pour dynamiser une économie dépressive.

On suppose donc, implicitement, que la principale cause de l'inflation est une demande excessive. Deux instruments sont disponibles : l'État réduit ses propres dépenses ou bien il augmente la fiscalité, donc ses recettes, et diminue ainsi les dépenses du secteur privé. Par exemple, lors de périodes de surchauffe économique, le gouvernement peut décider de réduire les subventions publiques ou d'augmenter les impôts sur le revenu et la consommation pour diminuer la demande globale.

La diminution des dépenses de l'État et l'augmentation des taxes (recettes) engendrent une diminution du déficit budgétaire, ce qui implique que l'État emprunte moins sur le marché financier. Cela réduit la quantité de monnaie en circulation et diminue la demande, rendant cette dernière inférieure à l'offre, ce qui entraîne une baisse des prix et donc une diminution de l'inflation²⁷.

Cependant, ce type de politique est moins utilisé en raison, d'une part, de son caractère récessionniste inadapté à des situations où l'inflation s'accompagne d'un taux de chômage élevé. D'autre part, elle est souvent inefficace à court terme et peut avoir des impacts incontrôlables à long terme. Par exemple, les mesures d'austérité adoptées par plusieurs pays européens après la crise financière de 2008 ont été critiquées pour avoir aggravé la récession et augmenté le chômage sans réduire significativement l'inflation.

2.2 La Politique des Revenus :

La politique des revenus vise à contrôler l'évolution des revenus en vue de limiter la progression de la demande globale ou les coûts salariaux. Cette politique s'attaque aussi bien à l'inflation par les coûts qu'à l'inflation par la demande, dans la mesure où une augmentation excessive des revenus est un facteur déterminant de la hausse de la demande en même temps que l'accroissement des coûts salariaux. Elle est souvent couplée à un contrôle des prix.

La politique des revenus ne peut porter que sur certains revenus : les salaires (et plus particulièrement ceux des fonctionnaires) et les retraites. Cette politique ne peut être réellement efficace que si elle est acceptée par la majorité des agents économiques. Cependant, elle a des effets distributifs qui défavorisent les titulaires de revenus faciles à contrôler, qui sont aussi souvent les revenus les plus faibles. Par exemple, le gel des salaires des fonctionnaires en période de crise économique peut entraîner une baisse du pouvoir d'achat et une diminution de la consommation globale.

Cependant, certaines politiques des revenus ne s'adressent qu'aux revenus des entreprises en réglementant leurs marges bénéficiaires ; de telles politiques se situent en fait à mi-chemin entre la politique des revenus et le contrôle des prix. Un exemple historique est la mise en place de l'Income Policy au Royaume-Uni dans les années 1960 et 1970, visant à limiter les hausses salariales pour contrôler l'inflation.

²⁷ N. Gregory Mankiw. Principles of Economics. 7th Edition, Cengage Learning, 2014, pp. 721-735.

2.3 La Politique des Prix et Concurrence :

Les contrôles de prix consistent à bloquer les prix ou à limiter leurs taux de croissance par voie autoritaire. C'est un instrument qui a été largement utilisé dans le passé, de manière plus ou moins continue. Les contrôles de prix ne peuvent agir que sur les conséquences d'un déséquilibre offre-demande, pas sur sa cause, et l'expérience indique qu'il y a toujours un rattrapage du taux d'inflation une fois les contrôles relâchés.

Le blocage des prix a finalement été abandonné dans de nombreux pays, car il est difficile à utiliser sur une longue période. Son instrument direct et rapide présentait évidemment un avantage par rapport à d'autres mesures, mais son efficacité sur une longue période est faible. Par exemple, le contrôle des prix du pétrole dans les années 1970 aux États-Unis a conduit à des pénuries et à des files d'attente aux stations-service, sans empêcher l'augmentation de l'inflation à long terme.

Le blocage des prix n'a jamais permis de faire reculer l'inflation de manière durable, car ce n'était pas son but principal. Il s'agissait plutôt d'empêcher l'extension de l'inflation de manière incontrôlée. Le but du blocage des prix est donc d'éviter l'augmentation de l'inflation de manière indépendante. Une approche plus moderne est la promotion de la concurrence, qui peut aider à maintenir les prix bas en empêchant les monopoles et les cartels de contrôler le marché²⁸.

2.4 La Politique de Désinflation Compétitive :

Cette politique consiste à contrôler les coûts salariaux et à surévaluer la monnaie nationale. Ainsi, cette politique oblige les entreprises à ne pas augmenter leurs prix de vente pour rester compétitives par rapport aux concurrents étrangers. Un exemple notable est la politique de désinflation compétitive menée par la France dans les années 1980 sous l'impulsion du Premier ministre Raymond Barre.

Cette politique peut également inclure des mesures telles que la modération salariale, où les augmentations de salaires sont maintenues en deçà de la productivité, afin de réduire les coûts de production et les prix de vente des produits. Toutefois, cette stratégie peut engendrer des conflits sociaux et une perte de pouvoir d'achat pour les travailleurs.

²⁸ Paul R. Krugman et Robin Wells. *Microeconomics*. 5th Edition, Worth Publishers, 2018, pp. 432-440.

L'inflation est un phénomène macroéconomique complexe, se traduisant par une hausse générale des prix et par une dépréciation de la monnaie. Elle affecte tous les secteurs de l'économie et engendre des déséquilibres sociaux, notamment pour les détenteurs de revenus fixes qui voient leur pouvoir d'achat diminuer.

Les causes de l'inflation sont multiples et peuvent être reliées à des facteurs influençant la demande et l'offre globale à court terme, comme les chocs d'offre (hausse des prix des matières premières), la demande excessive, ou les politiques monétaires expansives. À long terme, l'inflation est souvent considérée comme un phénomène monétaire, où une augmentation excessive de la masse monétaire entraîne une hausse des prix²⁹.

Les politiques de lutte contre l'inflation sont variées et doivent être adaptées aux contextes économiques spécifiques. Les approches budgétaires, de revenus, de contrôle des prix et de désinflation compétitive offrent chacune des avantages et des inconvénients. Une combinaison judicieuse de ces politiques, adaptée aux circonstances économiques particulières, est souvent nécessaire pour maîtriser efficacement l'inflation tout en soutenant la croissance économique et en minimisant les déséquilibres sociaux.

Section 03 : Théories économiques de l'inflation

Dans le domaine de l'économie, l'attention portée à l'inflation et à ses répercussions économiques et sociales a toujours été significative. L'inflation, en affectant les fonctions de l'unité de compte et de réserve de valeur de la monnaie, a été l'objet de nombreuses analyses quant à sa relation avec la masse monétaire. Trois grands courants théoriques se distinguent dans cette perspective : le monétarisme, le keynésianisme et la nouvelle économie classique. Dans cette section, nous examinerons de plus près ces approches divergentes.

1. Pour les monétaristes :

Pour les monétaristes, l'inflation est considérée comme un phénomène essentiellement monétaire. Leur raisonnement repose sur l'équation quantitative de la monnaie, qui établit un lien entre les transactions économiques et la masse monétaire en circulation.

Le précurseur de la théorie quantitative de la monnaie est indéniablement Jean Bodin (1568), qui attribuait l'augmentation du niveau général des prix au XVI^e siècle en Europe à l'afflux de

²⁹ Pierre-Alain Muet. "La Désinflation Compétitive en France, 1983-1987." *Revue Économique*, vol. 39, no. 1, 1988, pp. 79-114.

métaux précieux en provenance d'Amérique. Cependant, la première formulation explicite de la théorie quantitative de la monnaie est attribuée à l'économiste américain Irving Fisher (1911). Cette théorie sera ensuite affinée par deux économistes anglais, Marshall et Pigou, de l'école de Cambridge, d'où l'appellation courante "l'équation de Cambridge"³⁰.

1.1 La formulation de Fisher :

La formulation de la théorie quantitative de la monnaie par Fisher repose sur l'équation

$$MV = PT$$

Où :

M représente la quantité de monnaie en circulation dans une économie à un moment donné.

V désigne la vitesse de circulation de la monnaie, c'est-à-dire le nombre moyen d'achats effectués par unité monétaire au cours d'une période donnée.

P représente le niveau général des prix, ou le prix moyen pondéré.

T est le volume des transactions effectuées dans une économie, c'est-à-dire la quantité de biens et services produits dans une économie pendant une période donnée.

La théorie de Fisher repose sur deux hypothèses principales :

La vitesse de circulation de la monnaie est constante à court terme, ce qui signifie que les habitudes de paiement des agents économiques ne varient pas sensiblement à court terme.

³⁰ Rapport de la Banque d'Algérie pour 2005, « évolution économique et monétaire en Algérie », avril, P145

Le volume des transactions (T) est constant, dans le cadre d'une économie fonctionnant à plein emploi des facteurs de production, où un certain volume T est considéré comme optimal.

Une idée fondamentale de cette théorie, soutenue par les monétaristes, est que si la vitesse de circulation de la monnaie reste constante, il y a neutralité monétaire. Cela signifie que si la vitesse de circulation de la monnaie reste constante, une augmentation de la masse monétaire (M) entraînera proportionnellement une augmentation du niveau général des prix (P), tandis que le volume des transactions (T) reste inchangé. Dans ce cas, les transactions sont indépendantes de la quantité de monnaie en circulation, ce qui conduit à la neutralité monétaire. C'est ce qu'on appelle souvent le "voile monétaire", où une variation de la masse monétaire entraîne une variation des prix, mais sans changement significatif dans l'économie réelle³¹.

1.2 La formulation de Marshall et Pigou :

Alfred Marshall, économiste influent de l'école de Cambridge, a joué un rôle majeur dans le développement de l'équation de Cambridge en 1923. Cette équation constitue une extension de la théorie quantitative de la monnaie de Fisher et propose une relation entre la demande de monnaie et le revenu nominal dans une économie. L'équation de Cambridge se présente sous la forme suivante :

$$M = k \times P Y \quad M = k \times P Y$$

M : représente la quantité de monnaie en circulation dans l'économie.

k : est le coefficient de proportionnalité, qui mesure la propension des agents économiques à détenir de la monnaie par rapport à leur revenu.

P : est le niveau général des prix.

Y : désigne le revenu nominal de l'économie.

³¹ Mishkin. F. (2007) « monnaie, banque et marchés financier », 8e édition, Pearson Education, Paris, p65.

Cette équation suggère que la quantité de monnaie demandée M dépend du niveau général des prix P et du revenu nominal Y , tout en tenant compte de la propension à détenir de la monnaie des agents économiques, représentée par k .

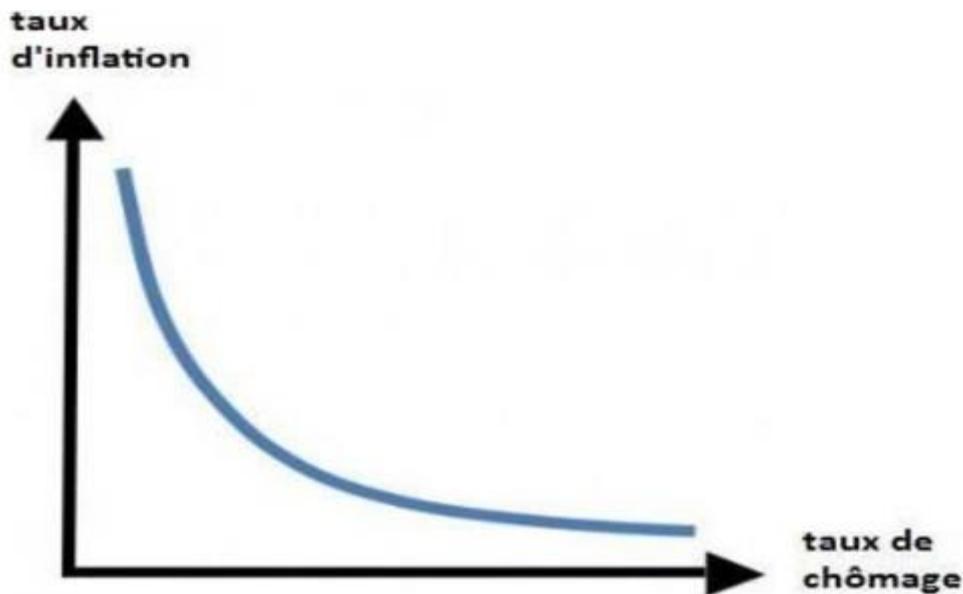
Milton Friedman, un économiste monétariste majeur, a développé l'idée que l'inflation est avant tout un phénomène monétaire. Dans les années 1970, il a popularisé la phrase selon laquelle "l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire". Selon lui, la croissance de la masse monétaire est le principal moteur de l'inflation à long terme. Cependant, Friedman reconnaissait également que la politique monétaire pouvait avoir des effets à court terme sur la production et l'emploi. Il a donc souligné que bien que la politique monétaire puisse stimuler l'activité

Économique temporairement, à long terme, ses effets se traduisent principalement par une augmentation des prix.

Friedman a également introduit le concept de neutralité monétaire. Selon ce principe, à long terme, les changements dans la masse monétaire n'affectent que les variables nominales de l'économie (comme les prix nominaux), tandis que les variables réelles (telles que le niveau de production et d'emploi) restent inchangées. Ainsi, bien que la politique monétaire puisse influencer temporairement l'économie, elle ne peut pas affecter le niveau de production et d'emploi à long terme.

2. L'approche Keynésienne :

Pour les keynésiens, l'inflation n'est pas nécessairement un mal en soi. Leur théorie repose en partie sur la courbe de Phillips, qui établit une corrélation négative entre l'inflation et le chômage. Concrètement, selon cette relation, une augmentation du niveau général des prix s'accompagne d'une diminution du chômage au sein de l'économie.

Figure N°02 : La courbe de Phillips :

Source : Alain Bertone, Antoine Cazola, Christine Dolo et Anne- Mary Draï, Dictionnaire des sciences économiques, 2ème édition, 2007.

Keynes avançait que l'inflation ne peut se produire que dans des périodes de sous-emploi. Dans de telles conditions, toute croissance de la masse monétaire entraîne inévitablement une augmentation de la production. Cette idée a été synthétisée par Paul Samuelson et Robert Solow à travers la courbe de Phillips. Cette courbe suggère qu'une politique monétaire expansionniste peut avoir deux effets : une augmentation des prix (inflation) et une augmentation de la production. L'importance relative de ces deux effets dépend du taux de chômage initial : lorsque le chômage est élevé, une relance monétaire entraîne principalement une augmentation de la production ; à l'inverse, lorsque le chômage initial est faible, une telle relance tend à se traduire essentiellement par de l'inflation.

Selon Keynes et ses disciples, l'inflation économique peut donc être perçue comme un phénomène positif, et l'intervention de l'État dans l'économie est justifiée. Une politique monétaire ou budgétaire expansionniste implique généralement une augmentation des dépenses pour stimuler l'activité économique. Cette augmentation des dépenses conduit à une augmentation de la masse monétaire en circulation, ce qui peut entraîner une inflation. Pour les keynésiens, l'inflation n'est donc pas intrinsèquement néfaste, car la courbe de Phillips suggère une corrélation inverse entre l'inflation et le chômage.

La théorie keynésienne a prévalu pendant les "Trente Glorieuses", une période de prospérité économique sans précédent. Cependant, les années 1970 ont été marquées par une stagflation,

une situation dans laquelle l'inflation et le chômage sont simultanément élevés. Cette situation allait à l'encontre des prédictions de la théorie keynésienne, qui ne considérait pas la coexistence de l'inflation et du chômage comme possible. C'est dans ce contexte que les néo-classiques sont intervenus pour proposer de nouvelles explications économiques.

3. L'approche néo-classique :

L'approche néo-classique de l'inflation diffère de celle des keynésiens et des nouveaux classiques sur plusieurs points clés. Les néo-classiques, en général, mettent l'accent sur le rôle des marchés et des comportements rationnels des agents économiques dans la détermination des phénomènes macroéconomiques tels que l'inflation.

Rationalité des agents économiques : Les néo-classiques partent du principe que les agents économiques sont rationnels et prennent des décisions en fonction de maximiser leur utilité. Cela signifie qu'ils prennent en compte toutes les informations disponibles et anticipent de manière correcte les changements économiques futurs, y compris l'inflation.

Neutralité monétaire à long terme : Contrairement aux keynésiens qui soutiennent que la politique monétaire peut avoir un impact sur la production réelle à court terme, les néo-classiques croient en la neutralité monétaire à long terme. Cela signifie que, à long terme, les changements dans la quantité de monnaie en circulation n'ont pas d'effet sur les variables réelles telles que le niveau de production ou le taux de chômage, mais seulement sur les prix.

Offre et demande agrégées : Les néo-classiques insistent sur l'importance des forces d'offre et de demande agrégées dans la détermination de l'inflation. Ils mettent en avant que l'inflation puisse être le résultat d'un déséquilibre entre l'offre et la demande globale dans l'économie, plutôt que d'un excès de demande seule, comme le suggèrent parfois les keynésiens.

Politique monétaire et inflation : Les néo-classiques prônent généralement une politique monétaire rigoureuse à long terme pour lutter contre l'inflation. Ils considèrent que les politiques monétaires expansionnistes peuvent créer des attentes d'inflation, perturbant ainsi le fonctionnement normal des marchés et alimentant le cycle inflationniste³².

En résumé, l'approche néo-classique de l'inflation met l'accent sur la rationalité des agents économiques, la neutralité monétaire à long terme, les forces d'offre et de demande agrégées, et la nécessité d'une politique monétaire rigoureuse pour maintenir la stabilité des prix dans l'économie.

³² MEON P. G (2010-2011). « Introduction à la macroéconomie ». Université libre de Bruxelles, P141.

Conclusion de chapitre :

Ce premier chapitre a permis de poser les bases essentielles pour comprendre le phénomène complexe qu'est l'inflation. La première section établit les bases en définissant l'inflation, en explorant ses différentes formes et types, ainsi qu'en analysant ses causes et ses impacts significatifs sur l'économie et la société. La deuxième section se concentre sur la mesure de l'inflation et les politiques utilisées par les gouvernements et les banques centrales pour atténuer ses effets néfastes, en mettant en lumière les stratégies monétaires et budgétaires pour stabiliser les prix et promouvoir la stabilité économique. La troisième section examine les principales théories économiques de l'inflation, telles que le monétarisme, le keynésianisme et le néoclassicisme, en analysant leurs approches respectives, leurs hypothèses sur les mécanismes inflationnistes et leurs recommandations politiques pour contrôler l'inflation. En combinant ces analyses, ce chapitre jette les bases essentielles pour une étude approfondie de l'inflation dans différents contextes économiques, fournissant un cadre théorique solide et des perspectives critiques pour évaluer les politiques économiques et formuler des recommandations pour l'avenir.

Chapitre 02

Etude de l'inflation dans le
contexte Algérie.

Introduction de chapitre :

L'inflation est un phénomène économique complexe qui touche l'ensemble des économies, qu'elles soient développées ou en développement. En Algérie, l'inflation a connu diverses phases, reflétant les bouleversements économiques, politiques et sociaux du pays. Ce chapitre se propose d'explorer l'évolution et les caractéristiques de l'inflation en Algérie. Nous examinerons d'abord l'évolution historique de l'inflation pour identifier les périodes marquantes et leurs contextes spécifiques. Ensuite, nous analyserons les facteurs structurels et conjoncturels qui ont contribué à ces variations inflationnistes, avant de discuter de la pertinence des théories économiques appliquées à l'Algérie. Enfin, une seconde section sera consacrée à l'examen des études antérieures sur l'inflation, avec un focus particulier sur l'Algérie, mais également en comparant avec des cas d'autres pays tels que la Turquie et les États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Section 01 : Analyse de l'évolution et des Facteurs Influençant l'Inflation en Algérie

Cette section examine l'évolution de l'inflation en Algérie, un pays dont l'économie est fortement influencée par les hydrocarbures. Nous analyserons les caractéristiques distinctives de l'inflation algérienne, en identifiant les facteurs internes et externes qui ont façonné son évolution au fil du temps.

1. Évolution Historique et Facteurs Déterminants de l'inflation en Algérie :

L'inflation en Algérie a connu plusieurs phases distinctes depuis l'indépendance en 1962. Chaque période reflète les dynamiques économiques et les politiques adoptées par le pays.

1.1 L'évolution de l'inflation en Algérie de 1962 à 1980 :

Entre 1962 et 1980, l'Algérie a traversé une période de transformation économique rapide. Au lendemain de l'indépendance, le pays a adopté un modèle de croissance socialiste axé sur la planification centralisée, caractérisé par une forte intervention de l'État dans l'économie, avec la nationalisation des secteurs clés et la création d'entreprises publiques. Les prix étaient fixés par l'État pour maintenir l'inflation à un niveau raisonnable et stabiliser le pouvoir d'achat de

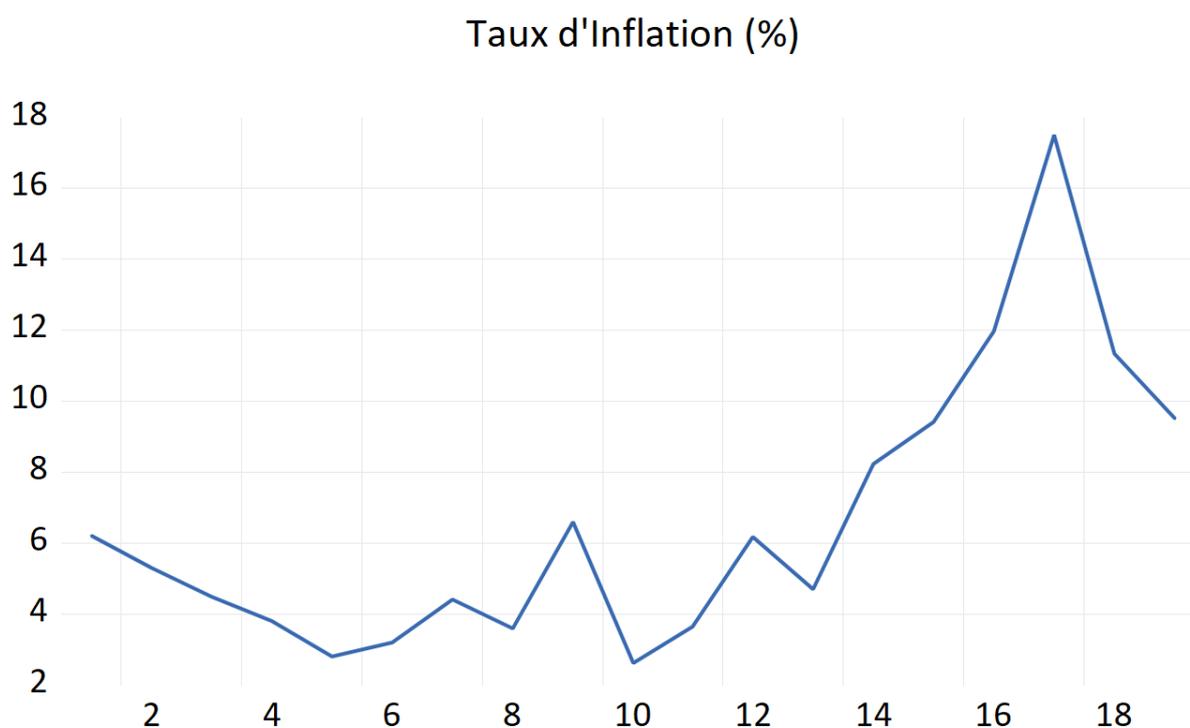
la population³³. La nationalisation a été une caractéristique marquante de cette période en 1966, l'Algérie a nationalisé les mines et les compagnies d'assurance étrangères, et en 1971, le pays a nationalisé les hydrocarbures³⁴, permettant à l'État de contrôler les principales sources de revenus et de ressources. L'administration publique intervenait sur trois niveaux des prix : pour les biens importés, les prix étaient déterminés pour protéger la production nationale si le prix d'achat d'un bien importé était inférieur à celui du produit local, l'importateur devait verser la différence compensatoire au Trésor. Cependant, dans un contexte de taux de change fixe, l'inflation importée était inévitable pour les biens de consommation importés et redistribués sur le marché national³⁵ ; pour les prix industriels et les services locaux, deux régimes étaient en place, l'un dépendant d'une décision du Ministère du Commerce (1966) et l'autre bloquant les prix à leurs niveaux (1er janvier 1968)³⁶ ; et pour les prix agricoles, les prix de production et de distribution des fruits et légumes des secteurs autogérés et coopératifs étaient publiés tous les quinze jours par une commission de wilaya. Grâce à ces interventions, le taux d'inflation était modéré. En 1975, l'Algérie a adopté une politique de détermination des prix basée sur le prix de revient. L'indice des prix à la production industrielle a connu une augmentation, avec un taux moyen de croissance des prix de 4 % entre 1969-1974 et de 11 % entre 1975-1980. De même, la production agricole a vu son taux de croissance passer de 13 % entre 1969-1974 à 31 % entre 1975-1980. Cette tendance s'est maintenue jusqu'en 1980, où le taux d'inflation annuel était d'environ 9 %.

³³ The Economic History of Algeria: From Independence to 2000" by Alistair MacDonald, pages 180-195.

³⁴ L'Algérie de Ben Bella à Bouteflika" par Luis Martinez, pages 120-135.

³⁵ L'Algérie économique : Realities and Perspectives" par Farid Benmaamar, pages 75-90.

³⁶ Economic Policies in Algeria: A Modern Approach" by Ahmed Benbitour, pages 55-70).

Figure N°03 : L'évolution de l'inflation en Algérie de 1962 à 1980

Source : réalisée par l'auteur avec les données de la Banque mondiale, EViews 13.

1.2 Evolution de l'inflation en Algérie de 1980 à 1990 :

Dans les années 1980, l'Algérie a été confrontée à une série de défis économiques et financiers majeurs qui ont profondément impacté son développement. Au début de la décennie, le pays a entrepris une restructuration économique ambitieuse pour diversifier son économie largement dépendante des exportations d'hydrocarbures. Cependant, cette tentative a été gravement compromise par le choc pétrolier de 1986, où les prix du pétrole ont chuté de manière spectaculaire, entraînant une baisse significative des revenus nationaux.

Cette crise pétrolière a mis en lumière les faiblesses structurelles de l'économie algérienne, qui reposait principalement sur les recettes pétrolières pour financer ses importations et ses projets de développement. La dépendance excessive aux hydrocarbures a rendu l'économie vulnérable aux fluctuations du marché mondial du pétrole, exposant ainsi le pays à des risques économiques importants.

La période de 1985 à 1987 a été particulièrement difficile, marquée par une baisse continue des prix des hydrocarbures. Cette situation a exacerbé les pressions économiques et sociales

en Algérie, entraînant une détérioration des conditions de vie pour de nombreux Algériens. En parallèle, la crise politique de 1988 a éclaté, en grande partie due aux frustrations sociales et économiques accumulées, conduisant à des manifestations populaires massives et à des appels urgents pour des réformes politiques et économiques.

En réponse à cette crise multifacette, le gouvernement algérien a été contraint d'adopter des mesures d'urgence pour stabiliser l'économie et répondre aux demandes de réforme sociale et politique. Ces événements ont marqué une période de profonde transition pour l'Algérie, soulignant la nécessité d'une diversification économique durable et d'une gestion plus prudente des ressources naturelles pour assurer une croissance économique plus stable et inclusive à long terme.

Tableau N°1 : Évolution du taux d'inflation en Algérie de 1980 à 1990 :

Année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Taux d'inflation	9.52	14.65	6.54	5.97	8.12	10.48	12.37	7.44	5.91	9.3	16.65

Source réalisée par l'auteur avec les données de la banque mondiale.

L'évolution du taux d'inflation en Algérie sur cette période a été marquée par une forte volatilité, avec une accélération initiale de 9,52% en 1980 à 14,65% en 1981, suivie d'une baisse progressive jusqu'à 5,91% en 1988, avant une nouvelle remontée à 16,65% en 1990.

1.3 Évolution de l'Inflation en Algérie (1990-2000) :

Cette phase de l'économie algérienne est marquée par la décision résolue du gouvernement de passer d'une économie planifiée à une économie de marché. Cela a nécessité la mise en place d'institutions compatibles. Pendant la décennie 1990-2000, l'Algérie a connu une période économique marquée par des transitions et des défis majeurs. Dès le début des années 1990, le pays a entrepris une transformation radicale en passant d'une économie planifiée à une économie de marché. Cette transition a été accompagnée de réformes institutionnelles importantes, telles que la loi 90-10 sur la monnaie et le crédit en 1990 et la libéralisation des prix en 1994, visant à moderniser et à adapter l'économie aux normes d'une économie de

marché. Toutefois, ces mesures ont initialement exacerbé les tensions économiques avec une inflation galopante. Entre 1990 et 1996, l'Algérie a connu des taux d'inflation annuels élevés, atteignant un pic de 31,67 % en 1992 après une dévaluation substantielle du dinar algérien pour compenser la détérioration des termes de l'échange, entraînant un renchérissement des produits importés. En effet, la première dévaluation du dinar de 30 % a eu lieu en 1990, et le taux de change a augmenté de 18,47 % à 35,06 % entre 1991 et 1994, par rapport à la période 1986-1989, où il variait entre 4,70 % et 7,61 %.

Cette période a été caractérisée par une instabilité économique et des déséquilibres macroéconomiques en raison de la baisse importante des prix du pétrole, conduisant les autorités algériennes à mettre en place un programme d'ajustement structurel (PAS) appuyé par le FMI. En avril 1994.

À partir de 1997, l'économie algérienne a entamé une période de stabilisation progressive. Grâce à une politique monétaire plus prudente et à une reprise des prix du pétrole, l'inflation a commencé à diminuer, passant de 5 % en 1997 à 0,34 % en 2000. Cette baisse a été soutenue par des réformes budgétaires rigoureuses qui ont limité les dépenses publiques à environ 32 % du PIB par an en moyenne, contribuant à une réduction significative de la dette extérieure de 80 % du PIB en 1995 à 46 % du PIB en 2000. Parallèlement, le solde budgétaire global de l'Algérie s'est amélioré, passant d'un déficit de -1 % du PIB en 1995 à un excédent de 10 % du PIB en 2000, bien que le solde budgétaire hors hydrocarbures ait montré une détérioration, passant de 26 % à -33 % du PIB hors hydrocarbures.

Malgré les défis persistants tels que la hausse du chômage due à la privatisation et à la fermeture d'usines, ainsi que la baisse du pouvoir d'achat des ménages, les réformes économiques ont commencé à porter leurs fruits à la fin de la décennie. L'Algérie a consolidé sa position économique avec une croissance modérée mais positive du PIB, moyennant 3,1 % par an en moyenne de 1996 à 2000. Ces avancées ont jeté les bases d'une économie plus stable et d'une meilleure intégration dans l'économie mondiale au début du XXI^e siècle.

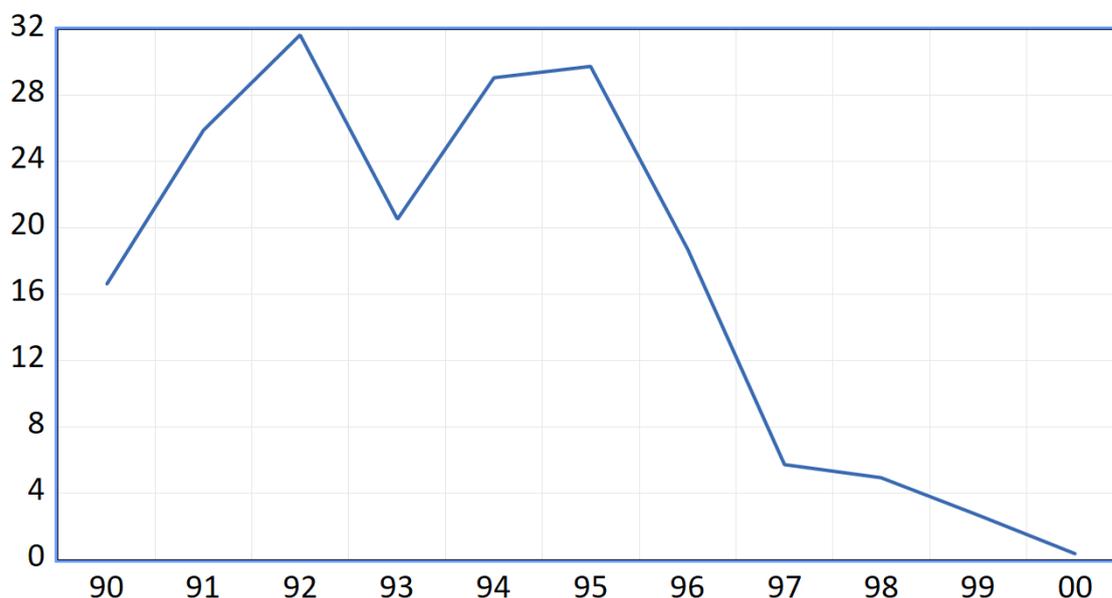
Tableau N°2 : Évolution du taux d'inflation en Algérie de 1990 à 2000 :

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Taux d'inflation	16.65	25.89	31.67	20.54	29.05	29.78	18.68	5.73	4.95	2.65	0.34

Source : réalisée par l'auteur avec les données de la banque mondiale.

Figure N°04 Évolution de l'inflation en Algérie de 1990 à 2000 :

Taux d'Inflation (%)



Source : réalisée par l'auteur avec les données de l'Office National des Statistiques (ONS).

On remarque que c'est en 1992 que l'Algérie a enregistré le taux d'inflation le plus élevé, à 31,7 %, et le taux le plus bas en 2000, à 0,34 %. La différence de 31,7 % entre le niveau le plus haut et le plus bas s'explique par les modifications structurelles de l'économie algérienne passant d'une économie planifiée à une économie de marché.

1.4 Evolution de l'inflation de 2000 à 2018 :

Entre 2000 et 2018, l'inflation en Algérie a fluctué en réponse à divers facteurs internes et externes. En 2000, le taux d'inflation était de 0,34 %, indiquant une stabilité relative. En 2001, il a augmenté à 4,23 % en raison de l'augmentation des salaires dans la fonction publique et

d'une politique monétaire moins restrictive. Les années suivantes ont vu une variabilité de l'inflation, influencée par les prix internationaux des produits agricoles et des hydrocarbures, éléments clés de l'économie algérienne. Entre 2002 et 2005, l'inflation a fluctué entre 1,42 % et 4,27 %, principalement due aux augmentations des prix des produits alimentaires et aux subventions gouvernementales. À partir de 2006, l'inflation a été stimulée par l'augmentation des prix des hydrocarbures, reflétant les fluctuations du marché international du pétrole. Une étude menée par Lachehel et Sirag, utilisant la méthode NARDL, a souligné l'importance des variations non linéaires des prix du pétrole sur l'inflation. La crise financière mondiale de 2008 a également impacté l'économie algérienne, avec un pic d'inflation à 5,74 % en 2009. Les autorités algériennes, notamment la Banque d'Algérie, ont renforcé leurs politiques monétaires pour maintenir la stabilité des prix, adoptant des mesures telles que l'augmentation des taux d'intérêt directeurs et une gestion stricte de la liquidité bancaire. Les réformes économiques visant à diversifier l'économie ont également joué un rôle crucial. Entre 2015 et 2018, l'économie a été impactée par une forte baisse des prix du pétrole, obligeant le gouvernement à adopter des mesures d'austérité et des réformes fiscales. En 2018, le taux d'inflation s'est stabilisé à 4,27 %, grâce à des mesures rigoureuses visant à contrôler l'excès de liquidité et à contenir les pressions inflationnistes. En résumé, l'évolution de l'inflation en Algérie entre 2000 et 2018 reflète une interaction complexe entre les politiques internes et les facteurs externes, notamment les fluctuations des prix des hydrocarbures. Les efforts pour maîtriser l'inflation ont permis de maintenir une relative stabilité économique, bien que des défis importants demeurent pour garantir une croissance durable et inclusive.

Tableau N°3 : Évolution du taux d'inflation en Algérie de 2000 à 2012 :

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Taux d'inflation	0.34	4.23	1.42	4.27	3.96	1.38	2.31	3.68	4.86	5.74	3.91	4.52	8.89

Source : réalisé par l'auteur partire des données de la banque mondiale.

À travers ce tableau, on constate qu'en 2000, le taux d'inflation est de 0,34 %. Le taux d'inflation annuel entre 2000 et 2010 est en moyenne de 3,25 %. Ces résultats montrent bien

l'efficacité de la politique monétaire quant à sa sélection de nouveaux instruments pour absorber le niveau de liquidité.

En 2007, le Conseil de la monnaie et du crédit a précisé une fourchette allant de 3 % à 4 % en raison du risque à la hausse de l'inflation importée. Mais depuis 2008, on assiste à un retour de la hausse du taux d'inflation à 4,86 %, qui persiste et atteint un niveau plus dangereux en 2012 avec un taux d'inflation de 8,89 %.

Tableau N°4 : Évolution du taux d'inflation en Algérie de 2013 à 2018

Années	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'inflation%	3.25	2.92	4.78	6.4	5.59	4.27

Source : réalisé par l'auteur partire des données de la banque mondiale.

De 2013 à 2018, l'Algérie a traversé une période d'inflation fluctuante. Les années initiales ont été relativement stables avec des taux bas (3,25% en 2013, 2,92% en 2014), reflétant une gestion économique maîtrisée. À partir de 2015, l'inflation a augmenté significativement, atteignant un pic de 6,4% en 2016, probablement en raison de pressions internes et externes. Bien que légèrement diminuée en 2017 (5,59%), l'inflation est restée élevée, montrant les défis persistants de l'économie. En 2018, elle a régressé à 4,27%, indiquant une réponse politique visant à stabiliser les prix après des années de volatilité économique.

1.5 Evolution de l'inflation de 2019 à 2023 :

L'Algérie a fait face à une évolution complexe de l'inflation au cours des dernières années, marquée par des périodes de hausse significative suivies de tentatives de stabilisation économique. De 2019 à 2023, l'inflation en Algérie a fluctué sous l'influence de plusieurs facteurs internes et externes, impactant ainsi le climat économique du pays³⁷. La pandémie de COVID-19 a eu un impact économique mondial considérable et l'Algérie n'a pas été épargnée. La crise sanitaire a entraîné des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, une baisse des prix du pétrole, et une récession économique. En réponse, l'État a adopté plusieurs mesures pour atténuer l'impact économique, telles que des aides financières et des subventions pour les secteurs les plus touchés. Les principales conséquences sur l'inflation durant cette période incluent : Perturbations des chaînes d'approvisionnement : Les restrictions de

³⁷ Economic and Political Context in Algeria: 2019-2023" by Fatima Zohra Abada, pages 45-60

transport et les fermetures d'usines ont entraîné une pénurie de certains biens, provoquant une augmentation des prix de ces produits. Baisse des revenus pétroliers : La chute des prix du pétrole a réduit les revenus de l'État, limitant sa capacité à stabiliser les prix par des subventions. Inflation importée : Les fluctuations des taux de change et les hausses des prix internationaux des produits de base ont conduit à une augmentation des coûts des importations, alimentant l'inflation locale. En 2020, le taux d'inflation a atteint environ 2,42 %, légèrement inférieur aux années précédentes en raison d'une demande réduite pendant les périodes de confinement. En 2021, l'inflation a rebondi à environ 7,23 % en raison de la reprise économique mondiale et de la hausse des prix des matières premières³⁸. En 2022 et 2023, l'Algérie a mis en œuvre des réformes économiques visant à diversifier l'économie, réduire la dépendance aux hydrocarbures, et stabiliser les finances publiques. Ces réformes incluent des mesures pour améliorer l'environnement des affaires, attirer les investissements étrangers, et renforcer le secteur privé. Les réformes ont eu plusieurs impacts sur l'inflation : Libéralisation des prix : La suppression progressive des subventions sur certains produits a entraîné une hausse des prix à court terme, mais visait à créer un marché plus compétitif à long terme. Dévaluation du dinar : Pour stimuler les exportations et réduire le déficit commercial, le gouvernement a laissé le dinar se déprécier, ce qui a accru le coût des importations et alimenté l'inflation. Politiques monétaires : La Banque d'Algérie a adopté des mesures pour contrôler l'inflation, telles que le resserrement de la politique monétaire et la gestion de la liquidité bancaire. En 2022, le taux d'inflation a atteint environ 9.27 %, reflétant les ajustements économiques et les effets de la reprise postpandémie. En 2023, l'inflation a légèrement diminué à environ 7,4 % grâce aux efforts de stabilisation économique et à l'amélioration de l'environnement macroéconomique³⁹.

2. Facteurs structurels et conjoncturels influençant l'inflation :

L'inflation en Algérie est un phénomène multifactoriel influencé par divers éléments économiques, dont le PIB, le taux de change, le taux d'intérêt, le prix du pétrole, et la masse monétaire. Cette analyse examine ces facteurs en profondeur, en explorant leurs impacts structurels et conjoncturels sur l'inflation.

³⁸ Economic and Political Context in Algeria Fatima Zohra Abada.

³⁹ Economic Reforms and Budgetary Adjustments in Algeria: 2022-2023" by Rachid Belabes, pages 110-125.

2.1 Facteurs Structurels de l'Inflation en Algérie :

Les facteurs structurels de l'inflation en Algérie comprennent des défis tels que la dépendance excessive aux hydrocarbures, des inefficacités dans la gestion économique et des pressions démographiques croissantes. Ces éléments ont joué un rôle déterminant dans la dynamique inflationniste du pays au cours des dernières années.

2.1.1 Dépendance aux Hydrocarbures :

Les hydrocarbures jouent un rôle crucial dans l'économie algérienne, représentant environ 90% des exportations et plus de 60% des recettes fiscales du pays. Cette dépendance rend l'économie particulièrement vulnérable aux fluctuations des prix internationaux du pétrole. Lors des périodes de hausse des prix, les revenus publics augmentent, favorisant la consommation et les investissements publics, ce qui peut stimuler l'inflation. Par exemple, les revenus accrus provenant des hydrocarbures financent des projets d'infrastructure et des subventions, dynamisant l'économie. À l'inverse, une baisse des prix du pétrole réduit les recettes fiscales, limitant les dépenses publiques et pouvant entraîner une déflation ou une inflation modérée en raison de la réduction de l'offre. Cette situation peut provoquer des coupes budgétaires, une diminution des investissements, une augmentation du chômage et une réduction du pouvoir d'achat des ménages⁴⁰.

2.1.2 PIB et Croissance Économique :

Malgré ses importantes réserves de pétrole et de gaz naturel, l'Algérie a fait face à des défis persistants en matière de diversification économique, influençant sa croissance économique et son PIB au cours des dernières années. La volatilité des prix des hydrocarbures a joué un rôle crucial dans les fluctuations économiques du pays. Le PIB algérien est fortement influencé par le secteur des hydrocarbures, qui constitue une part importante du PIB, tandis que les secteurs manufacturiers et de services restent sous-développés. Une croissance économique robuste peut stimuler la demande et augmenter les pressions inflationnistes si l'offre ne suit pas. Par exemple, une accélération de la croissance économique grâce à une hausse des revenus pétroliers peut entraîner une augmentation des prix si la production locale de biens de consommation ne suit pas. La diversification du PIB vers des secteurs non pétroliers est

⁴⁰ Role of Hydrocarbons in Algeria's Economy by Ahmed Benali, pages 20-35.

essentielle pour stabiliser l'économie et réduire l'inflation structurelle. Développer l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services peut rendre l'économie moins vulnérable aux chocs externes et stabiliser les prix internes. Les efforts de diversification incluent des initiatives pour promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME), attirer les investissements étrangers et améliorer l'infrastructure⁴¹.

2.1.3 Taux de Change :

Le taux de change en Algérie est un élément crucial de sa politique économique, influençant à la fois l'importation, l'exportation et la stabilité macroéconomique du pays. Au cours des dernières années, il a été soumis à divers ajustements et régulations en réponse aux fluctuations des marchés internationaux et aux besoins économiques internes. Le dinar algérien est partiellement flottant, influencé par les réserves de change et les interventions de la Banque d'Algérie. La politique de taux de change vise à maintenir une certaine stabilité tout en répondant aux pressions du marché. Les dépréciations du dinar augmentent les coûts des importations, alimentant l'inflation importée. Par exemple, une dévaluation du dinar peut rendre les biens importés plus chers, augmentant les coûts pour les consommateurs et les entreprises locales. Un taux de change stable aide à contrôler les prix des biens importés, contribuant à une inflation modérée. La stabilité du taux de change permet aux entreprises de planifier leurs coûts et aux consommateurs de maintenir leur pouvoir d'achat. En revanche, une dépréciation rapide peut entraîner une hausse des prix des biens de consommation et des matières premières importées, augmentant ainsi l'inflation. Cela peut également entraîner une fuite des capitaux et une perte de confiance dans la monnaie nationale⁴².

2.1.4 Politiques Monétaires et Taux d'Intérêt :

Les politiques monétaires en Algérie visent à stabiliser l'économie par la gestion des taux d'intérêt, influençant ainsi le crédit, l'investissement et la demande intérieure. Ces mesures sont cruciales pour maintenir la stabilité financière et stimuler la croissance économique du pays. La politique monétaire de la Banque d'Algérie influence directement la masse monétaire et les taux d'intérêt, en utilisant des outils tels que les taux directeurs, les réserves obligatoires et les opérations de marché ouvert pour réguler l'inflation. Une politique monétaire accommodante peut stimuler l'inflation en augmentant la demande, par exemple, des taux d'intérêt bas encouragent l'emprunt et l'investissement, augmentant la masse monétaire en circulation et les dépenses des consommateurs. Les taux d'intérêt affectent le coût du crédit et

⁴¹ Impact of Economic Diversification on Inflation in Algeria by Fatima Moussaoui, pages 40-55.

⁴² Exchange Rate Policy and Inflation in Algeria" by Mohamed Amine Belkacem, pages 60-75.

l'épargne : des taux élevés découragent l'emprunt et encouragent l'épargne, réduisant la demande et, potentiellement, l'inflation. En revanche, des taux bas encouragent l'emprunt et la dépense, pouvant stimuler l'inflation, tandis que des taux élevés peuvent freiner la croissance économique et réduire l'inflation⁴³.

2.1.5 Masse Monétaire :

La masse monétaire en Algérie représente l'ensemble des liquidités en circulation dans l'économie, influencée par les politiques monétaires et la croissance économique. Sa gestion vise à maintenir l'équilibre entre la disponibilité de crédit, l'inflation et la stabilité financière du pays. La Banque d'Algérie contrôle l'offre de monnaie pour influencer l'inflation. Une croissance excessive de la masse monétaire, sans augmentation correspondante de la production, peut entraîner une hausse des prix. Les politiques monétaires expansives, telles que l'assouplissement quantitatif, peuvent accroître la masse monétaire et stimuler la demande, entraînant des pressions inflationnistes. Une augmentation de la masse monétaire, sans correspondance dans la production de biens et services, entraîne une hausse généralisée des prix. La théorie quantitative de la monnaie postule qu'à long terme, une augmentation de la masse monétaire entraîne une augmentation proportionnelle des prix.

2.2 Facteurs Conjoncturels de l'Inflation en Algérie :

Les facteurs conjoncturels de l'inflation en Algérie sont divers et comprennent à la fois des influences internes et externes. Parmi ceux-ci, les chocs externes jouent un rôle crucial dans la dynamique économique du pays.

2.2.1 Chocs Externes :

Les chocs externes, tels que les fluctuations des prix des hydrocarbures sur les marchés mondiaux, ont exercé une influence significative sur l'inflation en Algérie, amplifiant la volatilité économique du pays et nécessitant des ajustements rapides de politiques pour atténuer leurs effets. Les variations des prix du pétrole ont un impact direct sur les recettes publiques et la balance des paiements. Une augmentation des prix du pétrole peut améliorer la balance commerciale et augmenter les recettes fiscales, stimulant ainsi l'économie. En

⁴³ Monetary Policies and Inflation Control in Algeria" by Samir Toudji, pages 80-95.

revanche, des chocs de prix pétroliers peuvent causer des fluctuations importantes de l'inflation ; par exemple, une forte baisse des prix du pétrole peut réduire les revenus et les dépenses publiques, affectant négativement l'économie et augmentant les tensions inflationnistes par des ajustements de prix internes. De plus, les crises économiques mondiales peuvent réduire la demande pour les exportations algériennes et affecter les flux de capitaux. Les crises mondiales, comme celle de 2008, ont entraîné une diminution de la demande mondiale pour le pétrole, impactant directement les revenus de l'Algérie. Ces crises peuvent également influencer les prix des matières premières, ajoutant une pression sur l'inflation domestique. Par exemple, une crise peut entraîner une hausse des prix des produits de base importés, augmentant les coûts pour les consommateurs et les producteurs locaux.

2.2.2 Conditions Climatiques :

Les conditions climatiques affectent la production agricole et les prix des produits alimentaires en Algérie. Une mauvaise saison agricole due à des conditions climatiques défavorables peut entraîner des pénuries et une hausse des prix des denrées alimentaires. Les sécheresses, en particulier, peuvent provoquer des pénuries alimentaires, augmentant les prix des denrées de base et contribuant ainsi à l'inflation alimentaire. La variabilité climatique peut rendre les prix des produits alimentaires volatils, influençant l'inflation globale. Des variations climatiques extrêmes, comme des inondations ou des sécheresses, peuvent perturber les cycles de production agricole, entraînant des fluctuations des prix.

2.2.3 Conflits internes et instabilité politique :

L'instabilité politique et les conflits internes en Algérie peuvent perturber l'activité économique et réduire la confiance des investisseurs. Ces conflits peuvent entraîner des destructions d'infrastructures, des interruptions dans la production et la distribution, et une fuite des capitaux. Les tensions sociales peuvent également provoquer des interruptions dans la production et la distribution des biens et services, exacerbant ainsi les pressions inflationnistes. Par ailleurs, les réformes économiques et politiques, bien que nécessaires pour la stabilité à long terme, peuvent engendrer des ajustements structurels douloureux à court terme avec des effets potentiellement inflationnistes. Par exemple, la réduction des subventions ou la libéralisation des prix peut entraîner une hausse immédiate des prix des

biens et services essentiels. Ces réformes, bien que cruciales pour la stabilité future, peuvent causer des perturbations économiques à court terme, nécessitant une gestion prudente pour éviter des spirales inflationnistes.

2.3 Interactions et Dynamiques :

2.3.1 Interactions entre Facteurs Structurels et Conjoncturels :

Les facteurs structurels et conjoncturels interagissent souvent pour amplifier les pressions inflationnistes en Algérie. Par exemple, une baisse des prix du pétrole (facteur conjoncturel) peut révéler et aggraver les faiblesses structurelles de l'économie algérienne, telles que la dépendance excessive aux hydrocarbures. Les politiques monétaires et fiscales doivent être coordonnées pour gérer ces interactions et stabiliser l'économie. Les pressions inflationnistes peuvent également conduire à des réponses politiques, comme des subventions accrues, qui influencent les dynamiques économiques structurelles et conjoncturelles. Par exemple, en réponse à une inflation alimentaire élevée, le gouvernement peut décider d'augmenter les subventions sur les denrées de base pour atténuer l'impact sur les consommateurs. Cependant, une augmentation des subventions peut également exercer une pression supplémentaire sur les finances publiques, augmentant ainsi les déficits budgétaires et potentiellement la masse monétaire, ce qui peut alimenter davantage l'inflation.

2.3.2 Gestion et Politiques de Stabilisation :

La gestion efficace des politiques monétaires et fiscales est cruciale pour contenir l'inflation en Algérie. Les institutions économiques, telles que la Banque d'Algérie et le ministère des Finances, jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de politiques visant à stabiliser l'économie. Ces institutions doivent être capables de réagir rapidement aux chocs conjoncturels tout en mettant en œuvre des réformes structurelles à long terme pour renforcer la résilience de l'économie. Réduire la dépendance aux hydrocarbures et diversifier l'économie est également essentiel pour atténuer les effets des chocs externes et stabiliser l'inflation à long terme. La diversification économique peut aider à créer des emplois, à augmenter la production nationale et à réduire la volatilité des revenus. Les politiques visant à promouvoir les secteurs non pétroliers, tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services,

doivent être soutenues par des mesures incitatives telles que des investissements publics dans l'infrastructure, des réformes réglementaires et des programmes de formation professionnelle.

L'inflation en Algérie est un défi économique complexe influencé par une multitude de facteurs structurels et conjoncturels. La dépendance aux hydrocarbures, la structure du marché, les politiques monétaires et fiscales, ainsi que les chocs externes, les conditions climatiques et l'instabilité politique jouent tous un rôle crucial dans la dynamique inflationniste du pays. Une gestion efficace de l'inflation nécessite une approche équilibrée, intégrant des réformes structurelles à long terme et des réponses conjoncturelles adaptées. Les politiques économiques doivent être coordonnées et flexibles pour faire face aux défis variés auxquels l'économie algérienne est confrontée. En fin de compte, la diversification de l'économie et le renforcement des institutions économiques sont essentiels pour promouvoir une croissance durable et maîtriser l'inflation à long terme. En adoptant ces mesures et en mettant en œuvre des réformes économiques cohérentes, l'Algérie peut surmonter les défis de l'inflation et ouvrir la voie à une croissance économique plus stable, inclusive et durable. Cela nécessitera un engagement ferme des autorités et une volonté politique forte, mais les bénéfices à long terme pour l'économie et la société algériennes en vaudront la peine.

3. Pertinences des théories économiques de l'inflation dans le contexte algérien :

Le monétarisme, par exemple, insiste sur la nécessité de contrôler la croissance de la masse monétaire pour éviter l'inflation. En Algérie, cette théorie revêt une importance particulière en raison de la forte dépendance de l'économie vis-à-vis des revenus pétroliers. Les exportations de pétrole constituent une part significative des recettes du gouvernement, et si ces revenus ne sont pas gérés de manière prudente, ils peuvent introduire des liquidités excessives dans le système financier, alimentant ainsi l'inflation. Par conséquent, la politique monétaire de la Banque d'Algérie doit être rigoureusement surveillée pour garantir la stabilité des prix, en prenant en compte les fluctuations des prix internationaux du pétrole et les flux de capitaux étrangers. Les outils tels que les taux d'intérêt, les réserves obligatoires et d'autres mesures doivent être judicieusement utilisés pour réguler la quantité de monnaie en circulation et ainsi maîtriser l'inflation.

D'autre part, le keynésianisme met l'accent sur le rôle des dépenses publiques dans la stimulation de la demande globale et, par extension, de l'inflation. En Algérie, où les revenus

pétroliers financent une part importante des dépenses gouvernementales, la politique budgétaire doit être soigneusement calibrée pour éviter une surchauffe de l'économie et des tensions inflationnistes. Cela implique de s'assurer que les investissements publics sont orientés vers des projets productifs et durables qui renforcent la capacité de production de l'économie, plutôt que de simplement alimenter une demande excessive. Une gestion prudente des finances publiques est donc essentielle pour maintenir la stabilité économique à long terme tout en évitant les pressions inflationnistes.

La théorie de l'offre et de la demande met en lumière les pressions inflationnistes découlant des déséquilibres entre l'offre et la demande de biens et services. En Algérie, ces pressions peuvent se manifester par des chocs d'offre, tels que des perturbations dans la production de pétrole ou des pénuries alimentaires, qui peuvent entraîner une augmentation des prix. De plus, la dépendance aux importations dans certains secteurs de l'économie rend le pays vulnérable aux variations des prix internationaux, ce qui peut également affecter l'inflation. Il est donc crucial pour les décideurs politiques de prendre des mesures pour stimuler la production nationale et réduire la dépendance aux importations afin de réduire la vulnérabilité aux chocs externes et atténuer les pressions inflationnistes.

Dans l'ensemble, une approche exhaustive de la compréhension de l'inflation en Algérie nécessite une analyse minutieuse des politiques monétaires, budgétaires et commerciales, ainsi que des facteurs structurels et conjoncturels qui façonnent l'économie du pays. Les décideurs doivent être attentifs à ces diverses théories et dynamiques pour formuler des politiques efficaces visant à maintenir la stabilité des prix tout en favorisant une croissance économique durable et inclusive. Cela nécessite une coordination étroite entre les différentes institutions économiques et une prise de décision informée basée sur une évaluation approfondie des implications à court et à long terme des politiques économiques.

Section 02 : Études antérieures sur l'inflation.

De nombreuses études ont été menées dans divers pays pour examiner de manière empirique les facteurs qui influencent l'inflation, dans le but de fournir des réponses et d'identifier les éléments qui la déterminent.

1. Les travaux empiriques menés en l'UEMOA :

En 2007, deux chercheurs, Marthurin Dembo Toe et Hounkpatin, ont mené une étude dont l'objectif principal était d'établir une relation empirique entre la croissance de la masse monétaire et les variations de l'inflation au sein des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). De plus, il s'agissait d'identifier d'autres facteurs déterminants de l'inflation dans la région, tels que le taux de change nominal et l'inflation importée, qui peuvent influencer l'évolution des prix. Enfin, l'objectif était de tirer des conclusions pour guider la politique économique, notamment la politique monétaire.

Pour étudier la relation entre l'inflation et la croissance de la masse monétaire dans l'UEMOA, une analyse économétrique basée sur un modèle VAR (Vectoriel Autorégressif) a été effectuée. Les données utilisées pour cette étude étaient des données mensuelles, transformées en logarithmes, sur une période d'observation s'étendant de janvier 1997 à juin 2006.

Les résultats des estimations ont révélé une relation entre la masse monétaire et l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) au sein de l'UEMOA. Un choc affectant la quantité de monnaie en circulation a un effet inflationniste qui se stabilise après environ 14 mois. De plus, il a été constaté que l'inflation importée et le taux de change nominal ont un impact à court terme sur l'évolution de l'inflation. Cela reflète l'importance des biens importés, en particulier les produits pétroliers, dans le panier de l'IPC de l'Union, ainsi que la croissance des échanges commerciaux entre l'UEMOA et des pays en dehors de la zone franc et de la zone euro.

Pour maintenir une maîtrise durable de l'inflation au sein de l'Union, il est nécessaire de mettre en place des mesures à la fois pour renforcer la surveillance de l'évolution de la liquidité globale et pour poursuivre les réformes structurelles. Ces réformes visent à stimuler la croissance de l'offre alimentaire et à réduire l'impact des chocs extérieurs, en particulier les variations des prix du pétrole. En surveillant attentivement la liquidité globale, les autorités peuvent mieux anticiper les déséquilibres potentiels et prendre les mesures appropriées pour les contrôler. Parallèlement, les réformes structurelles visant à renforcer la production alimentaire permettent de réduire les pressions inflationnistes liées à la dépendance aux

importations alimentaires. Enfin, réduire la vulnérabilité aux chocs externes, tels que les fluctuations des prix du pétrole, contribue à stabiliser les prix et à maintenir une inflation maîtrisée dans l'Union (Dembo Toe et Hounkpatin, 2007)⁴⁴.

2. Les Travaux empiriques menés sur la Turquie :

Dans son étude réalisée en 2013, Bilgin Bari analyse les principaux facteurs déterminant l'inflation en Turquie sur la période de 2002 à 2012 en utilisant le modèle VECM (Modèle Vectoriel de Correction d'Erreur). L'objectif de l'étude est de comprendre les facteurs qui ont influencé le phénomène de l'inflation pendant la période de mise en œuvre du ciblage de l'inflation, qui a débuté au début de 2002.

Les résultats indiquent que l'écart de production et le taux d'intérêt sont les principaux déterminants de l'inflation en Turquie. Cela s'explique par le fait que le taux d'intérêt à court terme est l'outil principal utilisé par l'autorité monétaire dans le cadre du ciblage de l'inflation, et son impact négatif sur l'inflation est important. L'effet positif de l'écart de production souligne l'inflation liée à la demande dans l'économie turque. En revanche, le taux de change et les prix à l'importation n'ont aucun effet statistiquement significatif sur l'inflation, ce qui indique que les effets du taux de change ont diminué au cours de cette période (Biligin, 2013)⁴⁵.

3. Travaux empiriques sur l'inflation en Algérie :

En 2018, une étude récente réalisée par Mahyaoui avait pour but de comprendre les facteurs qui influencent l'inflation en Algérie, à la fois à court terme et à long terme. L'objectif de cette recherche était d'apporter des éclaircissements sur les différents facteurs économiques, tels que le PIB réel, la rente pétrolière, le taux de change, la masse monétaire M2 en pourcentage du PIB, et la population, qui peuvent potentiellement influencer l'inflation.

Mahyaoui a abordé cette problématique en utilisant un modèle vectoriel à correction d'erreur (MVCE) pour analyser la relation entre les déterminants de l'inflation en Algérie. L'étude a été menée en utilisant des données annuelles sur une période de 25 ans, de 1990 à 2015, totalisant ainsi 25 observations. Les résultats empiriques de l'étude ont révélé que sur le long terme,

⁴⁴ Les déterminants de l'inflation en Algérie sur la période (1970-2021) : Etude empirique Réaliser par Touré Sormoye Boulkaria Sylia Encadré par : Mr Souman Mohand Ouidir. Pages 64.

⁴⁵https://www.researchgate.net/publication/344271099_MAIN_DETERMINANTS_OF_INFLATION_IN_TURKEY_A_VECTOR_ERROR_CORRECTION_MODEL

l'inflation en Algérie est principalement déterminée par les prix à l'importation, les dépenses publiques et le niveau du produit intérieur brut (PIB).

Cependant, à court terme, aucune relation significative n'a été identifiée entre l'inflation et les variables indépendantes examinées dans l'étude⁴⁶.

En 2019, une étude menée par Lachehel et Sirag s'est intéressée à la relation entre les fluctuations des prix du pétrole et le taux d'inflation en Algérie sur une période s'étendant de 1970 à 2014. Pour analyser cette relation, ils ont utilisé une méthode économétrique appelée décalages distribués autorégressifs non linéaires (NARDL), qui permet de capturer les asymétries présentes dans cette relation.

En utilisant cette approche, ils ont examiné comment les variations du prix du pétrole influencent le taux d'inflation, en prenant en compte les effets à court terme et à long terme, ainsi que les éventuelles non-linéarités dans la relation. Cette méthode leur a permis de mieux comprendre les dynamiques complexes entre ces deux variables et de détecter d'éventuelles asymétries dans leur relation.

Les résultats de l'estimation du modèle ont mis en évidence la présence d'un effet non linéaire du prix du pétrole sur l'inflation. Ils ont constaté qu'il existe une relation significative entre les augmentations du prix du pétrole et le taux d'inflation. Cela suggère que les variations du prix du pétrole ont un impact sur le niveau d'inflation, mais cet impact n'est pas linéaire. En d'autres termes, les effets de l'augmentation du prix du pétrole sur l'inflation peuvent varier en fonction du niveau et de la direction des variations des prix du pétrole.

L'inflation étant de retour, elle est devenue l'une des préoccupations principales des autorités algériennes, notamment la Banque d'Algérie, qui a publié plusieurs rapports et alertes récemment sur ce sujet. La Banque d'Algérie s'est fixée comme priorité absolue la maîtrise de l'inflation. En effet, une inflation élevée et instable nuit à la capacité d'une économie à maintenir un environnement propice à la croissance économique et à la création d'emplois.

C'est dans ce cadre que nous avons choisi d'étudier les raisons de l'inflation en Algérie et de comprendre les mécanismes qui la produisent dans le but de répondre aux préoccupations concernant la maîtrise de l'inflation⁴⁷.

⁴⁶ <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/82233> Consulté le 05/06/2024

⁴⁷ DETERMINANTS-INFLATION-VF-NOV22, page : 5

4. Travaux empiriques menés sur les Etats-Unis :

L'étude de Dharmendra Dhakal et Magda Kandil (1994) sur les principaux déterminants du taux d'inflation aux Etats-Unis en utilisant un modèle VAR comprend des variables majeures qui interagissent avec le niveau de prix dans la macroéconomie. Les résultats suggèrent que les changements dans la masse monétaire, le taux de salaire, le déficit budgétaire et les prix de l'énergie sont des déterminants importants du taux d'inflation aux Etats-Unis. En outre, la contribution relative de ces facteurs à la variance de l'erreur de prévision du niveau de prix est compatible avec un impact plus dominant pour les variations monétaires sur le taux d'inflation⁴⁸.

Conclusion de chapitre :

Ce chapitre a permis d'examiner en profondeur l'évolution de l'inflation en Algérie et les caractéristiques distinctives qui la définissent. En retraçant l'histoire de l'inflation dans le pays, nous avons observé que les périodes d'instabilité économique, notamment celles des années 1980 et 1990, ont été marquées par des taux d'inflation élevés dus à la chute des prix du pétrole et à des politiques économiques mal adaptées.

L'analyse des études antérieures a révélé que l'inflation en Algérie est influencée par plusieurs facteurs, notamment les fluctuations des prix des matières premières, les politiques monétaires et fiscales, ainsi que les conditions socio-économiques internes. Ces recherches ont souligné l'importance d'une gestion macroéconomique rigoureuse et de réformes structurelles pour stabiliser les prix.

En somme, l'inflation en Algérie est un phénomène complexe, étroitement lié à la dépendance du pays aux revenus pétroliers et à la nécessité de diversifier l'économie pour assurer une croissance stable et soutenue. Les enseignements tirés de ce chapitre fournissent une base solide pour développer des stratégies visant à contrôler l'inflation et à promouvoir une économie résiliente.

⁴⁸ https://econpapers.repec.org/article/eeequaeco/v_3a34_3ay_3a1994_3ai_3a1_3ap_3a95-112.html Consulté le 05/06/2024

Chapitre 03 :

Analyse économétrique de

l'inflation en Algérie

Introduction de chapitre :

Ce chapitre se concentre sur l'analyse économétrique de l'inflation en Algérie sur la période allant de 1980 à 2022. L'inflation, en tant que phénomène économique majeur, a été un sujet d'intérêt constant dans le contexte économique algérien. Comprendre les déterminants de l'inflation est essentiel pour élaborer des politiques monétaires et économiques efficaces visant à maintenir la stabilité économique du pays.

L'objectif principal de ce chapitre est d'identifier les facteurs économiques qui influent sur l'inflation en Algérie et d'évaluer l'efficacité des politiques monétaires dans sa maîtrise. Pour ce faire, nous utiliserons une approche économétrique, en particulier le modèle ARDL (ARDL model approche to Cointégration), pour analyser les relations entre l'inflation et un ensemble de variables explicatives pertinentes.

En mettant l'accent sur les données empiriques et les méthodes économétriques avancées, ce chapitre vise à fournir des insights précieux sur la dynamique de l'inflation en Algérie et à contribuer à une meilleure compréhension des défis économiques auxquels le pays est confronté.

Section 01 : Méthodologie de la régression

Pour analyser les relations entre les variables économiques dans le contexte algérien, nous avons choisi d'utiliser le modèle ARDL. Cette section présente la méthodologie employée pour cette analyse.

1. L'approche Théorique de modèle ARDL :

Le modèle ARDL, ou Auto-Regressive Distributed Lag, est une méthode économétrique qui permet d'analyser les relations de long terme et de court terme entre les variables économiques. Contrairement à d'autres méthodes, l'ARDL peut être appliqué même lorsque les variables sont intégrées d'ordres différents (I (0) et I (1)), ce qui en fait un outil particulièrement flexible et puissant pour l'analyse des séries temporelles économiques.

1.1 Définition des séries chronologiques :

Une série chronologique est en effet une collection d'observations organisées de manière ordonnée dans le temps. Cette organisation temporelle permet d'exploiter la dépendance entre les observations successives pour réaliser des prévisions optimales.

Chaque série chronologique (x_1, x_2, \dots, x_t) est considérée comme une réalisation particulière d'un processus stochastique, et l'objectif de l'analyse des séries temporelles est de décrire ce processus théorique sous forme d'un modèle observé. Ce modèle observé doit posséder des propriétés similaires à celles du processus sous-jacent afin de permettre une compréhension et une prédiction efficaces du phénomène étudié.

Les séries chronologiques peuvent avoir différentes périodicités, telles que mensuelle ($p=12$), trimestrielle ($p=4$), semestrielle ($p=2$), ou annuelle ($p=1$), selon la fréquence à laquelle les observations sont recueillies. Chaque période représente une unité de temps, comme une heure, un jour, un trimestre ou une année.

Les composantes des séries chronologiques, telles que le composant tendanciel, saisonnier, accidentel et cyclique, sont essentielles pour comprendre et modéliser le comportement de la série dans le temps. Ces composantes permettent d'expliquer les variations observées et de mieux appréhender les mécanismes sous-jacents du phénomène étudié.

1.2 Le modèle ARDL :

Le Modèle ARDL présente plusieurs avantages importants dans l'analyse des séries temporelles. Tout d'abord, il permet de tester les relations long terme entre des séries qui ne sont pas intégrées du même ordre. De plus ils offrent de meilleures estimations même sur des échantillons de petite taille de plus ils peuvent traiter simultanément la dynamique à long terme et les ajustements à courts terme ce qui on fait un outil complet pour modéliser les relations économiques.

Le modèle ARDL (Autorégressive Distributed Lag) examine la relation à long terme entre une variable dépendante Y_t et un ensemble de variables explicatives $X_{1t}, X_{2t}, \dots, X_{kt}, tX$

La spécification générale du modèle est la suivante :

$$Y_t = \beta_0 + \beta_1 Y_{t-1} + \beta_2 X_{1,t-1} + \dots + \beta_k X_{k,t-1} + \sum_{i=0}^p \alpha_{1,i} \Delta Y_{t-i} + \dots$$

$$+ \sum_{i=0}^q \alpha_{2,i} \Delta X_{1,t-i} + \dots + \sum_{i=0}^q \alpha_{k,i} \Delta X_{k,t-i} + \varepsilon_t$$

Ou :

- Y_t : Variable dépendante au temps (t).
- Y_{t-1} : Valeur retardée de Y_t .
- $X_{j,t}$: Variable explicative au temps (t).
- $X_{j,t-1}$: Valeur retardée de la variable explicative (X_j).
- $\Delta Y_t = Y_t - Y_{t-1}$: Différence première de la variable explicative Y_j .
- $\Delta X_t = X_t - X_{t-1}$: Différence première de la variable explicative X_j .
- $\beta_0, \beta_1 \dots \beta_k$: Coefficients de régression à long terme.
- $\alpha_{1,i}, \alpha_{2,i}, \dots, \alpha_{k,i}$: Coefficients d'ajustement à court terme.
- ε_t : Terme d'erreur au temps (t), supposé être un processus stationnaire de moyenne nulle.

La spécification de ce modèle exige que les séries temporelles soient stationnaires soit au niveau I (0) ou après la première différenciation I (1) Pour déterminer qu'elles variables sont stationnaires en niveau ou après une différenciation le test ADF (Augmented Dickey Fuller est souvent utilisé).

La stratégie du test de cointégration selon l'approche de Pesaran comprend deux étapes
Principles : premièrement la détermination du retard optimal à l'aide des critères

d'information AIC et BIC et deuxièmes l'examen de toutes les combinaisons possibles de retards pour chaque variable afin de déterminer le Modèle ARDL optimal pour tester la cointégration. En pratique le modèle ARDL effectue $(p+1) * k(p+1) * k$ régression pour obtenir le retard optimal pour chaque variable, avec pp étant le retard maximal et kk le nombre de variables dans l'équation⁴⁹.

2. La méthodologie du modèle ARDL :

La méthodologie du modèle ARDL consiste à spécifier les variables endogènes et exogènes, choisir la forme fonctionnelle (linéaire ou non linéaire), sélectionner les retards optimaux pour chaque variable, estimer les coefficients par des méthodes comme les moindres carrés ordinaires, et interpréter les résultats pour analyser les relations à long terme entre les variables économiques.

2.1 Sélection de nombre de retard optimal :

Afin de déterminer le retard optimal pour chaque variable, la méthode ARDL procède à l'estimation de régressions où pp représente le nombre maximal de retards et K le nombre de variables dans l'équation.

Pour choisir le modèle optimal, on peut se baser sur des critères d'information comme le critère d'information d'Akaike (AIC) et le critère de Schwarz-Bayesian (BIC). Ces critères aident à sélectionner le nombre de retards de manière efficace :

Critère d'information d'Akaike (AIC) : Ce critère tend à sélectionner un nombre maximum de retards. Il est connu pour favoriser des modèles plus complexes, en cherchant à minimiser la perte d'information.

Critère de Schwarz-Bayesian (BIC) : Ce critère tend à sélectionner un modèle plus parcimonieux en privilégiant un nombre plus réduit de retards. Il pénalise davantage les modèles complexes par rapport à l'AIC.

Après la sélection du modèle ARDL par l'un de ces critères (AIC ou BIC), l'estimation des régressions peut être effectuée en utilisant les retards optimaux déterminés. Cela permet

⁴⁹ Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). "Bounds testing approaches to the analysis of level relationships." *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289-326.

d'identifier les relations à court et à long terme entre les variables du modèle, tout en s'assurant que le modèle choisi est bien adapté aux données disponibles⁵⁰.

2.2 Test de la Stationnarité des Séries Temporelles :

Pour déterminer l'ordre d'intégration des séries temporelles et vérifier la stationnarité des séries étudiées, le test de stationnarité de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) est couramment utilisé. Ce test permet de s'assurer qu'aucune des séries n'est intégrée d'ordre 2 ou plus, condition nécessaire pour appliquer l'approche du Bound-Test développée par Pesaran et al. (2001).

En effet, les valeurs critiques fournies par Pesaran et al. (2001) sont uniquement applicables aux séries intégrées d'ordre 0 (I (0)) et d'ordre 1 (I (1)). Voici les étapes clés pour ce processus :

Test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) :

Ce test permet de vérifier la présence d'une racine unitaire dans une série temporelle. Si la série est stationnaire, elle n'a pas de racine unitaire. Le test ADF inclut des termes de retard des différences premières de la série pour corriger toute autocorrélation résiduelle.

Interprétation des résultats :

Si le test ADF indique que la série est stationnaire (niveau d'intégration 0, I(0)), cela signifie qu'elle ne nécessite pas de différenciation pour être stationnaire.

Si la série n'est pas stationnaire au niveau, mais devient stationnaire après une différenciation (niveau d'intégration 1, I (1)), elle est intégrée d'ordre 1⁵¹.

Si une série nécessite plus d'une différenciation pour devenir stationnaire (intégrée d'ordre 2 ou plus, I (2)), elle ne peut pas être utilisée dans le cadre de l'approche du Bound-Test de Pesaran et al.

⁵⁰ Greene, William H. *Econometric Analysis*. 7th ed., Pearson, 2012. Pages 457-465.

⁵¹ Dickey, D. A., & Fuller, W. A. (1979). "Distribution of the estimators for autoregressive time series with a unit root." *Journal of the American Statistical Association*, 74(366a), 427-431.

2.3 Application de l'approche du Bound-Test :

Une fois que les séries sont confirmées comme étant I (0) ou I (1) grâce au test ADF, l'approche du Bound-Test peut être appliquée pour examiner les relations de cointégration entre les variables. Cette méthode permet de tester l'existence de relations de long terme sans nécessiter que les variables soient intégrées du même ordre.

En résumé, le test ADF est une étape cruciale pour déterminer l'ordre d'intégration des séries temporelles avant de procéder à des analyses plus avancées comme le Bound-Test, garantissant ainsi la validité des résultats obtenus dans le cadre des modèles ARDL.

2.4 Test de Cointégration selon l'Approche de Pesaran et al. (2001) dans les Modèles ARDL :

Le test de cointégration dans le cadre des modèles ARDL selon l'approche de Pesaran et al. (2001) consiste à vérifier l'existence d'une relation de long terme entre les variables du modèle. Cette méthode repose sur le test de la nullité conjointe des coefficients des variables en niveaux et retardées dans l'équation ARDL.

Hypothèses du Test de Cointégration :

Hypothèse nulle (H0) : $\beta_1 = \beta_2 = \beta_3 = \beta_4 = 0$ (Il n'y a pas de relation de cointégration).

Hypothèse alternative (H1) : Au moins un des coefficients est significativement différent de zéro (Il existe une relation de cointégration).

Statistique du Test et Distribution :

La statistique du test, souvent une F-statistique ou une statistique de Wald, suit une distribution non standard. Cette distribution dépend :

- Du caractère non stationnaire des variables régresseurs.
- Du nombre de variables dans le modèle ARDL.
- De la présence ou non d'une constante et d'une tendance.

- De la taille de l'échantillon. Valeurs Critiques

La procédure du test est telle qu'on devra comparer les valeurs de Fisher obtenues aux valeurs critique (bornes), simulées pour plusieurs cas et différents seuils selon pesaran et al. On notera des valeurs critiques que la borne supérieure (2ème ensemble), reprend les valeurs pour lesquelles les variables sont intégrées d'ordre 1 I (1) et la borne inférieure (1er ensemble) concernent les variables I (0). Ainsi :

Si $F\text{-stat} > CV\text{-I}(1)$: Rejet de l'hypothèse nulle, donc présence de cointégration.

Si $F\text{-stat} < CV\text{-I}(0)$: Acceptation de l'hypothèse nulle, donc absence de cointégration.

Si $CV\text{-I}(0) \leq F\text{-stat} \leq CV\text{-I}(1)$: La conclusion est indéterminée.

Avec :

$CV\text{-I}(1)$: Borne supérieure pour le cas où toutes les variables du modèle sont intégrées d'ordre 1 (I (1)).

$CV\text{-I}(0)$: Borne inférieure pour le cas où toutes les variables du modèle sont intégrées d'ordre 0 (I (0)).

2.5 Test de causalité de Granger :

Selon Granger, une série temporelle Y cause une autre série temporelle X si les valeurs passées de Y fournissent des informations supplémentaires pour prédire les valeurs actuelles de X.

Dans le cadre d'un processus VAR (Vector Autorégressive) pour deux variables Y et X avec un retard (VAR (1)), le modèle peut être exprimé comme suit :

$$\mathbf{Y}_t = \mathbf{a} + \mathbf{aY}_{t-1} + \mathbf{aX}_{t-1} + \boldsymbol{\varepsilon}_t$$

$$\mathbf{X}_t = \mathbf{b} + \mathbf{bY}_{t-1} + \mathbf{bX}_{t-1} + \boldsymbol{\varepsilon}_t$$

Le test de causalité de Granger consiste à formuler deux hypothèses :

Hypothèse nulle (H0) : Y ne cause pas X au sens de Granger.

Hypothèse alternative (H1) : Y cause X au sens de Granger.

Ces hypothèses sont testées en utilisant un test de Fisher classique pour la nullité des coefficients.

La statistique de test de Fisher est calculée comme suit :

$$F^* = \frac{(SCR_c - SCR_f) / (C - K)}{SCR_f / (T - K)}$$

C : nombre de coefficients testés.

SCR_c : sommes des carrés des résidus du modèle contraint (H0).

SCR_f : sommes des carrés des résidus du modèle complet (H1).

T : taille de l'échantillon.

K : nombre total de variables dans le modèle. Règle de Décision

Si la statistique de test F* est supérieure à la valeur critique de la table de distribution de Fisher, on rejette H0 (il y a une causalité au sens de Granger).

Si la statistique de test F* est inférieure à la valeur critique de la table de distribution de Fisher, on rejette H1 (il n'y a pas de causalité au sens de Granger).

En résumé, le test de causalité au sens de Granger est un outil statistique puissant pour déterminer les relations de causalité entre les séries temporelles, en mettant l'accent sur la capacité prédictive des variables passées sur les variables présentes.

2.6 Test d'autocorrélation des erreurs :

Il est essentiel que les erreurs d'un modèle de régression soient indépendantes pour garantir la cohérence des estimations des paramètres. Lorsque les valeurs retardées de la variable dépendante sont incluses comme variables explicatives, l'autocorrélation des erreurs peut compromettre la validité des résultats du modèle. Afin de vérifier l'absence d'autocorrélation des erreurs, un test spécifique est souvent utilisé, tel que le test de Breusch-Godfrey.

Ce test examine si les erreurs présentent des corrélations, ce qui est crucial pour l'intégrité des résultats de la régression. Toutefois, dans le cas d'un modèle autorégressif où les valeurs retardées de la variable dépendante sont incluses, le test de Durbin-Watson peut ne pas être

approprié. On se tourne alors vers le test LM (Lagrange Multiplier) pour évaluer l'indépendance des erreurs.

Dans votre étude, le test LM d'indépendance sérielle des écarts aléatoires semble indiquer que les erreurs sont effectivement indépendantes, renforçant ainsi la validité de votre modèle.

Cette approche méthodologique assure que les hypothèses de régression sont rigoureusement testées, offrant ainsi une confiance accrue dans les résultats et les interprétations du modèle.

Si vous avez des résultats spécifiques à discuter ou des questions supplémentaires, n'hésitez pas à les partager.

2.7 Test d'hétéroscédasticité :

Le test de White est un outil important pour évaluer l'hétéroscédasticité des erreurs dans un modèle de régression. L'hétéroscédasticité se réfère à des données ou des séries qui n'ont pas une variance constante, ce qui peut compromettre les estimations de modèle. Pour obtenir les meilleurs estimateurs, il est crucial que les séries soient homoscédastiques, c'est-à-dire qu'elles présentent une variance constante.

Dans le cadre du test d'hétéroscédasticité, le test de White est souvent préféré. Son principe général est de déterminer si le carré des résidus peut être expliqué par les variables du modèle, tout en identifiant également une éventuelle mauvaise spécification du modèle. Dans votre étude, il semble que l'hypothèse d'homoscédasticité ait été acceptée, car la probabilité de commettre une erreur (p) est égale à 0,93, ce qui est supérieur à un seuil spécifié (par exemple, 0,05).

Cette conclusion suggère que les estimations obtenues sont optimales et que l'hypothèse d'homoscédasticité est respectée, ce qui est essentiel pour les modèles linéaires. Si les résidus présentaient une hétéroscédasticité, c'est-à-dire une variance différente, cela pourrait remettre en question la validité des estimations du modèle. Le test de White est donc un outil crucial pour évaluer cette propriété des données et garantir la robustesse des résultats de la régression. Réécrivez-moi cette phrase.

2.8 Test de normalité de résidus :

Vérifier la normalité des résidus est une étape cruciale pour plusieurs analyses statistiques, notamment pour calculer des intervalles de confiance prévisionnels et effectuer des tests de Student sur les paramètres du modèle. Un test souvent utilisé à cet effet est le test de Jarque-

Bera, proposé en 1984. Ce test se base sur les concepts de Skewness (asymétrie) et de kurtosis (aplatissement) pour évaluer la normalité d'une distribution statistique.

En pratique, le test de Jarque-Bera évalue si les résidus suivent une distribution normale en examinant si leur Skewness et leur kurtosis sont proches de zéro, comme cela serait attendu dans une distribution normale. Si le test révèle une différence significative par rapport à une distribution normale, cela peut indiquer une violation de l'hypothèse de normalité des résidus. Dans ce cas, des méthodes alternatives ou des transformations des données peuvent être nécessaires pour garantir la validité des analyses statistiques.

2.9 Test de stabilité du modèle :

Le test de stabilité du modèle est essentiel pour évaluer si la relation entre les variables du modèle reste stable sur une période donnée. Un test couramment utilisé à cet effet est le test CUSUM of Squares. Ce test se base sur la somme cumulée des carrés des résidus récurrents pour évaluer si la relation entre les variables du modèle reste stable au fil du temps.

L'hypothèse nulle dans le test de CUSUM of Squares est que la relation entre les variables reste stable sur toute la période examinée. Pour ce faire, le test compare la somme cumulée des carrés des résidus observés avec des bornes théoriques qui représentent une relation stable. Si les résidus se situent à l'intérieur de ces bornes, l'hypothèse de stabilité est confirmée. En revanche, si les résidus dépassent ces bornes de manière significative, cela suggère une instabilité dans la relation entre les variables du modèle.

En résumé, le test de CUSUM of Squares est un outil puissant pour évaluer la stabilité d'un modèle de régression sur une période donnée, en identifiant les changements potentiels dans la relation entre les variables. Cela permet aux analystes de détecter les anomalies ou les fluctuations dans les données et d'adapter en conséquence le modèle pour obtenir des prévisions plus fiables.

Section 02 : Présentation des données

Dans cette section, nous procéderons à une présentation détaillée des données utilisées dans notre étude. Cette étape est cruciale pour établir une base solide et transparente sur laquelle reposera notre analyse. Nous décrirons les sources des données, la période couverte, ainsi que les caractéristiques principales des variables étudiées.

1. Choix des variables :

Le choix des variables rentrant dans l'analyse dépend du genre de la relation à laquelle on s'intéresse. Dans notre cas, nous essayerons d'analyser l'inflation en Algérie sur une période allant de 1980 à 2022. Le choix s'est effectué sur la base de travaux théoriques et des diverses études empiriques portant sur cette problématique, ainsi que les différentes décisions prises par les autorités algériennes s'inscrivant dans l'optique des mesures de l'inflation, les variables retenues dans la modélisation économétrique incluent le Taux d'Inflation en pourcentages comme variable endogène (ou à expliquer) expliquer par (variables exogène) le Taux de Change (pour 1 USD), PIB par Habitant (USD).

1.1 Taux de Change (pour 1 USD) :

Le taux de change est un élément crucial dans la dynamique de l'inflation en Algérie, en raison de la forte dépendance du pays vis-à-vis des importations pour répondre à ses besoins intérieurs. Lorsque le dinar algérien se déprécie par rapport au dollar américain, cela entraîne mécaniquement une augmentation des prix des biens importés, affectant directement les coûts de consommation pour les ménages et les entreprises. Cette transmission des variations du taux de change aux prix à la consommation souligne l'importance stratégique du taux de change comme variable explicative dans la modélisation de l'inflation en Algérie. En effet, les fluctuations du taux de change influencent non seulement le coût des importations, mais aussi la stabilité des prix sur le marché intérieur, jouant ainsi un rôle crucial dans les prévisions économiques et les politiques monétaires du pays.

1.2 PIB par Habitant (USD) :

Le PIB par habitant est un indicateur clé de la croissance économique et du niveau de vie en Algérie. Une croissance économique rapide peut stimuler la demande intérieure et potentiellement générer des pressions inflationnistes. Cependant, l'impact du PIB sur l'inflation peut être ambigu, car une expansion économique soutenue a également le potentiel d'améliorer la productivité, réduisant ainsi les tensions sur les prix. En conséquence, l'effet net du PIB sur l'inflation dépend de divers facteurs économiques et politiques, tels que les

politiques monétaires et fiscales, ainsi que des conditions du marché du travail. Le PIB par habitant demeure donc un indicateur crucial non seulement de la croissance économique, mais aussi des dynamiques inflationnistes dans le contexte algérien.

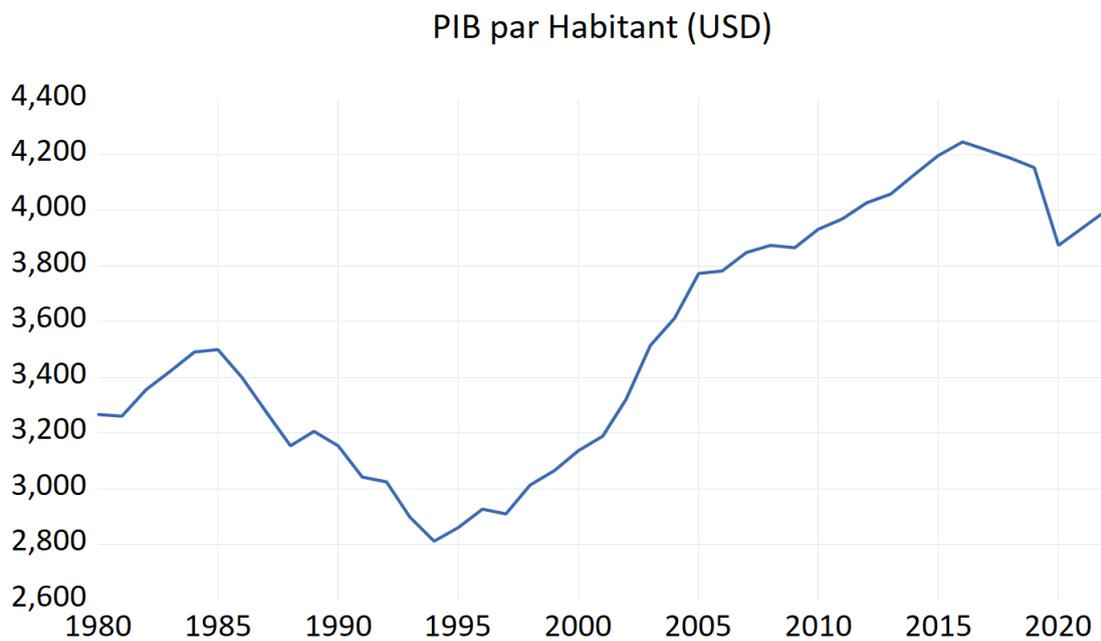
1.3 Taux d'Inflation (%) :

Le taux d'inflation, en tant que variable centrale dans les modèles économétriques, est façonné par divers facteurs tels que la demande globale, l'offre de monnaie, les coûts de production, les anticipations inflationnistes et les politiques économiques. Ces variables, conjointement analysées, permettent de modéliser et d'expliquer les fluctuations des prix dans une économie. En tant que variable endogène, le taux d'inflation est déterminé à l'intérieur du modèle par ses relations avec d'autres variables endogènes et exogènes. Comprendre ces interactions est crucial pour prédire l'évolution future de l'inflation et guider les décisions politiques et économiques visant à maintenir la stabilité des prix et à favoriser une croissance économique durable.

2. Représentation graphique des séries :

Les représentations graphiques des séries fournissent une visualisation claire et concise des tendances et des relations entre les variables étudiées, facilitant ainsi une compréhension intuitive des dynamiques sous-jacentes.

2.1 Évolution du PIB par habitant en Algérie de 1980 à 2022 :

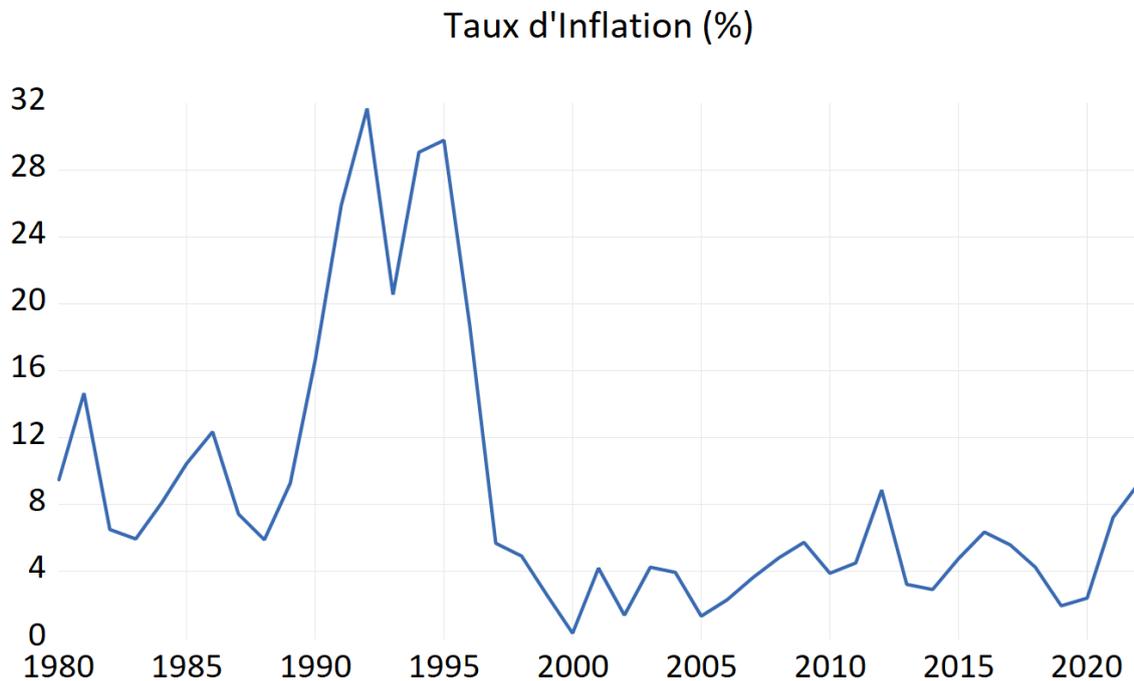


Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

Le graphique montre l'évolution du PIB par habitant de 1980 à 2022. De 1980 à 1985, le PIB par habitant augmente légèrement, puis fluctue et diminue jusqu'en 2000. De 2001 à 2010, il y a une reprise progressive avec des fluctuations modérées. À partir de 2011, on observe une augmentation continue et marquée, atteignant un pic en 2022.

La série n'est pas stationnaire, présentant des variations notables dans les niveaux moyens et la variance au fil du temps. Les périodes de baisse et de reprise reflètent des influences de chocs économiques et de changements de politiques économiques. Ces fluctuations indiquent que des événements externes ont eu un impact significatif sur l'évolution du PIB par habitant.

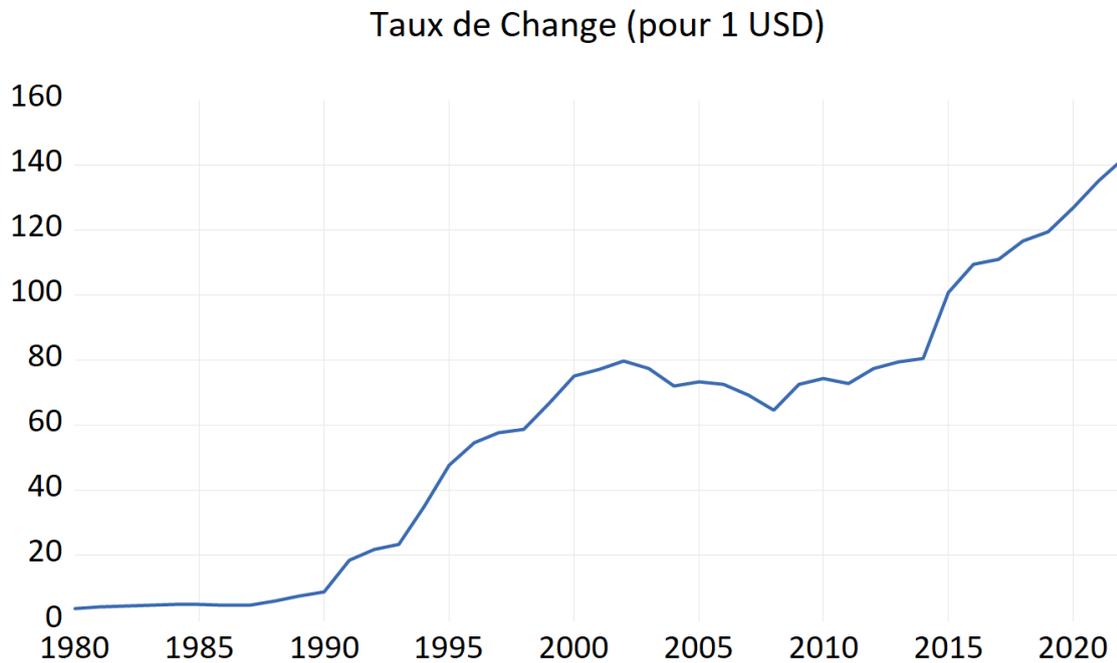
2.2 Évolution du taux d'inflation en Algérie de 1980 à 2022 :



Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

La série temporelle du taux d'inflation annuel pour l'Algérie montre une variabilité marquée sur la période de 1980 à 2022. Initialement, les années 1980 et une partie des années 1990 sont caractérisées par des niveaux élevés d'inflation, reflétant des périodes économiques instables. À partir du milieu des années 1990 jusqu'au début des années 2000, l'inflation semble se stabiliser à des niveaux plus bas, indiquant une période de maîtrise économique relative. Cependant, à partir des années 2010, on observe une légère augmentation du taux d'inflation, bien que moins prononcée que dans les décennies précédentes. La série n'est pas stationnaire en termes de moyenne, montrant des changements significatifs dans les niveaux d'inflation au fil du temps. De plus, la variance du taux d'inflation varie également, indiquant une non-stationnarité dans la stabilité des fluctuations. En résumé, cette analyse met en lumière les tendances historiques du taux d'inflation en Algérie, soulignant des périodes distinctes de haute et de basse inflation, avec des implications économiques et monétaires importantes.

2.2 Évolution du taux de change en Algérie de 1980 à 2022 :



Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

La série chronologique représente l'évolution du taux de change en Algérie pour 1 USD de 1980 à 2022. Initialement stable autour de 3.837 en 1980, le taux de change montre une tendance à la dépréciation progressive du dinar algérien par rapport au dollar américain à partir des années 1990. Les années 1990 sont marquées par une forte volatilité et des dépréciations importantes, en partie attribuables aux bouleversements économiques et politiques dans le pays. Malgré des périodes de stabilisation relative, notamment vers la fin des années 2000, la tendance globale sur la période observée est à la dépréciation continue du dinar. La série n'est pas stationnaire en termes de moyenne, illustrant des changements substantiels dans la valeur du taux de change au fil des décennies. De plus, la variance fluctuante indique une non-stationnarité en termes de stabilité des fluctuations. Cette analyse souligne l'impact des facteurs économiques et politiques sur le taux de change en Algérie au cours des dernières décennies.

Section 03 : Analyse et interprétation des résultats

Cette section est dédiée à l'analyse la présentation des résultats de l'estimation du modèle ARDL (Autorégressive Distributed Lag) dans notre étude sur l'inflation en Algérie. Le modèle ARDL est particulièrement adapté pour analyser les relations à long terme et à court terme entre les variables économiques clés et le taux d'inflation, offrant ainsi une perspective dynamique et nuancée de l'évolution inflationniste dans le contexte algérien.

Nous débutons cette section par une présentation des étapes d'estimation du modèle ARDL. Tout d'abord, nous avons spécifié le modèle en identifiant les variables explicatives pertinentes, telles que les agrégats monétaires, les variables de demande, et d'autres facteurs économiques susceptibles d'influencer l'inflation en Algérie. Ensuite, nous avons réalisé une estimation empirique robuste en utilisant les données économiques disponibles sur une période de 1980 à 2022 permettant ainsi d'évaluer les relations à long terme et à court terme entre ces variables.

Une fois les résultats obtenus, nous procédons à une analyse détaillée et à une interprétation approfondie des coefficients estimés. Nous examinons les effets significatifs des variables explicatives sur le taux d'inflation, en mettant en lumière les ajustements dynamiques et les réponses économiques à court terme et à long terme face aux chocs économiques et monétaires.

Enfin, nous discutons des implications des résultats pour la politique économique en Algérie, en soulignant les recommandations stratégiques pour une gestion efficace de l'inflation et pour le soutien d'une croissance économique durable.

Cette analyse approfondie à travers le modèle ARDL vise à enrichir notre compréhension des déterminants de l'inflation en Algérie, fournissant ainsi des insights précieux pour les décideurs économiques et contribuant à la littérature académique sur ce sujet crucial.

1. Test de stationnarité :

L'analyse de stationnarité des séries est importante dans la modélisation pour éviter les régressions fallacieuses. En utilisant à cet effet le test de non-stationnarité Dickey-Fuller augmenté (ADF) en suivant la stratégie de Dolado, (Dolado et al., 1990) dans l'application du test et la séquentialité des trois modèles de non stationnarité. Les résultats détaillés des tests ADF sont donnés. Ces résultats sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau N°05 : Test de stationnarité.

Variables	Test ADF en niveau							Test ADF en différence	
	T-stat	Modèle 3			Modèle 2		Modèle 1	Modèle 1, 2 ou 3	Ordre D'intégration
		T de ADF	T de Trend	T de Constant	T de ADF	T de Constant	T de ADF	T de ADF	
LPIBH	T calculée	-2.83	2.62	2.82	-1.18	1.18	0.79	-3.88	I (1)
	T tabulée	-3.53	2.79	3.11	-2.94	2.54	-1.95	-1.95	
LTXINF	T calculée	-3.04	-1.10	2.38	-2.85	2.53	-1.02	-8.68	I (1)
	T tabulée	-3.52	2.79	3.11	-2.93	2.54	-1.95	-1.95	
LTXCH	T calculée	-0.72	-0.04	2.46	-1.87	3.08	0.48	-4.37	I (1)
	T tabulée	-3.54	2.79	3.11	-2.93	2.54	-1.95	-2.93	

Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

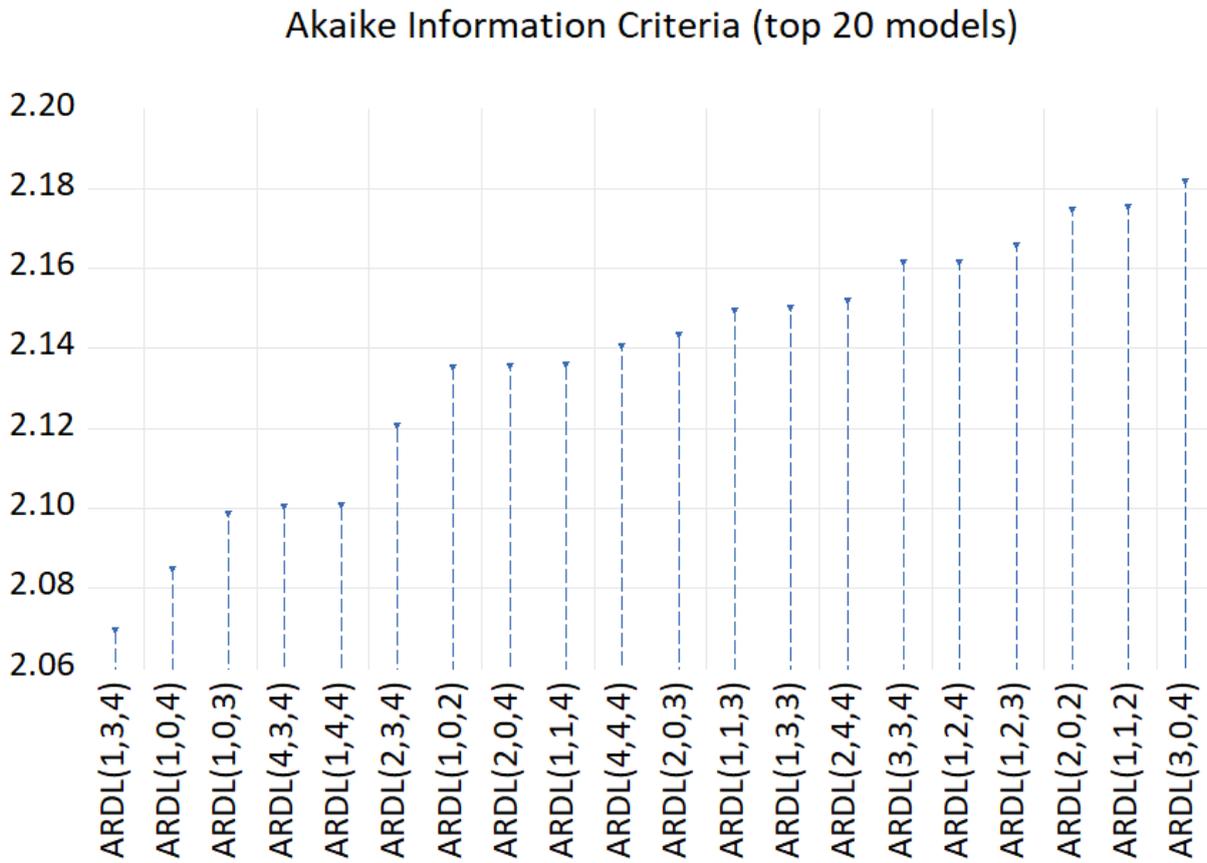
Les résultats des tests ADF indiquent que les séries LTXCH, LPIBH et LTXINF sont non stationnaires au niveau ($T \text{ de ADF} > T \text{ tabulée}$), mais deviennent stationnaires après une différenciation ($I(1)$; $T \text{ de ADF} < T \text{ tabulée}$). Cela suggère que ces séries sont de type DS (stationnaire après transformation), où des tendances ou des niveaux de base perturbent la stationnarité au niveau initial.

Les tests montrent que les constantes et les tendances ne sont pas significatives pour les séries LPIBH et LTXINF dans les modèles différenciés, ce qui indique que ces composantes n'ont pas d'effet significatif sur les séries une fois ajustées. En revanche, la série LTXCH possède

une constante significative. Cette précision est essentielle pour une analyse économétrique rigoureuse des données.

2. Détermination du nombre de retards :

Figure détermination du nombre de retards



Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

Le critère d'information d'AKAIKE (AIC) identifie le modèle (1,3,4) comme étant optimal. Ce modèle est optimal parmi les 19 autres modèles présentés.

L'équation du modèle est donnée par :

$$LTXINF_t = -22.576 + 0.096 \cdot LTXINF_{t-1} + 6.379 \cdot LPIBH_t - 4.532 \cdot LPIBH_{t-1} - 9.044 \cdot LPIBH_{t-2} + 10.299 \cdot LPIBH_{t-3} + 0.693 \cdot LTXCH_t + 0.325 \cdot LTXCH_{t-1} + 0.282 \cdot LTXCH_{t-2} + 0.264 \cdot LTXCH_{t-3} - 2.007 \cdot LTXCH_{t-4} + \epsilon_t$$

Dependent Variable: LTXINF
 Method: ARDL
 Date: 06/14/24 Time: 23:59
 Sample: 1984 2022
 Included observations: 39
 Dependent lags: 4 (Automatic)
 Automatic-lag linear regressors (4 max. lags): LPIBH LTXCH
 Deterministics: Restricted constant and no trend (Case 2)
 Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
 Number of models evaluated: 100
 Selected model: ARDL(1,3,4)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LTXINF(-1)	0.096145	0.168547	0.570435	0.5729
LPIBH	6.378690	5.444460	1.171593	0.2512
LPIBH(-1)	-4.532110	8.012347	-0.565641	0.5761
LPIBH(-2)	-9.044156	8.082846	-1.118932	0.2727
LPIBH(-3)	10.29932	4.957043	2.077714	0.0470
LTXCH	0.693291	0.865457	0.801070	0.4298
LTXCH(-1)	0.325263	1.333111	0.243988	0.8090
LTXCH(-2)	0.281605	1.388126	0.202867	0.8407
LTXCH(-3)	0.263611	1.392118	0.189359	0.8512
LTXCH(-4)	-2.006684	1.009977	-1.986861	0.0568
C	-22.57626	10.57202	-2.135473	0.0416
R-squared	0.693033	Mean dependent var	1.756831	
Adjusted R-squared	0.583401	S.D. dependent var	0.939127	
S.E. of regression	0.606155	Akaike info criterion	2.069382	
Sum squared resid	10.28786	Schwarz criterion	2.538592	
Log likelihood	-29.35296	Hannan-Quinn criter.	2.237731	
F-statistic	6.321489	Durbin-Watson stat	2.002035	
Prob(F-statistic)	0.000053			

*Note: p-values and any subsequent test results do not account for model

Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

Interprétations :

Dans le cadre du modèle ARDL pour la série LTXINF, plusieurs points clés émergent quant à la relation entre les variables explicatives et la variable dépendante, ainsi que la robustesse du modèle lui-même. Le coefficient de détermination R2 est de 0.693 indique que le modèle

explique efficacement 69.3% de la variation de LTXINF, ce qui est raisonnable mais suggère également une marge d'amélioration. Les critères d'information d'Akaike ($AIC = 2.069$) et de Schwarz ($BIC = 2.539$) positionnent ce modèle comme l'un des meilleurs parmi ceux évalués par le logiciel Eviews 13, indiquant sa pertinence relative pour la prédiction de LTXINF.

En ce qui concerne les coefficients des variables :

La variable LTXINF retardée (LTXINF (-1)) montre un coefficient de 0.096 avec une p-value élevée de 0.573, suggérant qu'elle n'a pas d'effet significatif sur la valeur actuelle de LTXINF. LPIBH présente un coefficient de 6.379 avec une p-value de 0.251, indiquant une tendance positive mais non significative à influencer LTXINF.

Parmi les retards de LPIBH, seul LPIBH (-3) est significatif avec un coefficient de 10.299 ($p = 0.047$), ce qui suggère un impact à long terme potentiel de LPIBH sur LTXINF.

Les coefficients pour LTXCH et ses lags montrent des valeurs proches de zéro avec des p-values élevées, ce qui indique une absence d'effet significatif de LTXCH sur LTXINF dans ce modèle.

La constante dans le modèle est significative avec un coefficient de -22.576 et une p-value de 0.042, indiquant qu'elle contribue de manière significative à la valeur de LTXINF lorsque toutes les autres variables sont nulles.

3. Bounds Test :

Bounds Test

Null hypothesis: No levels relationship	
Number of cointegrating variables: 2	
Trend type: Rest. constant (Case 2)	
Sample size: 39	
<hr/>	
Test Statistic	Value
F-statistic	7.586923

Bounds Critical Values

Sample Size	10%		5%		1%	
	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)	I(0)	I(1)
35	2.845	3.623	3.478	4.335	4.948	6.028
40	2.835	3.585	3.435	4.260	4.770	5.855
Asymptotic	2.630	3.350	3.100	3.870	4.130	5.000

* I(0) and I(1) are respectively the stationary and non-stationary bounds.

Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

Dans ce tableau si joint on remarque que la statistique de Fisher (F- statistic = 7,586) est supérieure à la borne supérieur I (1) au seuil de 5% (4,26) donc il existe une relation de Co-intégration à long terme entre les variables, log INF, log PIB et log TCH.

4. Estimation de la relation à long terme et court terme selon le modèle ARDL :

Après avoir fait le test de Co- intégration (Bounds test) en passe à l'estimation de la relation de long terme et court terme du modèle ARDL.

4.1 Estimations de la relation de court terme (dynamique de court terme) :

Dependent Variable: D(LTXINF)				
Method: ARDL				
Date: 06/15/24 Time: 01:01				
Sample: 1984 2022				
Included observations: 39				
Dependent lags: 4 (Automatic)				
Automatic-lag linear regressors (4 max. lags): LPIBH LTXCH				
Deterministics: Restricted constant and no trend (Case 2)				
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)				
Number of models evaluated: 100				
Selected model: ARDL(1,3,4)				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
COINTEQ*	-0.903855	0.155932	-5.796484	0.0000
D(LPIBH)	6.378690	4.404131	1.448342	0.1576
D(LPIBH(-1))	-1.255161	4.691841	-0.267520	0.7908
D(LPIBH(-2))	-10.29932	4.582088	-2.247734	0.0318
D(LTXCH)	0.693291	0.759165	0.913228	0.3682
D(LTXCH(-1))	1.461468	0.808645	1.807305	0.0804
D(LTXCH(-2))	1.743074	0.866071	2.012621	0.0529
D(LTXCH(-3))	2.006684	0.890390	2.253715	0.0314
R-squared	0.538189	Mean dependent var		0.011283
Adjusted R-squared	0.433909	S.D. dependent var		0.765664
S.E. of regression	0.576078	Akaike info criterion		1.915536
Sum squared resid	10.28786	Schwarz criterion		2.256780
Log likelihood	-29.35296	Hannan-Quinn criter.		2.037971
F-statistic	5.160998	Durbin-Watson stat		2.002035
Prob(F-statistic)	0.000566			
* p-values are incompatible with t-Bounds distribution.				

Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

Les résultats de l'analyse ARDL montrent que les coefficients de court terme pour la variable dépendante D(LTXINF) sont significatifs pour certaines variables décalées. En particulier, le coefficient de D (LPIBH (-2)) est de -10.2993 avec une p-value de 0.0318, indiquant un effet négatif significatif de LPIBH deux périodes en arrière. De même, les coefficients de D (LTXCH (-2)) et D (LTXCH (-3)) sont respectivement de 1.7431 et 2.0067 avec des p-values de 0.0529 et 0.0314, suggérant des effets positifs significatifs de LTXCH à ces décalages. Le terme de correction d'erreur (COINTEQ*) est de -0.9039 avec une p-value très faible (2.19e-06), confirmant une forte relation d'équilibre à long terme entre les variables. Le modèle explique 53.8% de la variabilité de la variable dépendante (R-squared = 0.5382) et est globalement significatif (p-value du F-statistic = 0.0006). Le Durbin-Watson stat de 2.0020 indique une absence d'autocorrélation des résidus, suggérant que le modèle ARDL est bien

Chapitre 03 : Analyse économétrique de l'inflation en Algérie

spécifié et révèle des relations dynamiques pertinentes à court terme entre les variables étudiées.

4.2 Estimations de la relation de long terme :

Variable *	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBH(-1)	3.431679	1.459968	2.350516	0.0243
LTXCH(-1)	-0.490027	0.141833	-3.454956	0.0014
C	-24.97775	11.71057	-2.132924	0.0398

Note: * Coefficients derived from the CEC regression.

Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

Les résultats de l'analyse ARDL montrent une relation à long terme significative entre les variables LPIBH et LTXCH avec $D(LTXINF)$, comme dérivé de la régression de la CEC. Le coefficient de LPIBH (-1) est de 3.4317 avec une p-value de 0.0243, indiquant un effet positif et significatif à long terme de LPIBH sur $D(LTXINF)$. En revanche, le coefficient de LTXCH (-1) est de -0.4900 avec une p-value de 0.0014, révélant un effet négatif et significatif de LTXCH à long terme. Le terme constant (C) est de -24.9778 avec une p-value de 0.0398, ce qui suggère une valeur de base négative significative de $D(LTXINF)$ lorsque les autres variables sont nulles. Ces coefficients confirment l'existence de relations dynamiques et d'équilibre à long terme entre les variables, mettant en évidence des impacts différenciés de LPIBH et LTXCH sur l'inflation à long terme.

5. Diagnostic du modèle :

5.1 Teste d'autocorrélations des erreurs (LM Breusch-Pagan-Godfrey)

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags

F-statistic	0.004252	Prob. F(2,26)	0.9958
Obs*R-squared	0.012752	Prob. Chi-Square(2)	0.9936

Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

Chapitre 03 : Analyse économétrique de l'inflation en Algérie

Les résultats du test de corrélation sérielle de Breusch-Godfrey indiquent que les p-values associées à l'F-statistic (0.9958) et à la statistique Obs*R-squared (0.9936) sont toutes deux très élevées, bien au-dessus du seuil de 0.05. Cela indique que nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de corrélation sérielle dans les résidus du modèle jusqu'à 2 décalages. En d'autres termes, les résidus du modèle ne montrent pas de dépendance sérielle significative sur deux périodes consécutives, ce qui confirme que le modèle ne souffre pas de problèmes de corrélation sérielle. Ainsi, les résultats sont robustes contre ce type de problème potentiel dans l'analyse des données.

5.2 Teste d'hétéroscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey) :

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey
Null hypothesis: Homoskedasticity

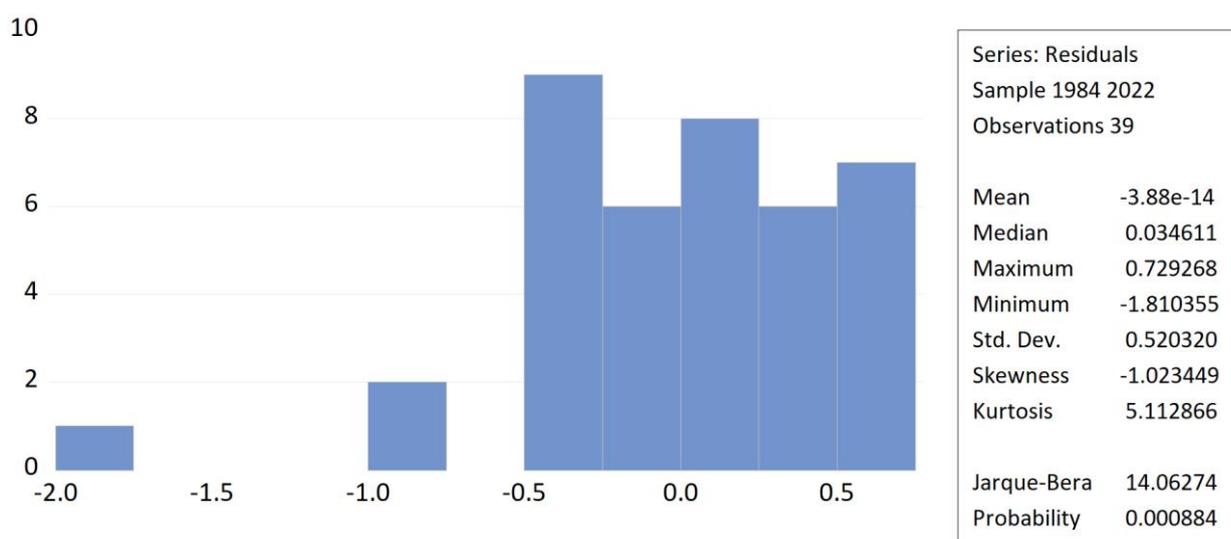
F-statistic	0.991680	Prob. F(10,28)	0.4732
Obs*R-squared	10.20010	Prob. Chi-Square(10)	0.4231
Scaled explained SS	10.81199	Prob. Chi-Square(10)	0.3724

Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

Les résultats du test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey montrent que les p-values associées à l'F-statistic (0.4732), à la statistique Obs*R-squared (0.4231) et à la statistique Scaled explained SS (0.3724) sont toutes largement supérieures à 0.05. Cela signifie que nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse nulle d'homoscédasticité, suggérant que les erreurs du modèle de régression ont une variance constante. En d'autres termes, il n'y a pas de preuve d'hétéroscédasticité dans les données, ce qui indique que la variance des résidus est homogène et constante à travers les différentes valeurs des variables indépendantes.

5.3 Test de normalité des résidus jarques-Berra :

Si le modèle est idéalement bon, alors les écarts que l'on constate entre les valeurs prédites et les valeurs observées (les résidus) sont entièrement imputables à des erreurs de mesure. De ce fait, les résidus doivent posséder les propriétés classiques d'une distribution normale, symétrique autour de la valeur prédite, le test de Jarque-Bera va nous permettre de mieux apprécier la normalité des résidus.

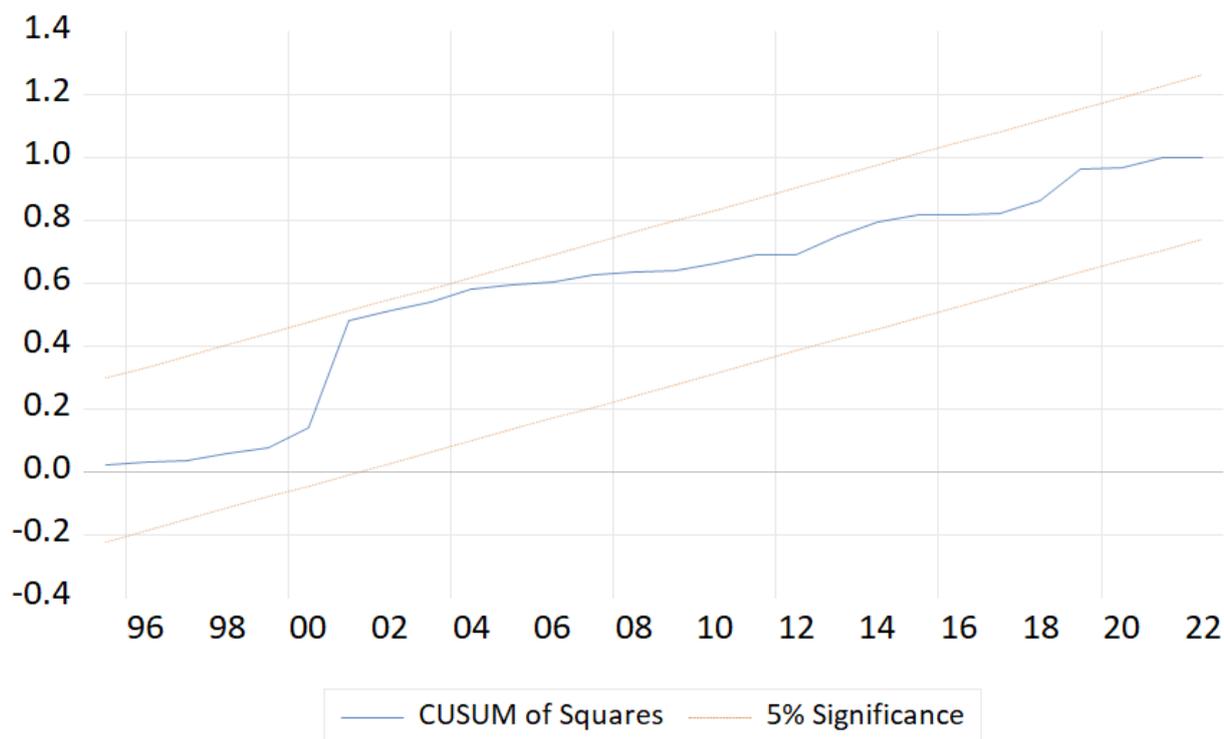


Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

Les résultats obtenus du test de Jarque Bera font apparaître une probabilité associée égale à 0,000884 et inférieure à 5%. Donc, les résidus ne suivent pas une loi normale.

5.4 Cusum of square :

Afin de se prononcer sur une éventuelle stabilité des coefficients estimés, le test de CUSUM SQ sera exécuté. Ce test est fondé sur la somme cumulée du carré des résidus récurrents. La valeur de la statistique doit alors évoluer, sous l'hypothèse nulle de stabilité de la relation de long terme, entre deux droites représentant les bornes de l'intervalle



Source : réalisée par l'auteur avec le logiciel Eviews 13.

Sur la base des résultats du test CUSUM SQ, nous pouvons dire que le modèle estimé est stable durant la période d'étude

Conclusion :

Dans notre étude empirique couvrant la période 1980-2022, nous avons analysé les déterminants de l'inflation en Algérie en utilisant un modèle ARDL. Après avoir confirmé la stationnarité des variables avec le test ADF, nos résultats montrent que le modèle est robuste, avec un coefficient de détermination R^2 élevé et une stabilité confirmée par le test CUSUM SQ. À court terme, l'augmentation du PIB par habitant réduit l'inflation avec un décalage de deux périodes, tandis que la dépréciation du taux de change l'augmente avec un décalage similaire. À long terme, la croissance du PIB par habitant est associée à une augmentation de l'inflation, tandis qu'une appréciation du taux de change le réduit. Les diagnostics du modèle révèlent l'absence de corrélation sérielle et d'hétéroscédasticité, bien que les résidus ne suivent pas une distribution normale. En conclusion, la gestion du taux de change et des politiques économiques stabilisant la croissance sont essentielles pour contrôler l'inflation en Algérie, et le modèle ARDL s'est avéré pertinent pour capturer les dynamiques à court et long terme des

Chapitre 03 : Analyse économétrique de l'inflation en Algérie

déterminants de l'inflation. Ces résultats offrent des indications précieuses pour les décideurs politiques visant à maintenir la stabilité des prix dans le pays.

Conclusion générale

Conclusion générale

Nous concluons du présent travail que l'inflation est un phénomène difficile à appréhender et qui s'explique toujours par un mouvement de hausse générale, durable et structurelle du niveau des prix ; elle commence quand le processus de hausse de prix devient cumulatif et incontrôlable. La méthode la plus répandue de présentation chiffrée de l'inflation est l'indice des prix à la consommation qui permet de suivre l'évolution des prix, il est donc un indicateur indispensable pour mesurer les tensions inflationnistes.

L'analyse a débuté par une exploration conceptuelle et théorique de l'inflation, clarifiant ses dimensions structurelles et conjoncturelles. Il est apparu clairement que l'inflation en Algérie n'est pas simplement un résultat de déséquilibres monétaires, mais aussi une conséquence de facteurs externes tels que la volatilité des prix des matières premières, en particulier du pétrole, et des facteurs internes tels que la politique monétaire et les fluctuations du taux de change.

Cette étude approfondie a analysé les déterminants de l'inflation en Algérie sur une période étendue allant de 1980 à 2022 en utilisant un modèle ARDL, permettant ainsi d'explorer les dynamiques à court et long terme des facteurs influençant l'évolution des prix. Notre démarche méthodologique a débuté par la sélection rigoureuse des variables, suivie de leur validation par le test de racine unitaire (ADF), qui a confirmé leur stationnarité après une différenciation d'ordre un ($I(1)$).

L'estimation du modèle ARDL, validée par le test de Bounds-test, a révélé un coefficient de détermination R^2 élevé, signe de la robustesse globale du modèle. L'examen du CUSUM SQ a indiqué une stabilité satisfaisante du modèle au fil du temps, renforçant ainsi la fiabilité de nos résultats. Les analyses à court terme ont souligné l'impact significatif du PIB par habitant sur la réduction de l'inflation avec un décalage de deux périodes, tandis que la dépréciation du taux de change a montré une association positive avec l'inflation sur une période similaire. À long terme, nos résultats ont mis en évidence une relation positive entre la croissance du PIB par habitant et l'inflation, ainsi qu'une relation inverse avec l'appréciation du taux de change, soulignant ainsi l'importance cruciale d'une politique économique équilibrée et bien ciblée pour maintenir la stabilité des prix à long terme.

Conclusion générale

Les diagnostics approfondis du modèle ont révélé l'absence de corrélation sérielle et d'hétéroscédasticité, bien que les résidus ne suivent pas une distribution normale. Malgré la robustesse démontrée par ce modèle, plusieurs limitations méritent d'être soulignées. Les résultats obtenus dépendent de la disponibilité et de la fiabilité des données économiques utilisées, ainsi que des choix spécifiques de variables et de spécifications du modèle. De plus, bien que cette analyse fournisse des perspectives cruciales pour la politique économique en Algérie, elle ne capture pas tous les facteurs potentiels influençant l'inflation, tels que des événements politiques imprévus ou des changements dans l'environnement économique mondial. La non-normalité des résidus, malgré l'absence de corrélation sérielle et d'hétéroscédasticité, souligne la nécessité d'une interprétation prudente des résultats. Ces observations appellent à des recherches futures approfondies pour affiner notre compréhension des dynamiques inflationnistes en Algérie et pour guider efficacement les politiques économiques à venir.

En conclusion, cette étude offre des perspectives cruciales aux décideurs économiques en Algérie. La gestion efficace de l'inflation nécessite une attention particulière à la politique de change et une approche intégrée des politiques macroéconomiques pour soutenir une croissance stable et durable. L'utilisation judicieuse du modèle ARDL dans cette analyse témoigne de son efficacité à capturer les effets à court et long terme des variables économiques sur l'inflation, offrant ainsi un cadre analytique robuste pour guider les futures recherches et les choix stratégiques de politique économique.

Les résultats obtenus soulignent également l'importance d'une diversification économique et d'une modernisation des structures financières pour renforcer la résilience économique de l'Algérie face aux chocs externes. La stabilité de l'inflation reste un enjeu majeur, mais avec des politiques appropriées et une gouvernance efficace, l'Algérie peut viser une stabilité économique durable. Les réformes économiques progressives, la promotion de la diversification sectorielle et l'investissement dans le capital humain sont des leviers essentiels pour atteindre cet objectif ambitieux.

Bibliographie

Bibliographie

Articles et Documents :

1. "Bounds testing approaches to the analysis of level relationships" - M. H. Pesaran, Y. Shin, & R. J. Smith, 2001, *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), pp. 289-326 (Article).
2. "Distribution of the estimators for autoregressive time series with a unit root" - D. A. Dickey & W. A. Fuller, 1979, *Journal of the American Statistical Association*, 74(366a), pp. 427-431 (Article).
3. "Economic and Political Context in Algeria : 2019-2023" - Fatima Zohra Abada, Pages 45-60 (Article).
4. "Economic Development and Inflation in Algeria : A Historical Perspective" - Mohamed Laksaci, Pages 145-160 (Article).
5. "Economic Policies in Algeria : A Modern Approach" - Ahmed Benbitour, Pages 55-70 (Article).
6. "Impact of COVID-19 on Inflation in Algeria : 2020-2021" - Samira Merabet (Article).
7. "Impact of Economic Diversification on Inflation in Algeria" - Fatima Moussaoui, Pages 40-55 (Article).
8. "La Désinflation Compétitive en France, 1983-1987" - Pierre-Alain Muet, 1988, *Revue Économique*, vol. 39, no. 1, pp. 79-114 (Article).
9. "Le rôle de la politique monétaire" - Milton Friedman, 1968, *Revue économique américaine*, vol. 58, no. 1, pp. 1-17 (Article).
10. "Les déterminants de l'inflation en France" - Beaudu A., 2005, *Problèmes économiques n° 2871*, P33 (Article).
11. "L'Algérie de Ben Bella à Bouteflika" - Luis Martinez, Pages 120-135 (Article).
12. "L'Algérie économique : Realities and Perspectives" - Farid Benmaamar, Pages 75-90 (Article).
13. "Monetary Policies and Inflation Control in Algeria" - Samir Toudji, Pages 80-95 (Article).
14. "Principaux indicateurs économiques : Sources et définitions" - Organisation de coopération et de développement économique, 2000, OECD Publishing, Pages 176 (Publication).
15. "Role of Hydrocarbons in Algeria's Economy" - Ahmed Benali, Pages 20-35 (Article).
16. "Salaires et prix" - Septième congrès des Relations industrielles de Laval, 1952, Ed presses université Laval, Page 18 (Actes de conférence).

17. "Système de statistiques des comptes macroéconomiques : vue d'ensemble" - International Monetary Fund Statistic Dept, 2007, International Monetary Fund, Pages 35 (Publication).
18. "The Small Menu of Monetary Policy Options" - N. Gregory Mankiw, 2000, Brookings Papers on Economic Activity, vol. 2000, no. 1, pp. 109-164 (Article).
19. "Le rôle de la politique monétaire" - Milton Friedman, 1968, Revue économique américaine, vol. 58, no. 1, pp. 1-17 (Article).
20. "Les déterminants de l'inflation en France" - Beaudu A., 2005, Problèmes économiques n° 2871, P33 (Article).

Livres et Ouvrages :

1. "Central Bank Strategy, Crédibilité, and Independence : Theory and Evidence" - Alex Cukierman, 1992, MIT Press Books, pp. 100-125 (Livre).
2. "Dictionnaire canadien des relations du travail" - DION. G., 1986, Presses Université Laval, Pages 258 (Livre).
3. "Études sur la quantité de monnaie" - Phillip Gage, 1965 (Livre).
4. "Inflation, Désinflation, Déflation" - François-Goux, Jean, 1998, Éditions Économiques, Pages 41 (Livre).
5. "Initiation à la macroéconomie : manuel concret de 1er cycle" - Bernier Bernard, S Y, 1986, 2ème édition, Bordas, Paris, Pages 272 (Livre).
6. "Introduction à la macroéconomie" - MEON P. G., 2010-2011, Université libre de Bruxelles, Pages 141 (Livre).
7. "Introduction à la macroéconomie moderne", Michel parkin, Robin et Benoit Carmichael, 2003.
8. "Macroeconomics" - N. Gregory Mankiw, 3ème édition, traduit par Jean Houard, 2003 (Livre).
9. "Macroeconomics" - N. Gregory Mankiw, 5e édition, 157-175 (Livre).
10. "Macroeconomics" - Paul R. Krugman et Robin Wells, 5th Edition, Worth Publishers, 2018, Pages 432-440 (Livre).
11. "Monnaie, banque et marchés financiers" - Mishkin F., 2007, 8e édition, Pearson Education, Paris, Pages 65 (Livre).
12. "Principes de macroéconomie" - N. Gregory Mankiw, 2003, traduction de la 5ème édition américaine par Jean. Houard, 3ème édition (Livre).

13. "Principles of Economics" - N. Gregory Mankiw, 7th Edition, Cengage Learning, 2014, Pages 721-735 (Livre).
14. "The Age of Keynes" - Robert Lekachman, Pages 110-125 (Livre).
15. "The Case for Open-Market Purchases" in a Liquidity Trap - Auerbach, A. J., & Obstfeld, M. (2005). American Economic Review, Pages 110-137 (Livre).
16. "The Economic History of Algeria : From Independence to 2000" - Alistair MacDonald, Pages 180-195 (Livre).
17. "The Economic History of the Twentieth Century" - Giovanni Federico, Pages 78-95 (Livre).
18. "The Price Revolution in Sixteenth-Century Europe" - Peter H. Lindert et Jeffrey G. Williamson, Pages 65-78 (Livre).
19. "The Roman Economy : Studies in Ancient Economic and Administrative History" - Richard Duncan-Jones, Pages 123-128 (Livre).
20. Case, Karl E., Ray C. Fair, and Sharon M. Oster. Principles of Economics. 9th ed., Prentice Hall, 2009. Pages 340-345 (Chapitre sur l'inflation et la politique économique) (Livre).
21. Greene, William H. Econometrics Analysis. 7th ed., Pearson, 2012. Pages 457-465 (Livre).
22. Paul R. Krugman et Robin Wells. Macroeconomics. 5th Edition, Worth Publishers, 2018, pp. 612-620(Livre).

Sites Web :

1. Office National des Statistiques (Algérie). <https://www.ons.dz/>
2. Vie Publique. "Inflation : rôle de la masse monétaire et du contexte économique." <https://www.vie-publique.fr/eclairage/291422-inflation-role-de-la-masse-monetaire-et-du-contexte-economique>
3. Main Determinants of Inflation in Turkey: A Vector Error Correction Model https://www.researchgate.net/publication/344271099_MAIN_DETERMINANTS_OF_INFLATION_IN_TURKEY_A_VECTOR_ERROR_CORRECTION_MODEL
4. Article from ASJP on Economic Determinants <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/82233> Consulté le 05/06/2024

5. Economic Factors Influencing Inflation : Evidence from Historical Data
https://econpapers.repec.org/article/eeequaeco/v_3a34_3ay_3a1994_3ai_3a1_3ap_3a95-112.html Consulté le 05/06/2024

Thèse et mémoire :

1. "Les déterminants de l'inflation en Algérie : Etude empirique" - Touré Sormoye Boulkaria Sylia, dirigé par Mr Souman Mohand Ouidir, 2021 (Thèse/Mémoire).
2. "Les déterminants de l'inflation en Algérie sur la période (1970-2021) : Etude empirique" - Touré Sormoye Boulkaria Sylia, Encadré par : Mr Souman Mohand Ouidir (Thèse/Mémoire).
3. "Les déterminants de l'inflation en Algérie (1990-2020)" - Nassim Azil, Mémoire de Master en Sciences Économiques, Option : Économie quantitative, dirigé par Mizi Allaoua Lynda (Thèse/Mémoire).
4. "Impact du déficit budgétaire sur l'inflation en RCD" - Thérodore Nielsen Witanene Musombwa, 2007, mémoire de licence, Université Libre des Pays des Grands Lacs, ULPGL (Thèse/Mémoire).
5. "Essai de modalisation des causes de l'inflation en Algérie de 1970-2013 ; Approche économétrique" - Zain Hayat, Zaidi Saloua, 2015, mémoire de master économique : économie appliquée et ingénierie financière, université de Bejaia (Thèse/Mémoire).

Annexes

Annexe 1 : Base de données :

Années	LOGTCH	LOGPIBH	LOGINF
1980	1,344690811	8,091933456	2,253394849
1981	1,462329047	8,089482474	2,684440335
1982	1,524315659	8,118505068	1,877937165
1983	1,566321621	8,137688185	1,786746927
1984	1,606032119	8,158229917	2,094330154
1985	1,615022291	8,160518247	2,349468679
1986	1,54798795	8,13123655	2,515274186
1987	1,578978705	8,094073148	2,006870849
1988	1,777491497	8,056426768	1,776645831
1989	2,029331757	8,0730912	2,2300144
1990	2,192546988	8,05610966	2,812410216
1991	2,916310207	8,020270473	3,253856794
1992	3,083559984	8,014996894	3,455369861
1993	3,150382828	7,971430998	3,022374205
1994	3,557032357	7,941295571	3,369018483
1995	3,864155416	7,95927596	3,393837027
1996	4,002759104	7,981733287	2,927453433
1997	4,055378483	7,97590836	1,745715531
1998	4,073103901	8,010691539	1,599387577
1999	4,198314111	8,028129059	0,97455964
2000	4,320948785	8,051340933	-1,078809661
2001	4,346593739	8,06714904	1,442201993
2002	4,378043713	8,10832229	0,350656872
2003	4,348922179	8,164225652	1,451613827
2004	4,277512983	8,192293731	1,376244025
2005	4,294233134	8,235890726	0,322083499
2006	4,285612095	8,238272625	0,837247525
2007	4,238329459	8,255568653	1,302912752
2008	4,167951218	8,262042844	1,581038438
2009	4,285612095	8,25997566	1,74745921
2010	4,309267752	8,276903481	1,363537374
2011	4,289609765	8,286521374	1,508511994
2012	4,350742345	8,300528606	2,18492705
2013	4,374095264	8,30844552	1,178654996
2014	4,38923807	8,325790526	1,071583616
2015	4,612056421	8,342125263	1,564440547
2016	4,695403866	8,353732642	1,85629799
2017	4,709286928	8,347116361	1,720979287
2018	4,758697815	8,339978572	1,451613827

2019	4,782093867	8,331586244	0,667829373
2020	4,842429638	8,262042844	0,88376754
2021	4,90574874	8,278682163	1,978239036
2022	4,955791846	8,29404964	2,22678338

Annexe 02 : Résultats du logiciels Eviews :

Test de dickey-fuller

Null Hypothesis: LPIBH has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.830097	0.1957
Test critical values:		
1% level	-4.211868	
5% level	-3.529758	
10% level	-3.196411	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIBH)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 18:43
 Sample (adjusted): 1984 2022
 Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBH(-1)	-0.130489	0.046108	-2.830097	0.0079
D(LPIBH(-1))	0.288819	0.156377	1.846948	0.0737
D(LPIBH(-2))	0.156171	0.168167	0.928663	0.3598
D(LPIBH(-3))	0.275790	0.193317	1.426622	0.1631
C	1.035122	0.367186	2.819070	0.0081
@TREND("1980")	0.001326	0.000507	2.617990	0.0133
R-squared	0.378390	Mean dependent var		0.004009
Adjusted R-squared	0.284207	S.D. dependent var		0.026167
S.E. of regression	0.022139	Akaike info criterion		-4.642344
Sum squared resid	0.016174	Schwarz criterion		-4.386411
Log likelihood	96.52571	Hannan-Quinn criter.		-4.550518
F-statistic	4.017590	Durbin-Watson stat		2.020336
Prob(F-statistic)	0.005882			

Modele 3 (LPIBH) en niveau

Null Hypothesis: LPIBH has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.183706	0.6718
Test critical values: 1% level	-3.610453	
5% level	-2.938987	
10% level	-2.607932	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIBH)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 18:44
 Sample (adjusted): 1984 2022
 Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBH(-1)	-0.037929	0.032042	-1.183706	0.2447
D(LPIBH(-1))	0.336492	0.168152	2.001113	0.0534
D(LPIBH(-2))	0.092088	0.180130	0.511230	0.6125
D(LPIBH(-3))	0.238426	0.208727	1.142286	0.2613
C	0.310368	0.261161	1.188414	0.2429
R-squared	0.249286	Mean dependent var		0.004009
Adjusted R-squared	0.160967	S.D. dependent var		0.026167
S.E. of regression	0.023969	Akaike info criterion		-4.504914
Sum squared resid	0.019533	Schwarz criterion		-4.291637
Log likelihood	92.84582	Hannan-Quinn criter.		-4.428392
F-statistic	2.822553	Durbin-Watson stat		1.935690
Prob(F-statistic)	0.040015			

Modele 2 (LPIBH) en niveau

Null Hypothesis: LPIBH has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.795886	0.8808
Test critical values:		
1% level	-2.622585	
5% level	-1.949097	
10% level	-1.611824	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIBH)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 18:45
 Sample (adjusted): 1982 2022
 Included observations: 41 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBH(-1)	0.000367	0.000461	0.795886	0.4309
D(LPIBH(-1))	0.427210	0.145078	2.944690	0.0054
R-squared	0.181611	Mean dependent var		0.004989
Adjusted R-squared	0.160626	S.D. dependent var		0.025902
S.E. of regression	0.023730	Akaike info criterion		-4.596562
Sum squared resid	0.021962	Schwarz criterion		-4.512973
Log likelihood	96.22951	Hannan-Quinn criter.		-4.566123
Durbin-Watson stat	2.072784			

Modele 1 (LPIBH) en niveau

Null Hypothesis: D(LPIBH) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.886153	0.0003
Test critical values:		
1% level	-2.622585	
5% level	-1.949097	
10% level	-1.611824	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIBH,2)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 18:46
 Sample (adjusted): 1982 2022
 Included observations: 41 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIBH(-1))	-0.552286	0.142116	-3.886153	0.0004
R-squared	0.273893	Mean dependent var		0.000435
Adjusted R-squared	0.273893	S.D. dependent var		0.027721
S.E. of regression	0.023622	Akaike info criterion		-4.629231
Sum squared resid	0.022319	Schwarz criterion		-4.587436
Log likelihood	95.89923	Hannan-Quinn criter.		-4.614011
Durbin-Watson stat	2.085457			

Modele 1 (LPIBH) en première différenciation.

Null Hypothesis: LTXINF has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.040591	0.1338
Test critical values:		
1% level	-4.192337	
5% level	-3.520787	
10% level	-3.191277	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTXINF)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 18:47
 Sample (adjusted): 1981 2022
 Included observations: 42 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTXINF(-1)	-0.405266	0.133285	-3.040591	0.0042
C	0.958337	0.401295	2.388110	0.0219
@TREND("1980")	-0.010992	0.009950	-1.104703	0.2761
R-squared	0.193719	Mean dependent var		-0.000634
Adjusted R-squared	0.152371	S.D. dependent var		0.751043
S.E. of regression	0.691461	Akaike info criterion		2.168730
Sum squared resid	18.64663	Schwarz criterion		2.292849
Log likelihood	-42.54333	Hannan-Quinn criter.		2.214225
F-statistic	4.685104	Durbin-Watson stat		2.114385
Prob(F-statistic)	0.015014			

Modele 3 (LTXINF) en niveau

Null Hypothesis: LTXINF has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.846961	0.0604
Test critical values:		
1% level	-3.596616	
5% level	-2.933158	
10% level	-2.604867	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTXINF)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 18:49
 Sample (adjusted): 1981 2022
 Included observations: 42 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTXINF(-1)	-0.336623	0.118240	-2.846961	0.0069
C	0.599615	0.236430	2.536117	0.0152
R-squared	0.168489	Mean dependent var		-0.000634
Adjusted R-squared	0.147701	S.D. dependent var		0.751043
S.E. of regression	0.693363	Akaike info criterion		2.151923
Sum squared resid	19.23011	Schwarz criterion		2.234669
Log likelihood	-43.19038	Hannan-Quinn criter.		2.182253
F-statistic	8.105186	Durbin-Watson stat		2.203878
Prob(F-statistic)	0.006933			

Modele 2 (LTXINF) en niveau

Null Hypothesis: LTXINF has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.215556	0.2019
Test critical values:		
1% level	-2.621185	
5% level	-1.948886	
10% level	-1.611932	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTXINF)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 18:49
 Sample (adjusted): 1981 2022
 Included observations: 42 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTXINF(-1)	-0.069213	0.056939	-1.215556	0.2311
R-squared	0.034784	Mean dependent var		-0.000634
Adjusted R-squared	0.034784	S.D. dependent var		0.751043
S.E. of regression	0.737865	Akaike info criterion		2.253411
Sum squared resid	22.32226	Schwarz criterion		2.294784
Log likelihood	-46.32163	Hannan-Quinn criter.		2.268576
Durbin-Watson stat	2.506828			

Modele 2 (LTXINF) en niveau

Null Hypothesis: LTXINF has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.215556	0.2019
Test critical values:		
1% level	-2.621185	
5% level	-1.948886	
10% level	-1.611932	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTXINF)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 19:03
 Sample (adjusted): 1981 2022
 Included observations: 42 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTXINF(-1)	-0.069213	0.056939	-1.215556	0.2311
R-squared	0.034784	Mean dependent var		-0.000634
Adjusted R-squared	0.034784	S.D. dependent var		0.751043
S.E. of regression	0.737865	Akaike info criterion		2.253411
Sum squared resid	22.32226	Schwarz criterion		2.294784
Log likelihood	-46.32163	Hannan-Quinn criter.		2.268576
Durbin-Watson stat	2.506828			

Modele 1 (LTXINF) en niveau

Null Hypothesis: D(LTXINF) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-8.678592	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.622585	
5% level	-1.949097	
10% level	-1.611824	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTXINF,2)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 19:04
 Sample (adjusted): 1982 2022
 Included observations: 41 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTXINF(-1))	-1.303572	0.150205	-8.678592	0.0000
R-squared	0.653128	Mean dependent var		-0.004451
Adjusted R-squared	0.653128	S.D. dependent var		1.224835
S.E. of regression	0.721376	Akaike info criterion		2.208776
Sum squared resid	20.81535	Schwarz criterion		2.250571
Log likelihood	-44.27991	Hannan-Quinn criter.		2.223996
Durbin-Watson stat	1.987366			

Modele 1 (LPIBH) en première différenciation.

Null Hypothesis: LTXCH has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.724058	0.9645
Test critical values:		
1% level	-4.192337	
5% level	-3.520787	
10% level	-3.191277	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTXCH)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 19:05
 Sample (adjusted): 1981 2022
 Included observations: 42 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTXCH(-1)	-0.031100	0.042953	-0.724058	0.4734
C	0.200700	0.081576	2.460267	0.0184
@TREND("1980")	-0.000200	0.004271	-0.046924	0.9628
R-squared	0.080851	Mean dependent var		0.085979
Adjusted R-squared	0.033715	S.D. dependent var		0.141326
S.E. of regression	0.138923	Akaike info criterion		-1.041049
Sum squared resid	0.752681	Schwarz criterion		-0.916930
Log likelihood	24.86203	Hannan-Quinn criter.		-0.995554
F-statistic	1.715281	Durbin-Watson stat		1.310003
Prob(F-statistic)	0.193207			

Modele 3 (LTXCH) en niveau

Null Hypothesis: LTXCH has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.875118	0.3404
Test critical values:		
1% level	-3.596616	
5% level	-2.933158	
10% level	-2.604867	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTXCH)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 19:05
 Sample (adjusted): 1981 2022
 Included observations: 42 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTXCH(-1)	-0.032935	0.017564	-1.875118	0.0681
C	0.202904	0.065851	3.081256	0.0037
R-squared	0.080799	Mean dependent var		0.085979
Adjusted R-squared	0.057819	S.D. dependent var		0.141326
S.E. of regression	0.137179	Akaike info criterion		-1.088612
Sum squared resid	0.752724	Schwarz criterion		-1.005865
Log likelihood	24.86084	Hannan-Quinn criter.		-1.058282
F-statistic	3.516068	Durbin-Watson stat		1.307573
Prob(F-statistic)	0.068090			

Modele 2 (LTXCH) en niveau

Null Hypothesis: D(LTXCH) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.833575	0.3593
Test critical values:		
1% level	-3.610453	
5% level	-2.938987	
10% level	-2.607932	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTXCH,2)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 19:06
 Sample (adjusted): 1984 2022
 Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTXCH(-1))	-0.360130	0.196409	-1.833575	0.0752
D(LTXCH(-1),2)	-0.328479	0.187967	-1.747540	0.0893
D(LTXCH(-2),2)	-0.359436	0.157459	-2.282734	0.0286
C	0.030914	0.027111	1.140276	0.2619
R-squared	0.405305	Mean dependent var		0.000206
Adjusted R-squared	0.354331	S.D. dependent var		0.163304
S.E. of regression	0.131220	Akaike info criterion		-1.126967
Sum squared resid	0.602655	Schwarz criterion		-0.956345
Log likelihood	25.97585	Hannan-Quinn criter.		-1.065749
F-statistic	7.951243	Durbin-Watson stat		1.942833
Prob(F-statistic)	0.000358			

Modele 2 (LTXCH) en première différenciation.

Null Hypothesis: D(LTXCH) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Bandwidth: 4 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-4.371476	0.0012
Test critical values:		
1% level	-3.600987	
5% level	-2.935001	
10% level	-2.605836	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Residual variance (no correction)	0.017093
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	0.020561

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(LTXCH,2)
 Method: Least Squares
 Date: 07/07/24 Time: 19:07
 Sample (adjusted): 1982 2022
 Included observations: 41 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTXCH(-1))	-0.621647	0.148256	-4.193072	0.0002
C	0.052345	0.024578	2.129690	0.0396
R-squared	0.310733	Mean dependent var		-0.001649
Adjusted R-squared	0.293060	S.D. dependent var		0.159434
S.E. of regression	0.134052	Akaike info criterion		-1.133628
Sum squared resid	0.700827	Schwarz criterion		-1.050039
Log likelihood	25.23937	Hannan-Quinn criter.		-1.103189
F-statistic	17.58186	Durbin-Watson stat		2.062757
Prob(F-statistic)	0.000153			

Modele 2 (LTXCH) en première différenciation. (Teste de pp)

Table des matières

Table des matières

Sommaire	
Plan de travail	
Introduction générale	1
Chapitre 1 : Aspects conceptuels et théoriques sur l'inflation.	6
Introduction de chapitre :.....	6
Section 01 : Fondements et Impacts de l'Inflation.....	6
1. Définition de l'inflation :	6
2. Différentes formes connexes à l'inflation :.....	7
2.1 La Déflation :	7
2.1.1 Types de déflation :	7
2.1.2 Conséquences de la déflation :.....	8
2.2 La Désinflation :	8
2.2.1 Caractéristiques de la désinflation :.....	9
2.2.3 Conséquences de la désinflation :.....	9
2.3 La stagflation :	9
2.3.1 Les causes de la stagflation :	10
2.3.3 Conséquences de la Stagflation :	10
3. Types et causes de l'inflation :	11
3.1 Les types d'inflations :.....	11
3.1.1 L'inflation latente ou rampante :	11
3.1.2 L'inflation stable :	11
3.1.3 Inflation galopante ou hyperinflation :	12
3.1.4 Inflation ouverte ou déclarée :	13
3.1.5 Inflation importée :	14
3.1.6 L'inflation réprimée ou freinée :.....	14
3.2 Causes de l'inflation :.....	16
3.2.1 L'inflation par la demande :	16

3.2.2 Inflation par les coûts :.....	18
3.2.3 Inflation par les salaires :.....	18
3.2.4 Inflation par les profits :	19
3.2.5 L'inflation importée :.....	19
3.2.6 Inflation par la monnaie :.....	20
4. Les conséquences de l'inflation :	21
4.1. Les effets négatifs de l'inflation :.....	21
4.2 Les effets positifs de l'inflation :.....	21
Section 02 : Mesure et Gestion de l'Inflation.....	22
1. Calculs de l'inflation :	22
1.1 Indice des prix à la consommation (IPC) :	23
1.1.1 Caractéristiques de l'IPC :.....	23
1.1.2 Formule de Calcul de l'IPC :.....	23
1.1.3 Formule de Calculs du taux d'inflation :	24
1.1.4 Les Problèmes Liés au Calcul de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) :	24
1.2 Le Déflateur du PIB :.....	25
1.2.1 définitions et Calculs :	26
1.2.2 Différences entre le Déflateur du PIB / l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) :	26
2. Les politiques de luttés contre l'inflation :	27
2.1 La politique budgétaire :.....	27
2.2 La Politique des Revenus :	28
2.3 La Politique des Prix et Concurrence :	29
2.4 La Politique de Désinflation Compétitive :	29
1. Pour les monétaristes :	30
1.1 La formulation de Fisher :	31
1.2 La formulation de Marshall et Pigou :.....	32
2. L'approche Keynésienne :	33
3. L'approche néo-classique :.....	35
Conclusion de chapitre :	36

Chapitre 02 :Etude de l'inflation dans le contexte Algérie.....	37
Introduction de chapitre :.....	38
Section 01 : Analyse de l'évolution et des Facteurs Influençant l'Inflation en Algérie ...	38
1. Évolution Historique et Facteurs Déterminants de l'inflation en Algérie :.....	38
1.1 L'évolution de l'inflation en Algérie de 1962 à 1980 :	38
1.2 Evolution de l'inflation en Algérie de 1980 à 1990 :	40
1.3 Évolution de l'Inflation en Algérie (1990-2000) :	41
1.4 Evolution de l'inflation de 2000 à 2018 :	43
1.5 Evolution de l'inflation de 2019 à 2023 :	45
2. Facteurs structurels et conjoncturels influençant l'inflation :	46
2.1 Facteurs Structurels de l'Inflation en Algérie :	47
2.1.1 Dépendance aux Hydrocarbures :	47
2.1.2 PIB et Croissance Économique :	47
2.1.3 Taux de Change :	48
2.1.4 Politiques Monétaires et Taux d'Intérêt :	48
2.1.5 Masse Monétaire :	49
2.2 Facteurs Conjoncturels de l'Inflation en Algérie :	49
2.2.2 Conditions Climatiques :	50
2.2.3 Conflits internes et instabilité politique :	50
2.3 Interactions et Dynamiques :	51
2.3.1 Interactions entre Facteurs Structurels et Conjoncturels :	51
2.3.2 Gestion et Politiques de Stabilisation :	51
3. Pertinences des théories économiques de l'inflations dans le contexte algérien :	52
Section 02 : Études antérieures sur l'inflation.....	54
2. Les Travaux empiriques menés sur la Turquie :	55
3. Travaux empiriques sur l'inflation en Algérie :	55
4. Travaux empiriques menés sur les Etats-Unis :	57
Conclusion de chapitre :	57
Chapitre 03 : Analyse économétrique de l'inflation en Algérie	58

Introduction de chapitre :.....	59
Section 01 : Méthodologie de la régression.....	59
1. L'approche Théorique de modèle ARDL :.....	59
1.1 Définition des séries chronologiques :.....	60
1.2 Le modèle ARDL :	60
2. La méthodologie du modèle ARDL :	62
2.1 Sélection de nombre de retard optimal :.....	62
2.2 Test de la Stationnarité des Séries Temporelles :	63
2.4 Test de Cointégration selon l'Approche de Pesaran et al. (2001) dans les Modèles ARDL :	64
2.5 Test de causalité de Granger :.....	65
2.6 Test d'autocorrélation des erreurs :	66
2.7 Test d'hétéroscédasticité :.....	67
2.8 Test de normalité de résidus :.....	67
2.9 Test de stabilité du modèle :.....	68
Section 02 : Présentation des données	68
1. Choix des variables :.....	69
1.1 Taux de Change (pour 1 USD) :.....	69
1.2 PIB par Habitant (USD) :	69
1.3 Taux d'Inflation (%) :.....	70
2. Représentation graphique des séries :.....	71
2.1 Evolution du PIB par habitant :	71
2.2 L'évolution du taux d'inflation en Algérie, exprimée en pourcentage :.....	72
2.3 L'évolution du taux de change en Algérie pour 1 USD :.....	73
Section 03 : Analyse et interprétation des résultats	74
1. Test de stationnarité :.....	74
2. Détermination du nombre de retards :	76
3. Bounds Test :	79
4. Estimation de la relation à long terme et court terme selon le modèle ARDL :.....	79
4.1 Estimations de la relation de court terme (dynamique de court terme) :.....	80

4.2 Estimations de la relation de long terme :	81
5. Diagnostic du modèle :	81
5.1 Teste d'autocorrélations des erreurs (LM Breusch-Pagan-Godfrey).....	81
5.2 Teste d'hétéroscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey) :.....	82
5.3 Test de normalité des résidus jarques-Berra :.....	83
5.4 Cusum of square :	83
Conclusion :	84
Bibliographie :	90
Annexe	93
Annexe 1 : Base de données :	93
Table des matières	108
Résumé	

Résumé

Version Française :

Ce mémoire examine en profondeur les dynamiques de l'inflation en Algérie de 1980 à 2022 en utilisant le modèle ARDL. L'inflation est analysée comme un phénomène complexe influencé par des facteurs externes tels que la volatilité des prix des matières premières et des facteurs internes comme la politique monétaire et les fluctuations du taux de change. L'étude montre que la croissance du PIB par habitant influence positivement l'inflation à long terme, tandis que l'appréciation du taux de change contribue à sa réduction. Malgré la robustesse du modèle ARDL démontrée par des tests de validation, des limitations comme la non-normalité des résidus appellent à une interprétation prudente des résultats. Cette analyse offre des perspectives cruciales pour la politique économique en Algérie, mettant en avant l'importance d'une gestion équilibrée de la politique de change et d'une approche intégrée des politiques macroéconomiques pour maintenir la stabilité des prix et soutenir une croissance durable.

Mots-clés : inflation, Algérie, modèle ARDL, politique monétaire, taux de change, PIB par habitant, stabilité des prix, croissance durable.

Abstract

Version anglaise

This thesis deeply examines the dynamics of inflation in Algeria from 1980 to 2022 using the ARDL model. Inflation is analyzed as a complex phenomenon influenced by external factors such as commodity price volatility and internal factors like monetary policy and exchange rate fluctuations. The study shows that per capita GDP growth positively impacts long-term inflation, while exchange rate appreciation contributes to its reduction. Despite the robustness of the ARDL model demonstrated by validation tests, limitations such as non-normality of residuals call for cautious interpretation of results. This analysis provides crucial insights for economic policy in Algeria, emphasizing the importance of balanced exchange rate policy and integrated macroeconomic policies to maintain price stability and support sustainable growth.

Keywords : Inflation, Algeria, ARDL model, monetary policy, exchange rate, GDP per capita, price stability, sustainable growth.